

offensive

offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE N°23 • 5 EUROS • SEPT. 09

CONSTRUIRE L'ANARCHIE



M 05836 - 5 - F. 5,00 € - RD

MATÉRIEL

Vous pouvez commander les autocollants 9 euros les 50 15 euros les 100 en nous écrivant à OLS, 21^{er}, rue Voltaire 75 011 Paris chèque à l'ordre de Point de ruptures



Offensive Libertaire et Sociale (OLS)

Offensive Libertaire et Sociale est née au cours de l'été 2003. Notre volonté est de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme et qui contribue à l'élaboration d'un autre futur sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la solidarité, l'égalité sociale et la liberté. Six principes fondent l'OLS :

1. Indépendance
2. Fédéralisme
3. Assembléisme
4. Anti-autoritarisme
5. Rupture
6. Appui mutuel

L'OLS se situe comme un élément dans la constellation libertaire, apportant sa pierre au mouvement révolutionnaire. Elle est une structure parmi d'autres organisations, collectifs, comités existants à un moment donné. L'organisation n'est pas une fin en soi et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion. Nous refusons de nous impliquer en fonction de nos seuls intérêts organisationnels, de « passer » d'une lutte à l'autre au gré des modes. Même si nous apparaissions pour confronter, défendre ou faire partager nos valeurs, nos idées, nos pratiques, notamment au travers de notre journal et lors de certains événements politiques, nous refusons les logiques de représentation. Dans une

société fondée sur les apparences, le mouvement révolutionnaire ne doit pas succomber aux sirènes du spectacle.

Nous luttons plus particulièrement contre l'apartheid social, les dominations (sexisme, homophobie, exploitation économique...), pour la liberté de circulation et d'installation. Nous participons aux luttes contre la précarité et le développement de la misère, en essayant de proposer d'autres formes d'organisation sociale dans lesquelles le travail productif perdrait sa centralité.

Nous voulons construire une société réellement démocratique, si l'on définit la démocratie comme une forme d'organisation du pouvoir permettant de connaître et de maîtriser nos conditions d'existence. Il importe de réfléchir à de nouvelles organisations sociales qui permettent le partage des débats et des prises de décisions. Cela revient à briser l'autonomie du pouvoir. Il ne doit pas être accaparé par une minorité, mais demeurer au sein de la société : il doit être socialisé. Nous sommes partie prenante de l'unification des mouvements libertaires et de l'association avec toutes celles et ceux qui développent des pratiques anti-autoritaires et anti-capitalistes. Nous chercherons, au sein de cette constellation, à faire vivre

POUR CONTACTER L'OLS

OLS c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat, 13 001 Marseille.
06 70 61 94 34 ols@no-log.org.
<http://offensive.samizdat.net>

LES GROUPES DE L'OLS

OLS Chapacans Marseille
c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat 13 001 Marseille
06 70 61 94 34
chapacans@riseup.net

OLS Paris 21^{er}, rue Voltaire
75011 Paris
ols.paris@no-log.org

OLS Toulouse
ols@no-log.org

OLS Aveyron
walden12@free.fr

OFFENSIVE SONORE

émission de l'OLS-Paris
sur **Radio Libertaire**
89.4 Mhz (à Paris)

Le vendredi tous les quinze jours de 21h à 22h30

émission de l'OLS-Marseille
sur **Radio Grenouille**
88.8 Mhz (à Marseille)

Le 3^e samedi du mois de 11h à 12h
Rediffusion le 3^e mardi du mois à 10h

Édité par Spipasso

Imprimeur IMB, 7 rue
Résistance 14400 Bayeux

Directrice de publication
Caroline SECHAN

Commission paritaire
en cours

ISSN 1771-1037

Diffusion
Court-circuit
5, rue Saint-Sébastien,
75011 Paris, 01 43 55 69 59
contact@court-circuit-diffusion.com

Tirage
7 000 exemplaires

Les articles font apparaître le féminin et le masculin. Si la langue est un instrument de domination et perpétue les stéréotypes sexistes, elle peut être un outil de déconstruction. Les personnes qui luttent contre le patriarcat ne peuvent se dispenser d'interroger la pseudo- « neutralité » de certains mots et la domination du masculin sur le féminin. Le langage rend la présence des femmes invisible. Féminiser les textes que nous produisons, c'est donner une visibilité à la moitié de l'humanité.

LES ANCIENS NUMÉROS

Pour commander les anciens numéros, reportez-vous au bon de commande en page 3.

N°1 POUR UNE CRITIQUE RADICALE DE LA TÉLÉVISION [PUI]

N°2 LA GRÈVE À RÉINVENTER

N°3 L'EMPRISE TECHNOLOGIQUE [PUI]

N°4 GENRE ET SEXUALITÉ [PUI]

N°5 AU SERVICE DU PUBLIC

N°6 HOMO PUBLICITIS [PUI]

N°7 GUERRES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES

N°8 LIBÉREZ LES ENFANTS ! [PUI]

N°9 CULTURE DE CLASSE OU (IN)CULTURE DE MASSE

N°10 L'IMPÉRIALISME SCIENTIFIQUE [PUI]

N°11 ON HAÏT LES CHAMPIONS

N°12 INTÉGRATION ENTRE MISE AU PAS ET APARTHEID SOCIAL

N°13 RÉVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI

N°14 L'HORREUR TOURISTIQUE

N°15 AUTONOMIE, DÉMOCRATIE DIRECTE

N°16 PUTAIN DE SEXISME !



OFFENSIVE N°17
trimestriel | 44 p. | 3 euros
• DOSSIER
UN COMMERCE SANS CAPITALISME



OFFENSIVE N°18
trimestriel | 52 p. | 5 euros
• DOSSIER
SPÉCIAL 68, MAI ENCORE !



OFFENSIVE N°19
trimestriel | 52 p. | 5 euros
• DOSSIER
FOUTEZ-NOUS LA PAIX !



OFFENSIVE N°20
trimestriel | 52 p. | 5 euros
• DOSSIER
TANT QU'ON A LA SANTÉ !



OFFENSIVE N°21
trimestriel | 52 p. | 5 euros
• DOSSIER
L'INDUSTRIE DE LA PUNITION



OFFENSIVE N°22
trimestriel | 52 p. | 5 euros
• DOSSIER
RURALITÉS, NOUS VOULONS LA TERRE

Sommaire

En bref ici **4-5**

Analyses

Guadeloupe, plus qu'une grève **6-7**

Pourquoi je ne suis pas sur Facebook **8-9**

Wal-Mart et la révolution logistique **10-11**

Histoire **Réflexions sur la violence 13**

En lutte **Podem, un souffle venu de Catalogne 14**

DOSSIER

Construire l'anarchie

Prenons nos affaires en main **16-17**

On n'abolit pas le pouvoir **18-19**

Mêmes les bornes... ont des limites! **20-21**

Le mythe de la révolution **22-23**

À propos de la violence anarchiste **24**

Politique et plus si affinité **25**

Anarchisme polymorphe **26-28**

Le mouvement zapatiste **29**

Le technolibéralisme contre l'organisation politique **30-31**

La lutte c'est classe... contre classe **32-33**

Camarades ou compagnons? **34-36**

Il y a un temps pour la lecture... **37**

Horizons
La Ruta pacifica **38-40**

En bref ailleurs **41**

Entretien
«Everything is free,
do your own thing!» **42-45**

Alternatives
Antigone, café-bibliothèque **46-47**

Contre-culture
Livres **48-49**

Musique **50**
Arts vivants-cinéma **51**

Dossier du prochain
numéro autour de
L'être humain
et la nature

Prochaine coordination,
en septembre à Toulouse.
Pour plus de renseigne-
ments, contactez le
groupe local.



Édito

LEUROPE AVAIT VOTÉ pour son Parlement. Les élu-e-s du peuple allaient pouvoir entamer un nouveau cycle d'accommodements libéraux à l'échelle du continent. Les entremetteurs-euses du capital n'allaient pas devoir s'occuper que des travailleurs-euses: la planète aussi devait être soumise au bienveillant régime capitaliste. Le développement durable avait justement fait un tabac aux élections. Les environnementalistes jaunissant-e-s allaient aider à mettre le curseur sur le niveau d'exploitation convenable: assez fort pour générer du profit, assez doux pour rasséréner ceux et celles qui commençaient à s'inquiéter de l'état du monde.

Mais tout ne se jouait pas qu'à l'échelle du Vieux Continent. Au niveau planétaire, il y avait les Nations unies, qui essayaient d'être l'État de tous les États. Pour sauver la planète, elles avaient créé une nouvelle Agence mondiale des énergies renouvelables, pour qu'elles concurrençent le pétrole et le nucléaire. Quel meilleur endroit pour installer son siège qu'Abu Dhabi, petit pays tirant ses revenus du pétrole tout en rêvant d'avoir ses propres centrales nucléaires? Le développement durable envoyait là un signal fort.

À travers le monde, il y avait de bien belles façons de faire de l'énergie renouvelable. Des déserts tapissés de panneaux solaires. Des champs d'éoliennes géantes en mer, ou dans de jolies petites montagnes ratiboisées pour l'occasion. Et des filières de chauffage au bois issu de forêts industrialisées. Tout cela pour alimenter des choses indispensables: toute la panoplie des gadgets numériques, les usines de désalinisation pour avoir plus d'eau pour plus de cultures hors sol, et des voitures électriques (qui ne pouvaient pas être polluantes si elles n'avaient pas de pot d'échappement!). Pas question d'arrêter de consommer!

Les «voitures propres», électriques ou agrocaburantes, avaient bien servi l'économie: elles avaient rassuré les automobilistes et permis de booster les ventes de l'industrie automobile. «Quand l'économie va, tout va!» C'était bien connu. Les glaciers de haute montagne et les glaces polaires en étaient si émus qu'il leur coulait des larmes de joie, tout en fondant lentement (pas si lentement) mais sûrement...

Tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes, donc. Pourtant, il y avait des gens mécontents. Qui luttait, qui semait les graines de la critique sociale, qui expérimentaient et qui sortaient dans la rue. Comme si tout ce bonheur capitaliste était invivable...

abonnez-vous

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros) à partir du N° _____.

Abonnement (20 euros) Abonnement de soutien (40 euros)

Abonnement + abonnement d'un-e ami-e (32 euros)

Je commande des anciens numéros pour un montant de _____ euros

nom, prénom

adresse

mail

téléphone

Si vous abonnez aussi un-e ami-e veuillez indiquer ses coordonnées ci-dessous

nom, prénom

adresse

chèque à l'ordre de **Spipasso** à renvoyer à OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille

COMMANDER LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

Cochez les numéros que vous souhaitez commander, et **rajoutez un euro** par numéro. Notez vos coordonnées sur le bulletin d'abonnements.

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> N°2 La grève à réinventer (3€) | <input type="checkbox"/> N°15 Autonomie, démocratie directe (3€) |
| <input type="checkbox"/> N°5 Au service du public (3€) | <input type="checkbox"/> N°16 Putain de sexisme! (3€) |
| <input type="checkbox"/> N°7 Guerres contre-révolutionnaires (3€) | <input type="checkbox"/> N°17 Un commerce sans capitalisme (3€) |
| <input type="checkbox"/> N°9 Culture de classe ou (in)culture de masse (3€) | <input type="checkbox"/> N°18 Spécial 68, Mai encore! (5€) |
| <input type="checkbox"/> N°11 On hait les champions (3€) | <input type="checkbox"/> N°19 Foutez-nous la paix! (5€) |
| <input type="checkbox"/> N°12 Intégration entre mise au pas et apartheid social (3€) | <input type="checkbox"/> N°20 À notre santé! (5€) |
| <input type="checkbox"/> N°13 Révolutionnaire aujourd'hui (5€) | <input type="checkbox"/> N°21 L'industrie de la punition (5€) |
| <input type="checkbox"/> N°14 L'horreur touristique (3€) | <input type="checkbox"/> N°22 Ruralités, nous voulons la terre (5€) |

COMMANDER OU S'ABONNER PAR INTERNET

en passant par Atheles: <http://atheles.org/offensive>

L'AFFAIRE DE CHAMBÉRY, OU COMMENT « L'ANTITERRORISME » REFAIT SURFACE...

DANS LA NUIT DU 30 AVRIL, une explosion se produit dans une usine désaffectée près de Chambéry. Zoé perd la vie, Mike* est grièvement blessé. Il/elle manipulaient des produits dangereux... Pour la SDAT, chargée de l'enquête, il n'en faudra pas plus pour leur prêter des intentions « terroristes », le fait qu'il/elle soient politisé-e-s, participent à des manifestations ou squatent sont des preuves irréfutables de leur culpabilité. S'en suivent un acharnement juridico-médiatico-policière, des perquisitions dans différents lieux de la ville et des arrestations arbitraires sur des motifs plus que flous et des extrapolations. Mike*, après un séjour à l'hôpital, est placé en détention dans un centre médico-pénitentiaire. Lucas* et Rafou*, après avoir passé respectivement deux et sept semaines en détention, ont été placés sous contrôle judiciaire avec l'interdiction de voir certaines personnes, de fréquenter certains lieux, et avec l'astreinte de ne quitter leur domicile que pour aller travailler et pointer au commissariat.

Ils sont tous mis en examen, inculpés d'association de malfaiteurs en vue de commettre des actes terroristes et de nuire à la sécurité de l'État, de destruction de preuves (pour Lucas* et Rafou*) et de fabrication et détention d'explosifs pour Mike*.

Après les affaires de Tarnac et d'ailleurs, la tactique de l'État et des forces répressives reste la même, fabriquer un « ennemi intérieur » et agiter le fantôme d'une mouvance « anarcho-autonome » pour théoriser l'existence d'un terrorisme d'ultragauche qui sert de prétexte à l'instauration de pratiques policières ou de juridictions d'exception.

La finalité de cette démarche est la criminalisation de toute forme de contestation, qu'elle soit politique, syndicale, sociale ou culturelle.

* pseudonymes

Comité de soutien : Les inculpés - 132 avenue des Bernardines - 73000 Chambéry, lesinculpés@gmail.com
<http://lesinculpés.over-blog.com>

DES LUTTES OUVRIÈRES EN VIDÉO



À L'HIVER 2004, dans la banlieue parisienne, les travailleur-e-s d'un entrepôt H&M se mettent en grève pour des questions salariales. Malgré le mépris le plus total de la direction, beaucoup de salarié-e-s y découvrent la lutte. Cette grève n'en est que plus passionnante. (H&M, David Futerman, 26 min., 2009)
En 2005, Michelin annonce la fermeture de son usine de Poitiers. Fermeture ? En réalité déguisée en transfert d'activités sur un autre site, l'inique manœuvre n'a pour but que de contraindre les salarié-e-s à la démission plutôt que de les licencier. (Qu'elle était belle mon usine, Nicolas Dupuis, 52 min., 2009)
Ce film sera projeté à la **librairie Quilombo le mercredi 9 septembre 2009** (19h45, 21^{er} rue Voltaire, Paris 11^e) en présence du réalisateur.

PLEIN LES MICHES



photographier, filmer, enregistrer, « ipoder », démontrant une aliénation totale à la société du spectacle qu'ils et elles contribuent très largement à maintenir. À l'occasion d'un joyeux pique-nique, nous nous sommes approprié-e-s l'espace en scandant des slogans antisexistes et en déambulant dans les locaux de l'agence avec notre banderole « Femmes affiches, femmes potiches, on en a plein les miches ! ».

COLLECTIF CONTRE LE PUBLISEXISME 145 rue Amelot 75011 Paris
<http://publisexisme.samizdat.net>, contrepublisexisme@samizdat.net

AU MOIS DE MAI, des militant-e-s ont occupé l'agence de publicité Fred & Farid Group. Financée notamment par le groupe Bolloré, cette « nouvelle » agence de pub utilise les mêmes vieilles recettes sexistes que ses aînées. Entre autres, elle a commis la campagne Orangina, une opération « mannequins vivants » dans un stade de rugby pour une marque de sous-vêtements, ou encore une pub exaltant la virilité pour un parfum « seulement pour les braves ». Fidèles à eux-mêmes, les publicitaires de l'agence ont accueilli nos critiques avec cynisme, refusant de rentrer dans une discussion de fond et prétextant le second degré. Ils et elles ont dégainé tout le matériel technologique à leur disposition pour nous

POUR CASINO, C'EST LE JACKPOT QUOTIDIEN

ALORS QUE pour chacun-e d'entre nous il devient de plus en plus dur de boucler les fins de mois, surtout les trente derniers jours, pour Casino c'est le jackpot quotidien. Modeste cinquième dans le classement de la grande distribution en France, le groupe dégageait 30 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2008. (...)

Qui vole qui ?

La grande distribution, comme son nom l'indique, ne produit rien, mais accumule des marges astronomiques – jusqu'à 60% – sur le dos des producteurs via le racket exercé par les grandes centrales d'achat. Ces marges engraisent les actionnaires sans être véritablement répercutées sur les salaires des employé-e-s, pas plus que sur les prix en magasin. Casino fait partie de cette mafia qu'on appelle capitalisme, qui vole aux pauvres pour donner aux riches. (...)

Qu'est-ce qu'une autoréduction ?

L'autoréduction, aussi vieille que la propriété privée, consiste à se réapproprier collectivement et immédiatement les biens communs. C'est une forme de lutte et de revendication employée partout dans le monde. Elle s'est particulièrement développée en Italie dans les années 1970 : des quartiers entiers, le plus souvent avec la complicité active des salarié-e-s impliqués-e-s, refusaient alors de payer tout ou partie des loyers, de l'électricité, du téléphone, des transports, de la nourriture. En France, les autoréductions se sont multipliées depuis les années 1990 à Paris, Lille, Rennes, Caen, Nantes ou Grenoble, visant essentiellement la grande distribution. (...)

Extrait d'un tract de soutien suite à une autoréduction au mois de mars à Toulouse, Casino a porté plainte contre sept personnes, qui devaient passer en procès le 8 septembre.



SOLIDARITÉ AVEC LES MAÎTRES QUI DESOBEISSENT !

ERWAN REDON, professeur des écoles à Marseille, fait partie des désobéisseurs et désobéisseuses qui refusent depuis plusieurs mois d'appliquer des réformes liées aux nouveaux programmes scolaires, inspirés par la vision d'une école rétrograde, utilitariste et encore plus libérale.

Suivant les régions, les sanctions varient (retenues sur salaire, convocations, etc.) et touchent plus ou moins de monde sur les milliers de personnes impliquées.

En décembre 2008, cent cinquante instituteurs et institutrices des Bouches-du-Rhône avaient signé une lettre ouverte à l'inspecteur académique (Gérard Trève) pour expliquer leur mouvement de désobéissance. Dans ce département, l'inspection



a décidé d'avoir la peau d'Erwan, dans le collimateur car impliqué depuis de nombreuses années dans différents mouvements pédagogiques (refus d'inspection, etc.),

syndicaux et politiques (soutien aux sans-papier-e-s, etc.).

Plusieurs mobilisations ont eu lieu à Marseille jusqu'à la commission disciplinaire du 7 juillet 2009, qui a mobilisé plusieurs centaines de personnes venues de tout l'Hexagone manifester leur solidarité avec Erwan. L'administration a finalement reculé et la procédure a été annulée pour vice de forme. Mais Erwan pourrait de nouveau être convoqué à la rentrée et d'autres personnes sont convoquées à Toulouse et ailleurs.

Plus d'infos sur www.soutien-erwanredon.org

La campagne **LA PRISON TUE** se mobilise le week-end des 7 et 8 novembre à travers des débats, des concerts, une manifestation. Plus d'infos sur www.arppi.fr

LE VENT NOUS PORTE SUR LE SYSTÈME : ou comment être anti-nucléaire sans devenir pro-éolien, brochure du Collectif libertaire anti-nucléaire amiénois est disponible à l'adresse suivante : **CNT-AIT, 8 rue des Cordeliers, 80000 Amiens.** Discussion autour de cette brochure avec la **Coordination contre la société nucléaire le samedi 26 septembre 2009 à 19 heures** au CIGP, 21ter, rue Voltaire, 75011 Paris.

INCENDO. Le journal qui brûle d'en découdre, réalisé par des Avignonnais-e-s, se veut un outil de discussion et de critique, hors des idéologies, des dogmes et autres tours d'ivoire. Téléchargeable sur infokiosques.net

BALADE AU BOIS, court métrage de huit minutes qui revient sur le passé colonial de la France et sur les luttes autour et dans les centres de rétention aujourd'hui, est visible en ligne sur <http://tvbruits.org/spip.php?article1220>

LE MONDE SELON CHOOZ

ÇA A ÉTÉ

La colonisation par le scientisme
L'écrasement de la contestation par la force militaire.
Un empoisonnement «normalisé» décrété admissible pour nous l'imposer
L'arrosage financier et la corruption des esprits dans toute une région

GRÂCE À LA NOUVELLE SAGA DU DÉMANTÈLEMENT, C'EST

La poursuite d'une gestion du risque dit acceptable avec une dissémination de la contamination radioactive dans la Meuse et dans toute

de déchets selon la police nucléaire)

C'EST

Une vaste entreprise de propagande en collaboration avec des associations pour la revalorisation du site et une fausse contestation avec de prétendues alternatives énergétiques et un lobbying auprès des élus, etc.

CE SERA

Un cœur de réacteur avide d'intérimaires ou de «viande à Rem»
Un peinturlurage de la zone dévastée par la création d'un parc naturel : un écomusée pour une poubelle éternelle

Face aux États et aux industriels qui continuent à pourrir nos vies, refusons le nucléaire et la société qu'il produit !

Ce qui se joue là, c'est l'apparence de propreté du nucléaire pour sa relance au niveau national ou international.

[texte d'une affiche collée en avril 2009 dans la région de Chooz]

TROUBLES D'OPINION AU SALON DE LA RFID

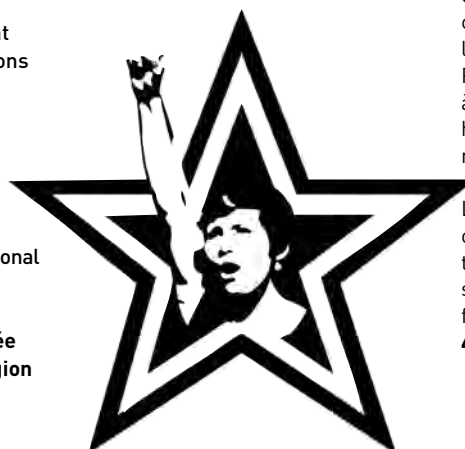


LE MERCREDI 17 JUIN, à Marseille, le collectif Nanoflics, on vous a l'œil et Pièces et main d'œuvre ont perturbé le salon des technologies sans contact organisé par les pôles de compétitivité «Solutions communicantes sécurisées», «Minalogic» et «Industries du commerce» et réunissant notamment les industriels de la RFID. Les opposants à la RFID sont intervenus lors de la conférence consacrée au «risque de rejet par l'opinion publique». Après avoir distribué des tracts à l'assistance, ils sont montés à la tribune malgré les protestations des organisateurs, et ont pris la parole. «Vous voulez «rassurer l'opinion publique». Nous n'avons pas besoin d'être rassurés. Nous n'avons pas peur, nous sommes en colère (...) contre vous, qui transformez le monde, sans jamais demander leur avis à ses habitants.» Ils ont contesté le mouchardage électronique généralisé, la destruction du lien social et l'incarcération dans un monde machine. Pour en savoir plus : **RFID: la police totale. Pucés intelligentes et mouchardage électronique**, par Pièces et main d'œuvre (L'Échappée, 2008)

UNE MARCHÉ DE NUIT NON-MIXTE

contre les violences patriarcales aura lieu le **samedi 28 novembre à Paris**. Pour en savoir plus ou participer à l'organisation : <http://marchedenuit2008paris.wordpress.com> marchedenuit2008@gmail.com

Le **FONDS MONÉTAIRE DES INSURGÉ-E-S**, ou FMI, collectif qui soutient les actrices des luttes sociales sur Lille et sa région, a lancé un appel à soutien financier. **Les Amis de Ch'tirner, 4 rue de Colmar, 59000 Lille**



analyse

EDDY DAMAS, MEMBRE DU LKP ET DE L'UGTG (UNION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS DE GUADELOUPE), ÉTAIT DE PASSAGE À PARIS. OFFENSIVE, EN ASSOCIATION AVEC LA CNT, A ORGANISÉ UNE RENCONTRE. SON INTERVENTION A PERMIS DE BIEN SAISIR L'AMPLEUR DU MOUVEMENT GUADELOUPÉEN, QUI EST ALLÉ BIEN AU-DELÀ DE LA SEULE LUTTE POUR LE POUVOIR D'ACHAT. CE VÉRITABLE MOUVEMENT SOCIAL A REMIS EN CAUSE NOMBRE DE SECTEURS DE LA SOCIÉTÉ GUADELOUPÉENNE. SANS VOULOIR OCCULTER LES ACQUIS SOCIAUX HISTORIQUES OBTENUS PAR CE MOUVEMENT – DEUX CENTES EUROS SUPPLÉMENTAIRES, GEL DES LOYERS, BAISSÉ DU PRIX DES TRANSPORTS –, NOUS AVONS VOULU, EN RETRANSCRIVANT CETTE INTERVENTION, MONTRER LA DIVERSITÉ DES REVENDICATIONS. C'EST AUSSI L'OCCASION DE FAIRE LE POINT SUR LA SITUATION LÀ-BAS.

GUADELOUPE PLUS QU'UNE GRÈVE



DE L'ESCLAVAGE

Les premières luttes guadeloupéennes trouvent leurs racines dans la lutte contre l'esclavage.

« Il y a plein d'écho autour d'abolitionnistes tels que l'abbé Grégoire, Victor Schoelcher... Ce sont les classiques qu'on entend depuis l'école. Mais nous avons toutes les raisons de croire que ce sont les Nègres qui ont aboli l'esclavage et qui se sont libérés de leurs fers. Il y a eu des luttes menées par les Neg'marrons qui ne pouvaient pas accepter ces conditions qu'on leur fabriquait. Leur action de marronnage a créé la rupture de cette société.

Plus tard, du 21 octobre 1801 à mai 1802, la Guadeloupe a été gouvernée par les Guadeloupéens. Le 21 octobre 1801, date de notre histoire que beaucoup de Guadeloupéens ne connaissent pas, les soldats avaient emprisonné les représentants de l'État français. Ce fut une période exaltante par la prise de pouvoir de soldats guadeloupéens de "couleur" contre le pouvoir de Napoléon, qui voulait remettre l'esclavage au goût du jour. »

1967

En France, on se réfère souvent à mai 68. En Guadeloupe, c'est mé 67.

« Les documents officiels donnent quatre-vingt-sept morts. Nous pensons qu'il y a plus de deux cents morts. Mais, pendant ce mouvement, les gens avaient peur car il était qualifié de révolutionnaire, de castriste ou de manipulé par la CIA ! Les gens ont donc caché leurs morts. Très peu de Guadeloupéens connaissent ce mouvement. C'était la suite d'un mouvement dans le bâtiment qui réclamait 2,5% d'augmentation. Les patrons avaient répliqué par cette phrase célèbre chez nous : "Laissez les pourrir, quand ils auront faim, ils arrêteront". Les forces de répression française ont utilisé des munitions de chasse dum-dum, utilisées pour le gros gibier, massacrant plus de deux cents personnes. »



SUR L'INDÉPENDANCE

La lutte du LKP a souvent été associée à des vellétés indépendantistes.

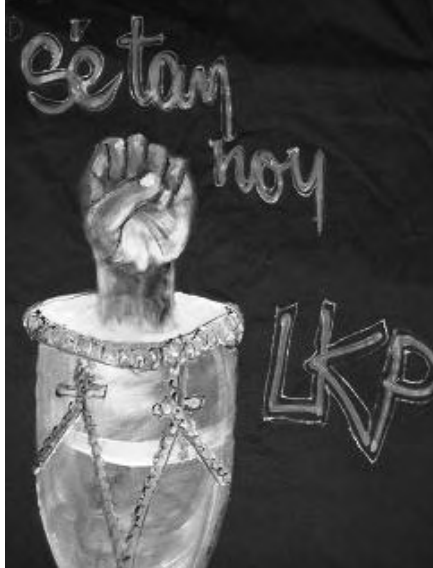
« Le LKP n'a jamais posé la question de l'indépendance. L'UGTG s'est créé pour l'indépendance mais le LKP ne portait pas cette revendication. Même si monsieur Sarkozy proposait l'autonomie – chose que nous n'avons jamais demandée... L'indépendance nationale n'est pas une petite affaire. Moi, je rêve de l'indépendance de mon pays. Mais il faut passer deux caps. D'abord, l'in-

ÉTAT COLONIAL

Le mouvement a rendu la colonisation française plus criante.

« La télé amateur Canal 10 a filmé les débats en direct. Du coup, on a vu la topographie du terrain, de l'État colonial. Le pouvoir en place représenté par l'État, le préfet, c'est un Blanc de France, la DDE, le port autonome, la CCI, ce ne sont que des Blancs, le Medef, ce sont des Français, des Européens, des Békés et, en face, le LKP est composé de Noirs. On voit toute suite la représentation du pouvoir colonial en Guadeloupe. Aucun Guadeloupéen n'est à la tête des grandes administrations, de la justice... si ce n'est quelques administrations qui gèrent la misère comme Pôle emploi, l'ADI (Agence départementale d'insertion), etc. »

« La Guadeloupe est organisée comme une colonie pour servir sa mère patrie, avec deux productions phares, la canne à sucre et la banane, dont les prix sont très bas. Il n'y a aucune perspective, sauf la construction d'un port en eaux profondes. Il amènera je ne sais combien de conteneurs pour que la Guadeloupe soit un tremplin des produits européens vers les Caraïbes. Actuellement, le projet est stoppé. Rien n'est prévu en termes de développement. Une colonie contribue au développement de sa métropole, c'est tout. L'un des objectifs de la plate-forme du LKP est d'aller vers la souveraineté alimentaire. On a l'anas en Guadeloupe qui a réussi à s'en sortir. Les agriculteurs qui s'y sont mis comblent la totalité du marché guadeloupéen. *A contrario*, on a le cas des plantations de melons destinés à l'exportation : quand le cours mondial a chuté, tout s'est effondré. C'est tout ce rapport avec la France qui est remis en question. Il faut une agriculture mieux intégrée. La souveraineté alimentaire aurait des répercussions sur l'agriculture, l'emploi, la qualité de nos assiettes... »



CONSOMMATION-PRODUCTION

Au-delà d'arracher au patron, il s'agit aussi de se réapproprier ses moyens d'existence.

« Nous avons obtenu les deux cents euros supplémentaires, mais il est important qu'ils ne retournent pas dans les poches des profiteurs, comme les supermarchés. On a constaté depuis la grève générale une fréquentation moindre, vraiment significative. Les gens y vont avec la liste et contrôlent un peu tout. Des Guadeloupéens retournent à des habitudes de consommation qu'ils avaient avant, par rapport au terroir, c'est-à-dire l'agriculture, la pêche... Une véritable prise de conscience s'est amorcée. On espère que l'on va mettre de moins en moins d'argent dans les caisses des capitalistes. »

AGRICULTURE, ÉCOLOGIE

L'agriculture intensive dans un petit pays a fait des dégâts.

« Le chlordécone, alors qu'il était interdit partout, était utilisé par les Békés guadeloupéens, qui ont empoisonné les terres. Aujourd'hui, on a un taux de cancers de la prostate inimaginable. On nous fait croire que c'est un problème génétique spécifique à la race noire. Ce procès a fait couler pas mal d'encre et continue aujourd'hui. »

« On a pu obtenir de servir plus de 50 % de produits de l'agriculture vivrière dans nos cantines scolaires. Pour nous, c'est une victoire. Vous voyez à quel niveau nous sommes. On a aussi obtenu la baisse du prix des repas pour les lycéens. »

« Nous avons aussi le cas de la ferme de Campêche. C'était une des plus grandes fermes des Caraïbes. Elle a été liquidée. Les salariés voulaient récupérer leur outil de travail. Cela faisait partie de nos revendications de récupérer les trente-deux hectares de terrain, ce qu'on a obtenu. »

CULTURE

La grève générale a été l'occasion de revendiquer une culture, nécessaire à l'émancipation.

« Les mouvements culturels, et notamment Akiyo é Voukoum, étaient membres du LKP. Ils développent une conception du carnaval un peu différente de ce qu'on a l'habitude de voir, parce qu'ils s'appuient encore sur son histoire : faire le carnaval, c'était tourner le côté politique en dérision et faire revivre la culture du pays. Ils ont insisté sur la création d'un centre culturel et d'étude Papa Yaya – un Guadeloupéen qui avait mis en place des méthodes pour apprendre la langue française à partir du créole. Il faut rappeler aussi que ce mouvement de quarante-quatre jours, au niveau culturel, a fait une croix sur le carnaval qui se déroule en janvier. Même s'il y a eu des défilés pendant cette période, ils étaient organisés sous le thème de "Mas kont pwofitasyon". »



SUR LE TOURISME

Le tourisme est au cœur de l'économie guadeloupéenne. En plus de folkloriser le pays, la population s'en trouve dépossédée.

« On leur a fait déchirer un projet pharaonique dénommé Vigie Gate sur la commune d'Anse-Bertrand, sur mille hectares de terres agricoles. Ce projet devait être financé par de riches Saoudiens. Les arguments massue étaient que les Guadeloupéens n'auraient rien à payer, que le projet allait créer vingt mille emplois et être porté par des Guadeloupéens. Mais être guadeloupéen, ce n'est pas une compétence ! La *pwofitasyon* des Békés, c'est aussi celle des patrons guadeloupéens. Ce projet prévoyait une piste de F1, un karting, un golf 18 trous, une vue panoramique sur l'océan, la construction d'une voie express et d'un viaduc sur la mangrove ! Tout ça devait nous apporter des emplois dans l'hôtellerie alors que les hôtels sont en train de fermer et vomissent les gens dans les rues. Dans l'hôtellerie, il y a deux grands groupes, Pierre et vacances, et Manganao [groupe Nouvelles frontières, NDLR]. Ils ont mis sept cents travailleurs au chômage technique et prévoient un plan social. Depuis tantôt, ils n'arrêtent pas de liquider les hôtels, récupèrent le foncier pour le franc symbolique obtenu dans les années 1970. Ensuite, ils rasant l'hôtel pour reconstruire des résidences luxueuses pour les gens fortunés. Cela signifie qu'aucun Guadeloupéen ne pourra y accéder. Cela crée des *no man's land* de plages privées sur le littoral. »

« Le plan va contre les Guadeloupéens, dont le travail a un coût trop élevé et qui se mettent en grève... Alors qu'à côté, en République dominicaine, on les paye à coups de lance-pierre et en plus ils ne disent rien. On prostitue même les femmes et les filles. Face au fort mouvement dans l'hôtellerie, ils préfèrent tout liquider pour construire des résidences hôtelières. Par exemple, l'hôtel Fort royal, qui appartient à un groupe suédois, embauche vingt Guadeloupéens sur quatre-vingts emplois. En fait, ils ont fait des appels d'offres : "Cherche femme de ménage, plongeur, entretien d'espace vert, sachant lire et écrire couramment l'anglais". Si un étudiant guadeloupéen avec bac +3 parle anglais, ce n'est sûrement pas pour être femme de ménage ! Du coup, ils ont employé des Suédois, à tel point qu'il y a une ligne directe entre Pointe-à-Pitre et la Suède ! On va exiger des autorités en place qu'ils renvoient leur copie et, si ce n'est pas le cas, que ces entreprises quittent la Guadeloupe purement et simplement. On souhaite un tourisme intégré qui permette au touriste de retrouver de la Guadeloupe dans sa table, pas des soirées dans les hôtels où l'on sert des pommes-frites alors qu'on a la pêche et l'agriculture. Un rapport de l'Organisation mondiale du tourisme a montré que 80 % de l'argent du tourisme va dans la poche des tour-opérateurs, 10 % aux autorités du pays et à peine 5 % à la population. Tout cela au détriment de la faune et de la flore du pays, et en créant une acculturation. »

DE PLUS EN PLUS DE GENS PASSENT UNE GRANDE PARTIE DE LEUR TEMPS SUR INTERNET. DERRIÈRE LE MASQUE DE LA CONVIVIALITÉ EN LIGNE SE PROFILE UNE NOUVELLE FORME DE CONTRÔLE SOCIAL ET DE NOUVELLES INJONCTIONS DES PLUS INSIDIEUSES. FACEBOOK EN EST UN BON EXEMPLE.

Pourquoi je ne suis pas sur **FACEBOOK**

ou les dangers de la surexposition de soi en ligne

«T'ES PAS ENCORE SUR FACEBOOK!?» L'étonnement est sincère, souvent teinté de reproche. Difficile en effet de se passer des services du plus vaste réseau social sur Internet. Autant dire qu'être absent-e de Facebook est aussi handicapant que vivre sans téléphone portable.

Facebook, c'est encore une *success story* à l'américaine. Mark Zuckerberg, étudiant à Harvard, a réussi à faire de l'or avec une idée toute bête : un trombinoscope en ligne qui compterait aujourd'hui plus de 175 millions de membres dans le monde.

ment, nous avons aussi conscience que l'État, le marketing, les patrons ou des personnes malveillantes peuvent aisément exploiter ces données. Il ne faut pas oublier que ces informations fournies volontairement s'ajoutent à la multitude de traces que nous laissons bien malgré nous sur Internet. Notre identité se double ainsi d'une identité numérique dont le contrôle nous échappe. L'enjeu est donc de faire de soi un stratège de la gestion de sa réputation et de son «double numérique» : contrôler sa visibilité, donner une cohérence

Dans un monde de transparence, être visible est la norme. Déballer sa vie privée n'est plus simplement un droit mais une obligation.

A VISITER

STATEBOOK

Une parodie anglophone et assez orwellienne de Facebook qui, bien que dénonçant surtout un projet de gouvernement britannique, illustre sans fard ce que peut donner le flicage en ligne et en temps réel. www.statebook.org.uk

Incontournable, Facebook illustre bien le fait que les pratiques de socialisation se déplacent vers les réseaux informatiques. Sur Internet, nous sommes de plus en plus nombreux-ses à nous rencontrer, flirter, livrer nos pensées intimes, jouer, partager nos vidéos et nos photos, etc. Le temps que l'on consacre aux Youtube, Flickr et autres Facebook a explosé.

«Parler» publiquement de soi et commenter la vie des autres sur Internet est une pratique courante. En ligne, la vie privée s'expose toujours plus. Mais pourquoi sommes-nous si impudiques ? Des psys nous disent que ce grand déballage de la vie privée répond à un désir. Le désir «d'extimité», défini comme le «mouvement qui pousse chacun à mettre en avant une partie de sa vie intime, autant physique que psychique»¹. Depuis la découverte du sentiment de l'intimité (sentiment bourgeois) jusqu'à la conquête du droit à la vie privée au XX^e siècle, le mouvement historique était au repli sur la sphère privée. Or, aujourd'hui, l'individu-e est encouragé-e à déplier publiquement son intimité. À l'étroit dans sa bulle, il conçoit la vie privée plus en termes de contrainte que de liberté. Alors que le succès de la «télévision de l'intimité» (des *reality shows* à la «télé-réalité») est l'expression d'un narcissisme et d'une impudeur de masse, la protection de sa vie privée tend à apparaître comme un «problème de vieux cons»².

LA FIN DE L'ANONYMAT

Dans un monde de transparence, être visible est la norme. Déballer sa vie privée n'est plus simplement un droit mais une obligation. Car de plus en plus, exister socialement, c'est exister en ligne. Autrement dit, exister, c'est être «googlable». Pour ne pas risquer de paraître ringard-e-s et de s'exclure du jeu social, nous acceptons de mettre nos vies en fiche. Dans nos blogs et «pages perso», nous fournissons délibérément une somme considérable d'informations personnelles (goûts, emploi du temps, carnet d'adresses, etc.). Mais, paradoxale-

aux informations publiées, dissimuler les points faibles de sa biographie, etc. Le management de son «identité numérique» nécessite un savoir-faire et devient l'affaire d'une élite «branchée», laissant la majorité démunie.

Face au développement des technologies de traçabilité et de contrôle, les lois censées protéger la vie privée sont impuissantes. Des droits démocratiques fondamentaux, comme le droit à l'anonymat et à l'oubli, ont déjà perdu toute leur consis-



tance. Quantité d'informations sur Internet tombent de fait dans le domaine public. Elles sont conservées et accessibles sans limites dans le temps, comme l'a récemment rappelé le mensuel alternatif *Le Tigre* en publiant le «premier portrait Google» dressé à partir des traces publiques laissées par un anonyme sur Internet¹. Aujourd'hui, un site comme 123people offre les moyens de rassembler toutes les informations disponibles sur l'identité d'une personne. L'individu-e numérique n'a plus de secret. Même les conversations en ligne sorties de leur contexte (commentaire sur un blog, discussion sur un forum...) n'échappent pas aux aspirateurs de données. Au sujet de ce qu'il nomme «la dilatation du présent numérique», le président de la Cnil parle d'«une véritable bombe à retardement»⁴. La durée de conservation des données privées dépend en effet entièrement de la politique des sociétés Internet, ce qui leur confère un pouvoir immense. Début 2009, Facebook a déclenché une polémique en décidant de s'arroger un droit de propriété à vie des données personnelles de ses membres.

FICHAGE, PROFILAGE, FLICAGE...

On perçoit bien les risques de ce régime de transparence. Dans les entreprises, la pratique de l'«enquête Google» se répand : on présente à un-e candidat-e à l'embauche une photo de ses fesses dénudée sur Internet, on licencie des salarié-e-s (comme l'a fait la compagnie Virgin Atlantic) parce qu'ils ont critiqué leur société sur Facebook, etc. Au nom de l'image de l'entreprise, on généralise des pratiques intrusives qui portent atteinte à la vie privée des salarié-e-s. La surveillance des réseaux sociaux en ligne agit alors comme un nouveau levier managérial au service du contrôle et de la coercition. Et l'État n'est pas en reste. S'il n'a jamais cessé, via ses polices et officines de renseignement, de collecter, d'archiver et d'organiser des informations personnelles, celles-ci sont aujourd'hui à portée de clics. Les nouvelles technologies offrent des capacités élargies de contrôle des populations. Mais la nouveauté réside certainement dans la pratique de l'autofichage sur Internet, qui représente une incroyable opportunité d'étendre le champ du renseignement. Facebook est plus efficace qu'un fichier policier. Les gens fournissent plus de données personnelles exactes que n'aurait pu en rêver la Stasi de la grande époque. Aux États-Unis, la police scrute les réseaux sociaux pour enquêter sur des crimes et délits. Au Canada, la police publie sur les mêmes réseaux des images de vidéosurveillance pour encourager la délation. De telles pratiques sont amenées à se développer même si leur légalité reste entourée de flou. Internet constitue également un gigantesque réservoir d'informations et un observatoire idéal des modes de vie et des pratiques de consommation. On y affiche dans le détail ses goûts, ses habitudes et des informations sur soi d'une utilité indéniable pour le marketing qui «piste» les internautes pour en dresser le profil. Avec toutes ces données, Facebook est assis sur une mine d'or. Mais qu'en fait-il ? Facebook a toujours nié vouloir les mettre en vente bien que de forts soupçons existent. À Davos, en janvier 2009, une opération de sondage (Polling Ad) a par exemple permis à Facebook d'expérimenter un moyen de commercialiser les profils détaillés de millions d'utilisateurs-trices pour la réalisation d'études de marché. Pour valoriser son capital (les données personnelles), Facebook possède un atout de taille : la publicité «sociale» et «hyperciblée». Baptisé Beacon, un système de publicité sociale basée sur le profil des membres et de leurs achats en ligne permet de faire de chacun-e un-e ambassadeur-riche des produits et des marques qu'il ou elle consomme. Toutefois, fin 2007, face au mécontentement de ses memb-



res, Facebook a dû rendre le consentement de l'acheteur nécessaire pour que sa «liste de courses» sur Internet soit diffusée à ses ami-e-s. Depuis, un nouveau système de publicité sociale, plus «acceptable», a été mis au point. Avec ses *engagement ads*, Facebook offre aux annonceurs les moyens d'atteindre «le public ciblé pour des résultats de qualité». Une marque peut adresser à sa «cible» une publicité interactive sur mesure et des «objets virtuels». Ces vignettes publicitaires sont échangées et se répandent de manière virale. Certains membres se présentent comme des «fans» d'une marque et n'hésitent pas à en vanter les mérites auprès de leurs «amis Facebook». Depuis qu'elle existe, la publicité a toujours cherché à orienter le choix et à susciter des besoins. Mais avec les nouvelles technologies de persuasion clandestine sur Internet, on se demande comment échapper à son emprise.

LA SURVEILLANCE PROFITE À TOUTES ET TOUS

Sur Internet, la vie privée est placée sous haute surveillance. Or cette surveillance n'est pas le seul fait du prince (État ou entreprise). «Googler» un-e ami-e perdu-e de vue ou enquêter sur un-e proche est à la portée de toutes et tous. Assurément ludiques et en apparence inoffensives, ces pratiques d'indiscrétion assistée par ordinateur ne sont pas taboues. Des discours «savants» viennent même légitimer ces comportements. On nous apprend qu'Internet et les réseaux sociaux offrent de nouvelles libertés et que la surveillance a changé de nature, cessant d'être perçue comme une menace. Il est question de «sous-surveillance», d'«équivallance», de surveillance «participative», ou encore de surveillance «peer to peer». Dans un monde de verre où tout le monde peut surveiller tout le monde, «pouvoir voir» et «savoir être vu» seraient source de liberté et de souveraineté. Ces thèses représentent un tour de force théorique qui induit de puissants effets idéologiques, le but étant clairement de rompre avec les présupposés de la critique foucauldienne. Fini le spectre de Big Brother orwellien et du Panopticon, la prison «idéale» conçue par Bentham⁵. Bousculer les perceptions en matière de contrôle social et réhabiliter la surveillance pour en faire une pratique normale et même souhaitable, voilà l'enjeu. En s'appuyant sur la popularité croissante des sites sociaux tels que Facebook, cette apologie de la «surveillance participative» neutralise la critique et endort la vigilance des internautes. Plus personne n'a intérêt à se soustraire au regard d'autrui. Nous n'avons plus rien à cacher! **Zenoone**



1. Serge Tisseron, *L'intimité surexposée*, Ramsay, 2001.
2. Jean-Marc Manach, «La vie privée, un problème de vieux cons?», *Internetactu*, 17 mars 2009.
3. *Le Tigre*, vol. 28, novembre-décembre 2008.
4. «Alex Türk : "Concernant Facebook, je suis extrêmement inquiet, affolé même"», *ecrans.fr*, 19 février 2009.
5. Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Gallimard, 1975.

analyse

LA TRADUCTION DE CE TEXTE ÉTASUNIEN OFFRE UN ÉCLAIRAGE SUR LA PUISSANCE ACTUELLE DE LA GRANDE DISTRIBUTION, DONT ON ÉVOQUE RÉGULIÈREMENT LES PRESSIONS SUR LES FOURNISSEURS OU LES TRAVAILLEURS-EUSES. DES PRESSIONS GRANDEMENT FACILITÉES PAR DES INNOVATIONS TECHNIQUES ET LOGISTIQUES QUI ACCROISSENT LE CONTRÔLE DES FLUX PAR CES GRANDES ENTREPRISES. WAL-MART A ÉTÉ UN FER DE LANCE DANS LA MISE EN PLACE DE SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES AUJOURD'HUI COURANTS – CODE-BARRES, TRANSMISSION DES INFORMATIONS EN TEMPS RÉEL, ETC. – QUI PARTICIPENT AU FAÇONNEMENT DE NOTRE MONDE CAPITALISTE.

Wal★Mart et la révolution logistique

Traduction de
Sophie Pietrucci,
du texte **Wal-Mart
and the logistics
revolution**
(in **Wal-Mart, the
face of twenty-
first-century capi-
talism**, The new
press, 2006)

À L'AUTOMNE 2002, les ports de la côte ouest des États-Unis furent fermés durant dix jours. À l'occasion d'un conflit sur le renouvellement de contrat, la Pacific Maritime Association (PMA) [...] interdisait l'accès au port aux dix mille syndiqués de l'International Longshore and Warehouse Union (ILWU) de la côte ouest. Le président des États-Unis, Georges W. Bush, menaçait de retirer les dockers de la juridiction du National Labor Relations Act¹, de les faire dépendre du bien plus restrictif Railway Labor Act², [et] d'envoyer l'armée pour

LA MONTÉE EN PUISSANCE DES PORTS DE LA CÔTE OUEST

Les ports de la côte ouest se sont développés avec les importations asiatiques vers les États-Unis. New York, qui était le port le plus important du pays, est passé en troisième place. Les deux ports de Californie du Sud sont premier et deuxième dans le classement des plus grands ports de marchandises du pays. Ils occupent la troisième position mondiale après Hong Kong et Singapour.

Le déclin relatif du port de New York reflète le glissement des trajets commerciaux dominants de l'Atlantique (échanges commerciaux avec l'Europe) vers le Pacifique (échanges avec l'Asie). Cependant, la plus grande proximité de l'Asie n'explique pas entièrement l'essor des ports de la côte ouest, puisque les produits asiatiques peuvent être acheminés par le canal de Panama jusqu'à la côte est, qui représente toujours le cœur économique du pays. L'expansion des ports de la côte ouest dépend aussi de changements techniques et législatifs. L'importance du développement des conteneurs a été vitale. La conteneurisation du transport maritime a commencé lentement son essor dans les années 1960, et continue de se développer dans le monde entier. Les conteneurs sont comme des remorques sans roues. Ils s'inscrivent dans le développement du transport de fret intermodal³, grâce auquel les marchandises peuvent être mises en conteneur dans une usine asiatique, transportées en camion ou par voie ferrée jusqu'à un port maritime, empilées sur un navire de haute mer, déchargées du bateau dans un port américain, placées sur un camion et/ou sur une plate-forme ferroviaire à deux étages et livrées à un entrepôt ou un centre de distribution quelque part aux États-Unis – tout cela sans avoir été ouvert et avec un seul bon de chargement. Les ports de la côte ouest peuvent donc servir de points d'entrée pour des marchandises à destination de Chicago par voie ferrée. Ce type de transit ferroviaire, que l'on appelle « pont terrestre », fait gagner du temps aux navires de haute mer par rapport à la traversée du canal de Panama.

La conteneurisation a radicalement changé le travail sur les docks. Avant l'existence des conteneurs, les marchandises devaient être placées sur des palettes et arrimées avec précaution dans la soute du bateau. C'était un travail pénible et long. Le passage au conteneur a grandement augmenté la productivité du travail des dockers, réduisant le temps de chargement dans le port à presque rien par rapport à l'ancien système de marchandises en vrac. Ce changement a exigé des transporteurs maritimes qu'ils mènent des négociations avec le puissant syndicat ILWU [...].

**« Wal-Mart est l'entreprise qui
pratiquement à elle seule a rendu
le code-barres omniprésent. »**

1. Loi nationale sur les rapports syndicaux.
2. Loi des républicains restreignant les prérogatives des syndicats et limitant le droit de grève des employé-e-s.
3. Qui regroupe plusieurs modes de transport différents (bateau, avion, camion, etc.).
4. L'équivalent vingt pieds (EVP) est une unité permettant de mesurer ensemble les conteneurs de 20 et de 40 pieds (environ 6 et 12 mètres, respectivement). Cette unité simplifie le calcul de la quantité de conteneurs dans un terminal ou sur un navire.

gérer les bateaux de commerce sous prétexte que c'était une situation de guerre [...]. Au final, aucune de ces menaces ne fut mise à exécution, et le Président mit fin à l'interdiction d'accéder au port [...]. Manifestement, ce conflit social n'avait rien d'ordinaire.

En quoi la fermeture des ports était-elle si importante qu'elle exigeait l'intervention présidentielle? En quoi cet épisode apporte-t-il un éclairage pertinent sur Wal-Mart? Cette interdiction d'accès aux ports de la côte ouest montre un changement majeur des trente dernières années dans la manière dont les marchandises sont produites et livrées. On qualifie ce changement de révolution logistique, une révolution menée par la société Wal-Mart Stores, Inc. [...]



Le passage aux conteneurs et à l'intermodalité a permis aux bateaux de devenir de plus en plus gros. En 2002, les plus grands navires pouvaient transporter plus de 8 000 EVP^a. Le conteneur classique mesure 40 pieds et pèse environ 30 tonnes lorsqu'il est chargé. Ces bateaux gigantesques sont impressionnants à voir, lorsqu'ils arrivent au port, chargés à bloc de ces boîtes énormes. Les travailleurs de Longshore actionnent des grues géantes qui font des va-et-vient au-dessus du navire, déchargeant et rechargeant la cargaison à la vitesse astronomique de 20 à 30 conteneurs par heure. Il faut désormais un ou deux jours à un bateau pour faire demi-tour pour son prochain transport. À regarder le déchargement d'un navire de marchandises gigantesque, on mesure visuellement la masse et le flux des importations de l'Asie vers les États-Unis. [...] L'intermodalité ne s'est pas uniquement appuyée sur la conteneurisation. [...] Le camionnage et le transport ferroviaire ont été dérégulés à partir de la fin des années 1970, la dérégulation atteignant son plein essor dans les années 1980. Les tarifs, qui avaient jusque-là été sous le contrôle de l'État, pouvaient désormais suivre la demande du marché. Cette dérégulation a mis en concurrence les entreprises de camionnage et de transport ferroviaire, leur a permis de s'associer et de se racheter les unes les autres. Le transport en haute mer a été aussi dérégulé dans les années 1980, permettant aux compagnies de transport maritime de s'engager dans des déplacements intermodaux de porte à porte et de les contrôler, en utilisant les camions et les voies ferrées.

L'EXPERTISE EN LOGISTIQUE DE WAL-MART

Wal-Mart a joué un rôle majeur dans le développement de la révolution logistique. Comme le disait un consultant en logistique dans un article du magazine *Fortune*: «Wal-Mart a écrit les règles du jeu et continue de les écrire chaque jour». En 2003, Wal-Mart était décrite comme «l'entreprise qui pratiquement à elle seule a rendu le code-barres omniprésent en exigeant il y a vingt ans son utilisation par les fournisseurs». Sa maîtrise de la logistique est considérée par de nombreux auteurs comme la raison de son succès. D'après Peter Tirschwell, rédacteur de la revue *The Journal of Commerce*, «Wal-Mart a donné le rythme en élargissant la définition des pratiques logistiques». Il montre que Wal-Mart et les autres grandes surfaces rivalisent de manière si agressive sur les prix que les marges dans le secteur du détail sont extrêmement minces, l'industrie commerciale est donc forcée de donner la priorité à la logistique.

Wal-Mart a rationalisé sa logistique par la transmission électronique des données à ses fournisseurs, et en se débarrassant d'intermédiaires inutiles, afin de proposer des prix extrêmement bas à ses clients. [...] Wal-Mart était capable de maintenir des niveaux de stock plus bas que ses concurrents. L'entreprise pouvait rapidement refaire une commande et être sûre de la date d'arrivée des produits. En 1983, elle dépensait moins de deux cents par dollar dans la distribution, le taux le plus bas de la grande distribution.

Wal-Mart a décidé d'avoir ses propres camions et ses propres systèmes informatiques, les considérant comme l'essence même des compétences de l'entreprise. L'entreprise y a investi énormément [...]. La multinationale a acheté un système satellitaire pour 24 millions de dollars au début des années 1980. En 1988, elle avait réseau de communication privé le plus important du pays.

Les techniques développées par Wal-Mart sont désormais copiées par ses concurrents et par d'autres industries [...]. Selon un manuel de logistique, ils ont introduit au moins quatre points-clés :

- Quand Wal-Mart s'installe dans une région, il construit un nouveau centre de distribution sur un emplacement central. En ouvrant plusieurs nouveaux magasins autour de ce centre, cela permet à l'entreprise d'implanter de nouveaux magasins sans frais supplémentaires.

- L'utilisation des échanges de données électroniques avec les fournisseurs réduit le coût des transactions lors des commandes et de la facturation des produits, puisque ces fonctions sont gérées électroniquement. De plus, Wal-Mart gagne en contrôle sur le planning des livraisons et la réception des produits, assurant un flux constant et précis de ses produits vers ses magasins.

- La forme cubique de ses magasins permet à Wal-Mart de combiner un magasin et un entrepôt dans un seul et même complexe. Ce « gros cube » contient d'énormes stocks et permet d'économiser sur l'acheminement des produits de l'entrepôt au magasin.

- « Des prix bas toute l'année » qui permettent à Wal-Mart de prévoir les ventes de façon précise et de faire disparaître les fluctuations de demande liées à des événements commerciaux spécifiques.

Wal-Mart a aussi mis en place un système de reconstitution des stocks de ses magasins deux fois par semaine, alors que ses concurrents reconstituaient leurs stocks deux fois par mois. Il a ainsi limité le temps que chaque gérant passe à anticiper les ventes, gagnant en précision. [...] **Edna Bonacich et Kaleelah Hardie**

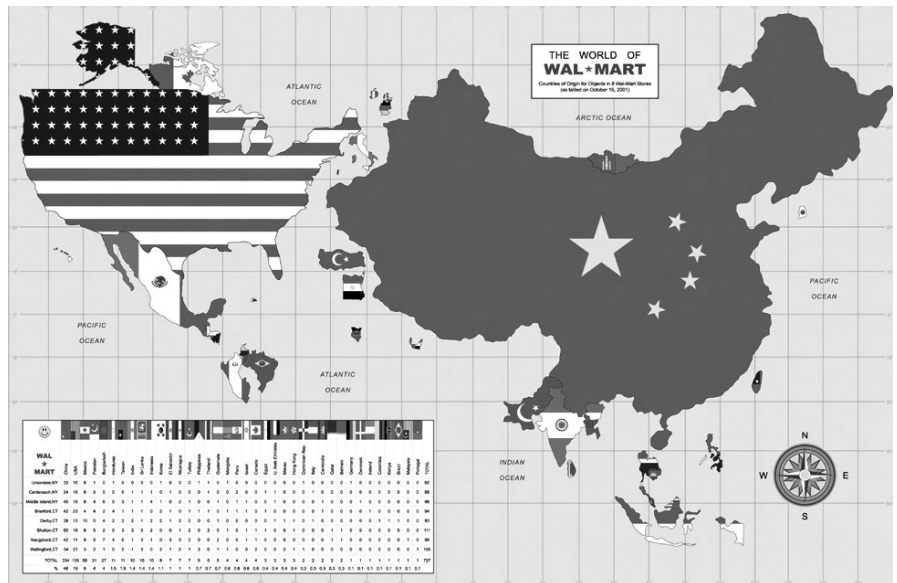
À LIRE



WAL-MART, L'ENTREPRISE-MONDE

Nelson Lichtenstein, Susan Strasser, Les prairies ordinaires, 2009, 122 p.

Carte du monde en fonction des produits importés par Wal-Mart



WAL-MART, RÉGULATEUR SOCIAL !

« WAL-MART est en train d'abaisser les normes en matière de droit du travail, pas uniquement pour ses employés mais aussi pour les employés de tous ses concurrents actuels ou potentiels. Cette menace a été la principale cause de la grève des supermarchés en Californie du Sud, car les principales chaînes redoutaient le projet de Wal-Mart d'ouvrir quarante centres commerciaux en Californie. Wal-Mart est connu comme féroce antisindical, n'hésitant pas à dépasser les limites de la loi pour éliminer les employés qui montrent des velléités d'organisation, quelles qu'elles soient. Ses concurrents se servent de la capacité de Wal-Mart à tenir les syndicats à l'écart comme moyen de chantage contre leurs, qui se retrouvent à accepter de faire des concessions ou bien de perdre leur emploi face à ce réducteur de coûts tout-puissant. En dehors de la main-d'œuvre du secteur de la vente, d'autres segments de la classe ouvrière sont aussi affectés par les pratiques de Wal-Mart, à savoir les travailleurs des secteurs de la production et du transport/logistique. »

LA RUBRIQUE HISTOIRE PROPOSE DES TEXTES D'ARCHIVES QUI SE VEULENT AUTANT D'ÉLÉMENTS POUR COMPRENDRE OU INTERROGER LE PRÉSENT.

Georges Sorel (1847-1922) est l'une des figures centrales de la scène militante et intellectuelle française de la Troisième République. On lui doit notamment *Réflexions sur la violence* (1908), compilation d'articles parus dans la revue *Le Mouvement socialiste*, animée par Hubert Lagardelle. Un Lagardelle qui succombera plus tard à la tentation fasciste et sera ministre du Travail sous Vichy. Fin connaisseur et critique de l'œuvre de Marx et Proudhon, théo-

ricien du syndicalisme révolutionnaire, Georges Sorel versa lui aussi dans l'antidémocratie bourgeoise, eut des liens avec les milieux monarchistes et réactionnaires, avant de s'en éloigner dès 1914 et de célébrer le volontarisme politique d'un Lénine à la fin de sa vie. Dans le texte qui suit, Georges Sorel nous offre un beau plaidoyer contre la domestication des travailleurs et de leurs organisations.

Réflexions sur la violence

AUJOURD'HUI LES ÉCONOMISTES [...] voient bien qu'on est parvenu tardivement au régime capitaliste, mais ils estiment qu'on y est parvenu par un progrès qui devrait enchanter l'âme des hommes éclairés. Ce progrès se traduit, en effet, par trois faits remarquables : il est devenu possible de constituer une science de l'économie ; le droit peut atteindre ses formules les plus simples, les plus sûres, les plus belles, puisque le droit des obligations domine tout capitalisme avancé ; les caprices des maîtres de l'État ne sont plus aussi apparents et ainsi on marcherait vers la liberté. Tout retour au passé leur semble être un attentat contre la science, le droit et la dignité humaine.

Le socialisme considère cette évolution comme étant une histoire de la force bourgeoise et il ne voit que des modalités là où les économistes croient découvrir des hétérogénéités : que la force se présente sous l'aspect d'actes historiques de coercition ou d'oppression fiscale, ou de conquête, ou de législation du travail, ou encore qu'elle soit tout enveloppée dans l'économie, il s'agit toujours de la force bourgeoise travaillant, avec plus ou moins d'adresse, à produire l'ordre capitaliste. Marx s'est attaché, avec beaucoup de minutie, à décrire les phénomènes de cette évolution ; mais il est très sobre de détails sur l'organisation du prolétariat. Cette lacune de son œuvre a été souvent expliquée ; il trouvait en Angleterre, sur l'histoire du capitalisme, une masse énorme de matériaux assez bien classés et déjà soumis à des discussions économiques ; il pouvait donc approfondir les diverses particularités de l'évolution bourgeoise ; mais il n'avait pas beaucoup d'éléments pour raisonner sur l'organisation du prolétariat ; il devait donc se contenter d'expliquer en formules très abstraites l'idée qu'il se faisait du chemin que celui-ci avait à parcourir pour atteindre l'heure de la lutte révolutionnaire. Cette insuffisance de l'œuvre de Marx a eu pour conséquence de faire dévier le marxisme de sa véritable nature.

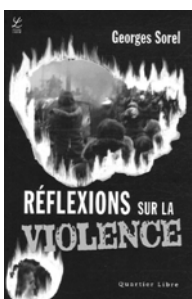
Les gens qui se piquaient d'orthodoxie marxiste n'ont voulu ajouter rien d'essentiel à ce qu'avait écrit leur maître et ils ont cru qu'ils devaient utiliser, pour raisonner sur le prolétariat, ce qu'ils avaient appris dans l'histoire de la bourgeoisie. Ils n'ont donc pas soupçonné qu'il y avait une différence à établir entre la *force* qui marche vers l'autorité et cherche à réaliser une obéissance automatique, et la *violence* qui veut briser cette autorité. Suivant eux, le prolétariat doit acquérir la force comme la bourgeoisie l'a acquise, s'en servir comme elle s'en est servie et aboutir à un État socialiste remplaçant l'État bourgeois. L'État ayant joué autrefois un rôle de premier ordre dans les révolutions qui supprimèrent l'ancienne économie, c'est

encore l'État qui devra supprimer le capitalisme. Les travailleurs doivent donc tout sacrifier à un seul but : amener au pouvoir des hommes qui lui promettent solennellement de ruiner le capitalisme au profit du peuple ; c'est ainsi que se forme un parti socialiste parlementaire. D'anciens militants socialistes pourvus d'emplois modestes, des bourgeois lettrés, légers et avides de bruit, et des spéculateurs de la Bourse imaginent qu'un âge d'or pourrait naître pour eux à la suite d'une révolution sage, bien sage, qui ne toucherait pas gravement l'État traditionnel. Ces futurs maîtres du monde rêvent tout naturellement de reproduire l'histoire de la force bourgeoise et ils s'organisent pour être en mesure de tirer le plus possible de profit de cette révolution. Un groupe considérable de clients pourrait prendre rang dans la hiérarchie nouvelle, et ce que Paul Leroy-Beaulieu nomme le « Quatrième État » deviendrait vraiment une *basse bourgeoisie*.

À ST PETERSBOURG, EXPLOSION D'UNE MINE AU PALAIS D'HIVER CONTRE L'EMPEREUR DE RUSSIE (L'UNIVERS ILLUSTRÉ, 28 FÉVRIER 1880).



À LIRE



RÉFLEXIONS SUR LA VIOLENCE
Georges Sorel
Labor, 2006, 450 p.

Tout l'avenir de la démocratie pourrait bien dépendre de cette *basse bourgeoisie*, qui espère utiliser, pour son plus grand avantage personnel, la force des organisations vraiment prolétariennes. Les politiciens croient qu'elle aura toujours des tendances pacifiques, qu'elle est susceptible d'être bien disciplinée et que, les chefs de si sages syndicats comprenant comme eux l'action de l'État, cette classe formera une clientèle excellente. Ils voudraient qu'elle leur servit à gouverner le prolétariat : c'est pourquoi Ferdinand Buisson et Jaurès sont partisans des syndicats des petits fonctionnaires, qui, en entrant dans les bourses du travail, inspireraient au prolétariat l'idée d'imiter leur attitude éteinte et pacifique.

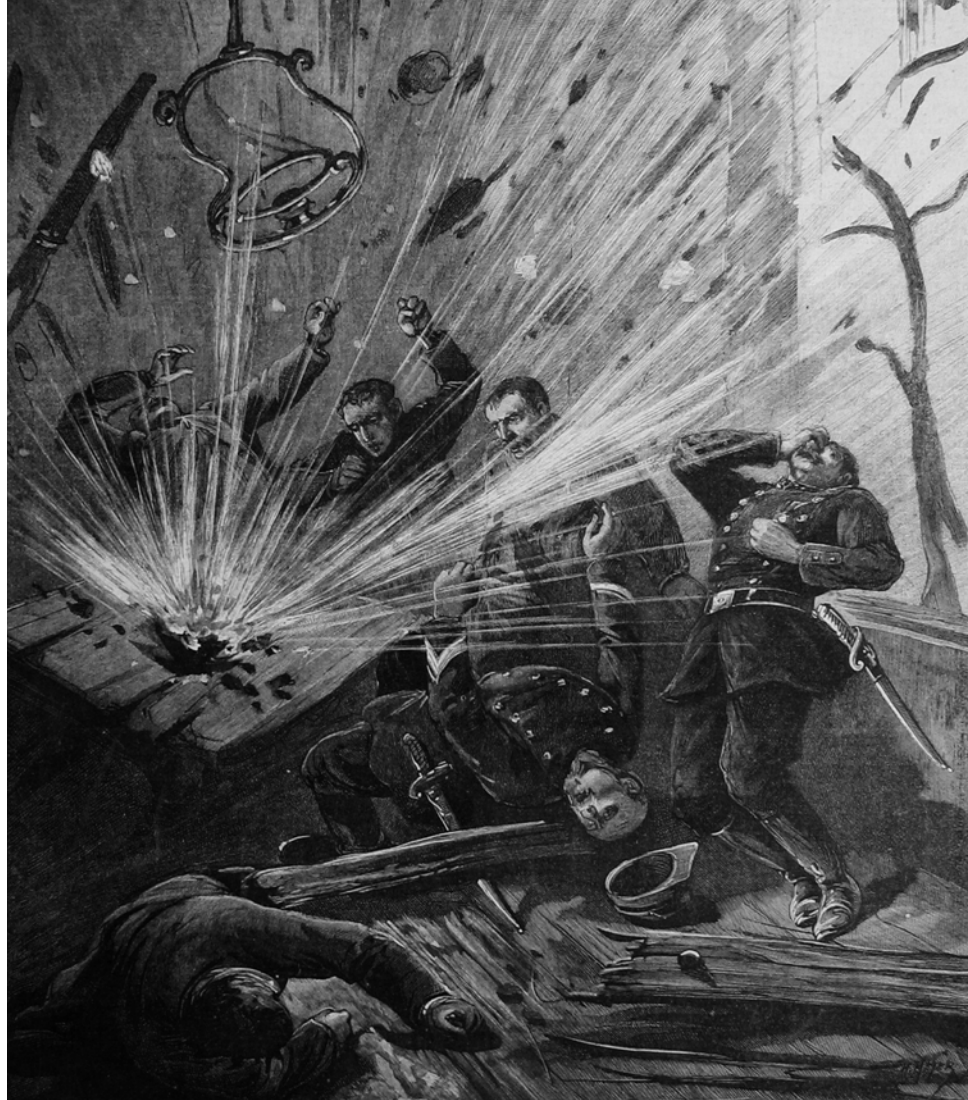
La grève générale politique concentre toute cette conception dans un tableau d'une intelligence facile ; elle nous montre comment l'État ne perdrait rien de sa force, comment la transmission se ferait de privilégiés à privilégiés, comment le peuple des producteurs arriverait à changer de maîtres. Ces maîtres seraient très probablement moins habiles que ceux d'aujourd'hui ; ils feraient de plus beaux discours que les capitalistes ; mais tout porte à croire qu'ils seraient beaucoup plus durs et plus insolents que leurs prédécesseurs.

La *nouvelle école* raisonne tout autrement ; elle ne peut accepter l'idée que le prolétariat ait pour mission historique d'imiter la bourgeoisie ; elle ne conçoit pas qu'une révolution aussi prodigieuse que celle qui supprimerait le capitalisme puisse être tentée pour un minime et douteux résultat, pour un changement de maîtres, pour la satisfaction d'idéologues, de politiciens et spéculateurs, tous adorateurs et exploités de l'État. Elle ne veut pas s'en tenir aux formules de Marx : si celui-ci n'a point fait d'autre théorie que celle de la force bourgeoise, ce n'est point à ses yeux une raison pour s'en tenir rigoureusement à l'imitation de la force bourgeoise.

Au cours de sa carrière révolutionnaire, Marx n'a pas été toujours bien inspiré et trop souvent il a suivi des inspirations qui appartiennent au passé ; dans ses écrits, il lui est même arrivé d'introduire quantité de vieilleries provenant des utopistes. La *nouvelle école* ne se croit nullement tenue d'admirer les illusions, les fautes, les erreurs de celui qui a tant fait pour élaborer les idées révolutionnaires ; elle s'efforce d'établir une séparation entre ce qui dépare l'œuvre de Marx et ce qui doit immortaliser son nom ; elle prend ainsi le contre-pied des socialistes officiels qui veulent surtout admirer dans Marx ce qui n'est pas marxiste. Nous n'attacherons donc aucune importance aux textes nombreux qu'on peut nous opposer pour nous montrer que Marx a souvent compris l'histoire comme les politiciens.

Nous savons maintenant quelle est la raison de son attitude : il ne connaissait pas la distinction qui nous apparaît aujourd'hui si claire entre la force bourgeoise et la violence prolétarienne, parce qu'il n'a point vécu dans des milieux qui eussent acquis une conception satisfaisante de la grève générale. Aujourd'hui nous possédons assez d'éléments pour comprendre aussi bien la grève syndicaliste que la grève politique ; nous savons en quoi le mouvement prolétarien se différencie des anciens mouvements bourgeois ; nous trouvons dans l'attitude des révolutionnaires en présence de l'État le moyen de distinguer des notions qui étaient encore bien confuses dans l'esprit de Marx.

La méthode qui nous a servi à marquer la différence qui existe entre la force bourgeoise et la violence prolétarienne peut servir aussi à résoudre beaucoup de questions qui se présentent au cours des recherches relatives à l'organisation du prolétariat. En comparant les essais d'organisation de la grève syndicaliste et ceux de la grève politique, on peut souvent juger ce



EXPLOSION AU COMMISSARIAT DE LA RUE DES BONS-ENFANTS (LE PETIT JOURNAL, 19 NOVEMBRE 1892).

qui est bon et ce qui est mauvais, c'est-à-dire ce qui est spécifiquement socialiste et ce qui a des tendances bourgeoises.

L'éducation populaire, par exemple, semble être entièrement dirigée dans un esprit bourgeois ; tout l'effort historique du capitalisme a été de conduire les masses à se laisser gouverner par les conditions de l'économie capitaliste, en sorte que la société devint un organisme ; tout l'effort révolutionnaire tend à créer des *hommes libres* ; mais les gouvernants démocratiques se donnent pour mission de réaliser *l'unité morale*

Il y a une différence à établir entre la force qui marche vers l'autorité et cherche à réaliser une obéissance automatique, et la violence qui veut briser cette autorité.

de la France. Cette unité morale, c'est la discipline automatique des producteurs qui seraient heureux de travailler pour la gloire de leurs chefs intellectuels.

On peut encore dire que le grand danger qui menace le syndicalisme serait toute tentative d'imiter la démocratie ; il vaut mieux pour lui savoir se contenter, pendant un temps, d'organisations faibles et chaotiques que de tomber sous la domination de syndicats qui copieraient des formes politiques de la bourgeoisie.

Les syndicalistes révolutionnaires ne s'y sont jamais trompés, parce que ceux qui cherchent à les diriger dans la voie similibourgeoise sont des adversaires de la grève générale syndicaliste et se sont ainsi dénoncés eux-mêmes comme des ennemis.

Georges Sorel, *Réflexions sur la violence*

Extrait du chapitre V : La grève générale politique.

CRISIS



PODEM

UN SOUFFLE VENU DE CATALOGNE

PRENDRE L'ARGENT DES BANQUES POUR FINANCER LES ACTIVITÉS AUTONOMES DU PEUPLE... C'EST PAR CET ACTE QU'EST NÉ EN CATALOGNE LE MOUVEMENT CRISI/PODEM, QUI PROPOSE TOUT SIMPLEMENT DE CONSTRUIRE LA VIE SANS LE CAPITALISME.



LE MENSUEL CQFD d'octobre 2008 titrait « J'ai escroqué 39 banques ». Cette phrase n'est pas celle d'un homme d'affaires repentant mais celle d'Enric Duran Giralt, militant catalan qui, renouant avec une tradition libertaire et profitant du peu de cas que font les banques à surendetter le quidam, a contracté soixante-huit crédits auprès de trente-neuf banques pour un montant avoisinant cinquante mille euros. Une partie du butin finance un journal intitulé *Crisi* et tiré à deux cent mille exemplaires, distribué gratuitement le 17 septembre 2008 dans toute la Catalogne. Dans ce numéro unique, rédigé par un collectif du même nom que le journal, Enric Duran revendique son acte au nom de la désobéissance civile et encourage les lecteurs à l'imiter. Y sont développées une vive critique du système capitaliste et une analyse de la crise actuelle.

Pour se protéger d'éventuelles poursuites, Enric Duran est ensuite entré en clandestinité, tandis que le collectif Crisi s'occupait du site internet www.17-s.info, où l'on peut trouver les textes de la revue et qui sert aussi à mettre les différentes personnes intéressées par l'initiative en réseau.

L'histoire ne s'arrête pas là. Le 16 mars, Enric Duran réapparaît lors d'une conférence de presse à l'université de Barcelone occupée par des étudiant-e-s en grève. Il annonce la distribution toujours gratuite d'une revue de vingt pages intitulée *Podem* (« Nous pouvons », en catalan) et imprimée cette fois-ci à cent trente mille exemplaires en castillan et deux cent vingt mille en catalan. Le lendemain, lors d'une descente musclée des forces de l'ordre, Enric Duran est arrêté et placé en détention préventive. Il est à noter que les médias espagnols, qui avaient jusque-là littéralement tué l'affaire, se sont tout à coup réveillés pour se réjouir de son emprisonnement. Après plusieurs manifestations et demandes de libération par son avocat, il est fina-

lement mis en liberté provisoire le 21 mai, contre une caution de cinquante mille euros – quand même ! – assortie d'un contrôle judiciaire dans l'attente de son procès.

MAIS QUE DIT PODEM ?

Alors que *Crisi* était une critique radicale du système capitaliste et une analyse de la crise, *Podem* se veut un véritable « carnet de route » pour vivre en dehors du capitalisme. Un véritable appel est lancé pour le 17 septembre 2009 : « Nous allons désertir ce vieux monde à l'agonie par les actions suivantes :

- 1° retirer tout l'argent des banques et ne plus payer ni prêts ni hypothèques ;
- 2° arrêter de payer les loyers ou les autoréduire ;
- 3° arrêter de travailler pour une entreprise capitaliste ;
- 4° ne pas payer les factures des services essentiels ;
- 5° collectiviser les ressources basiques que le système n'utilise pas, ou dont il abuse ;
- 6° mettre en place un réseau de solidarité pour protéger les participant-e-s ;
- 7° n'utiliser l'argent que quand ce sera indispensable ;
- 8° créer des alternatives : partage, troc, assemblées populaires, coopératives intégrales ;
- 9° le troisième jeudi de chaque mois sera consacré à un débat public ouvert à l'ensemble de la population, le premier sera le jeudi 15 octobre. »

Est ensuite proposé un *plan organisateur*, reposant sur les groupes d'affinités², pour remplacer la propriété privée par la propriété d'usage et expliquer le fonctionnement des coopératives intégrales³. Les questions du logement, de la santé et de l'éducation sont également abordées.

Plusieurs centaines de personnes sont engagées dans ce processus de désertion. En soi, ce n'est pas le « boycott » du système qui est intéressant mais le mouvement qu'il crée : *Podem* est ambitieux et utopique, et c'est pour cela qu'il est enthousiasmant. Et si nous nous permettions d'y croire en nous investissant dans cette aventure, alors oui, peut-être : « *Podem* ! ». Richard

1. Une traduction partielle en français se trouve sur le site : <http://oclibertaire.free.fr>.

2. Rassemblement non hiérarchisé d'un petit nombre de personnes, basé sur la confiance. Procédé utilisé dès 1927 par la FAI (Fédération anarchiste ibérique) qui fonctionnait par « grupos de afinidad ».

3. Dotée d'une existence légale, une coopérative intégrale permet une véritable socialisation des moyens de production. L'ensemble des travailleurs décident de la politique de production, c'est une réalisation concrète de l'autogestion.

SOURCES

CQFD n° 60 et 66, Courant alternatif n° 190 et site de l'OCL

AGIR

www.17-s.info

Site multilingue (catalan, castillan, français, basque, etc.) pour s'informer, rejoindre un collectif, etc.

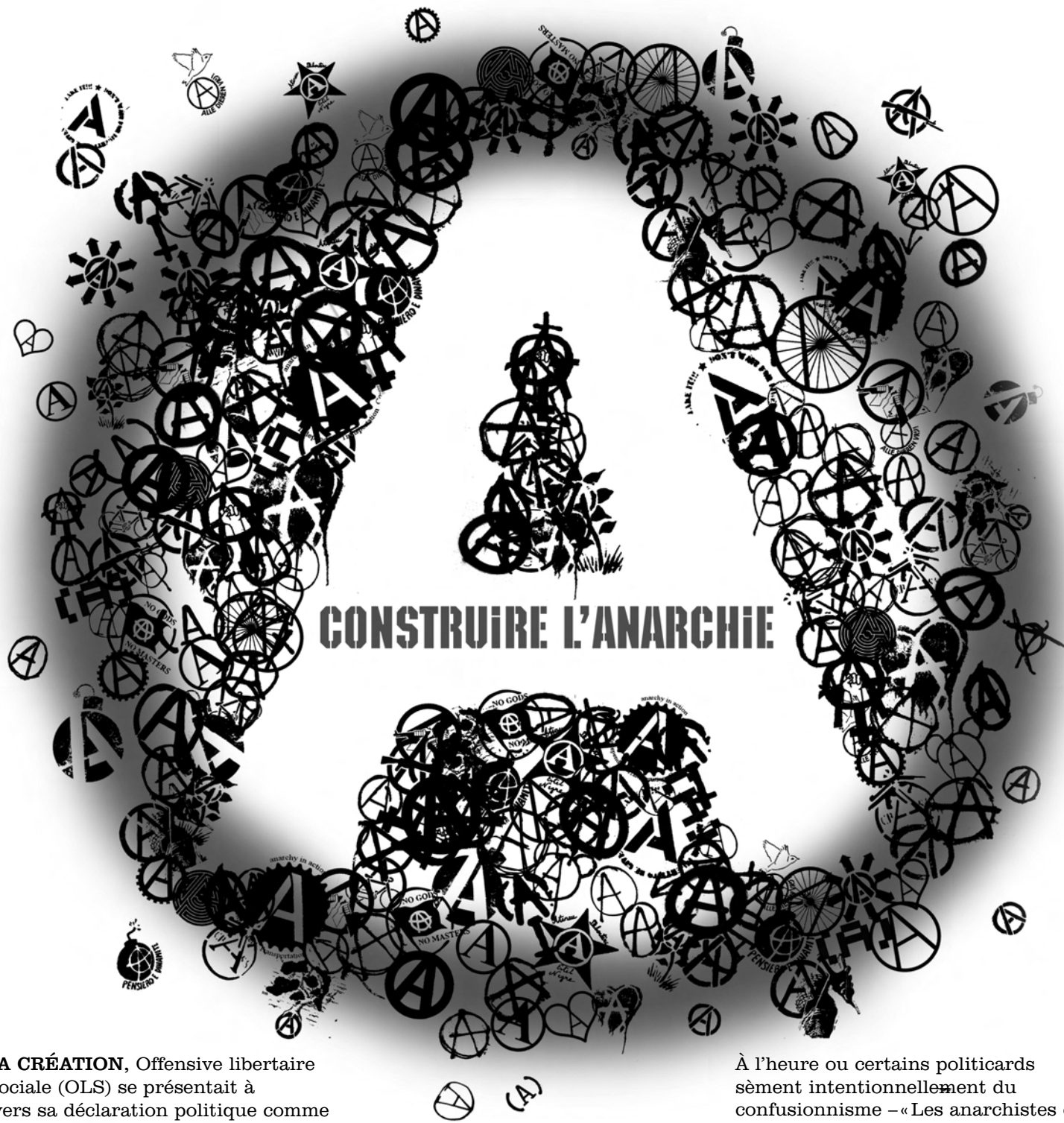
Vous pouvez aussi écrire au journal, qui transmettra.



COMMENCER À NOUS PRÉPARER

- Autonomie alimentaire. Nous avons besoin de nous approvisionner en nourriture sans passer par le marché capitaliste. Pour cela, [...] récupérer des terres à cultiver et partager les connaissances [...].
- Création d'alternatives. Nous devrions étudier celles qui existent déjà et qui sont plus ou moins viables [...].
- Nous mettrons en marche un forum [...] qui servira à mettre en commun toutes les propositions [...].
- Chaque personne [...] consacrer une partie de son temps à la construction de l'autogestion populaire. Pour cela, [...] promouvoir les assemblées populaires et les coopératives locales. [...].
- Inscris-toi pour participer. Lis la proposition organisatrice et [...] comment mobiliser des gens [...] pour faire avancer toutes ces propositions.

Extrait d'après une traduction de l'OCL



CONSTRUIRE L'ANARCHIE

À SA CRÉATION, Offensive libertaire et sociale (OLS) se présentait à travers sa déclaration politique comme « un élément dans la constellation libertaire, apportant sa pierre au mouvement révolutionnaire ». Après vingt-deux numéros, il était temps de consacrer un dossier à l'anarchisme ! Non pas pour retracer son histoire, d'autres l'ont déjà fait, ni dresser un état des lieux – qui reste à faire – du milieu libertaire dans l'Hexagone, mais plutôt pour réaffirmer la pertinence des idées anarchistes. Des idées qui n'existent pas seulement au travers de ceux et celles qui les défendent bec et ongles, mais bien au-delà : par des pratiques lors de luttes, des réflexions avancées dans des débats ou des publications diverses...

Face au triomphalisme creux de certain-e-s (« Les drapeaux noirs [et rouges] flottent partout ») et au

défaitisme d'autres (« L'anarchisme a fait son temps »), la mouvance libertaire ronronne sans doute un peu trop, arc-boutée sur des conflits et positionnements antédiluviens qui mériteraient d'être questionnés, réactualisés et surtout soumis largement (c'est-à-dire au-delà de nos groupes, cercles, collectifs, etc.). Et comme tout milieu, les anarchistes se complaisent autour de quelques certitudes. En « bon anarchiste », il fallait les interroger : l'illégalisme est-il forcément le signe d'une pratique libertaire ? Le pouvoir peut-il être combattu ? Être anarchiste peut-il suffire à nous unir ? Quels fantasmes se cachent derrière nos envies de révolutions ?

À l'heure où certains politicards sèment intentionnellement du confusionnisme – « Les anarchistes et les trotskistes divergent sur les façons de prendre le pouvoir » ; « libéral = libertaire » –, les anars, en s'appuyant sur ce qui fait leur spécificité et leur multiplicité, ont sans doute de nouvelles pratiques à apprendre et/ou à essayer, des réflexions novatrices à se réapproprier et/ou à diffuser, et des regroupements à favoriser sans se vendre au « diable » réformiste ou consumériste, bien sûr !

Les textes qui suivent, plutôt que d'affirmer un positionnement politique définitif, défendent une pensée libertaire ouverte, en débat, riche d'apports extérieurs. Ils sont le reflet de discussions dans l'OLS et ailleurs. Ils peuvent se compléter, se répondre. Le débat est ouvert...

DOSSTER

AUTOGESTION, DÉMOCRATIE DIRECTE... DERRIÈRE CES GRANDS MOTS OMNIPRÉSENTS DANS LE LEXIQUE LIBERTAIRE, ON TROUVE UNE CRITIQUE TRÈS FORTE DE LA DÉLÉGATION. IL NOUS PARAÎT PLUS INTÉRESSANT ET PLUS RICHE DE S'ORGANISER DE FAÇON ANTI-AUTORITAIRE ET D'AGIR ICI ET MAINTENANT PLUTÔT QUE DE S'EN REMETTRE À D'AUTRES PERSONNES EN GLISSANT UN BULLETIN DANS UNE URNE, EN SIGNANT UNE PÉTITION OU EN RENTRANT CHEZ SOI APRÈS ÊTRE ALLER À LA MANIF.



PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN

«POUR ÊTRE HEUREUX VRAIMENT FAUT PLUS DE GOUVERNEMENT.»¹

Le mouvement anarchiste s'est toujours battu contre l'autonomisation des pouvoirs et a défendu l'action et la gestion directe à la base par les personnes parties prenantes d'une lutte, d'un projet, etc. Cela nous conduit à remettre en cause les différentes farces électorales à tous les niveaux. Ceci non par purisme idéologique mais tout simplement par pragmatisme. Peu nous importe si Camille, Dominique ou quelqu'un-e d'autre va donner sa voix à une frange plus ou moins révolutionnaire de l'échantillon politicien qui nous fait régulièrement les yeux doux en nous promettant monts et merveilles. L'important est que l'idée de délégation ne triomphe pas dans la majorité des esprits. Quoi de plus déplorable que de penser que nous pourrions, pour combattre toutes les formes d'exploitation et de domination, nous en remettre aux relais institutionnels (élu-e-s, délégué-e-s syndicaux, associatifs établi-e-s, etc.) sans créer les rapports de force nécessaires à notre émancipation.

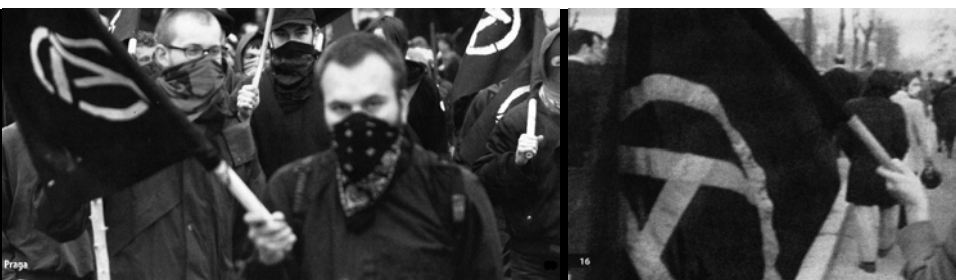
1. **Faut plus de gouvernement** (chanson traditionnelle) disponible sur l'album *Chansons « contre »*, interprété par Marc Ogeret.

LES ILLUSIONS DE L'ALIÉNATION ÉLECTORALE

Que de temps de cerveau disponible et de corps potentiellement en mouvement se trouvent accaparés par l'aliénation électorale. Combien de temps perdu à coller des affiches, à distribuer des tracts ou à préparer des meetings à la gloire d'un-e politicard-e ou d'une liste d'égo-centriques? On nous rétorquera qu'au niveau local, dans une municipalité, dans une entreprise ou dans une fac, le jeu en vaut la chandelle. Force est de constater que quand les élu-e-s vont trop loin et contestent trop, longtemps et sans concession, ils et elles sont menacés d'être placardisé-e-s. On peut prendre l'exemple du président d'une célèbre université parisienne, opposant notoire à la loi LRU en 2009, que la sinistre de l'Ignorance inférieure menaça de démettre de ses fonctions, de mettre son établissement sous tutelle et de faire passer les examens sous protection policière si le mouvement de grève continuait et qu'il ne permettait pas aux étudiant-e-s d'en avoir pour leur argent en passant leur(s) diplôme(s) en bonne et due forme. De même pour des conseils municipaux qui s'opposent réellement au passage d'une autoroute, à la réouverture d'une mine de charbon, etc. Leur municipalité se retrouve mise sous tutelle préfectorale pour non-respect de projets qui sont nationaux, régionaux ou départementaux. Outre le temps perdu à faire élire une liste oppositionnelle, c'est l'impossibilité d'un combat par l'intermédiaire du processus démocratique classique qui saute aux yeux. On s'aperçoit bien que, dans ces instances, l'accompagnement, et non l'opposition, est de mise.

LE CADRE EN QUESTION

La question du cadre où se pratique une gestion directe ou une expérience autogestionnaire n'est donc pas neutre. Nos discours et nos pratiques sont aliénés quand ils se réalisent sur un des postes de la chaîne de production de l'économie mondialisée (parlements et administrations diverses, entreprise internationale, presse bourgeoise, etc.). Ainsi, on peut trouver dommage qu'il n'y ait pas de tentative d'autogestion de la part des ouvrier-e-s en lutte contre leur licenciement. Mais si on prend le cas de Continental, on comprend vite qu'ils et elles ne pourront pas réaliser grand-chose à part essayer de revendre les stocks de pneus déjà produits. Relancer la production – que l'on juge peut-être inutile – nécessite un approvisionnement en matière première et une stratégie



UNE ACTION N'EST PAS RÉVOLUTIONNAIRE EN SOI

LA «VIOLENCE» ou la dimension spectaculaire d'une action ne sont pas des gages de radicalité politique. De la «casse» non reliée à un contenu d'une façon ou d'une autre n'a que peu de sens politique. Et une action mettant en scène un rapport de force rude mais portant une analyse réformiste reste limitée. Si on peut agir à peu sans «tomber» dans l'avant-gardisme ni se faire récupérer, l'existence ou non d'un mouvement social permet des actions différentes, ou plutôt leur donne une autre résonance. Pour qu'une action ait du sens et ne soit pas récupérée, la forme, le fond et l'attention au contexte social sont essentiels!

de vente sur le marché international, et il n'est pas du tout sûr que les entreprises capitalistes du secteur fassent affaire avec elles et eux. Alors, la demande de fortes indemnités n'est peut-être pas forcément la plus mauvaise chose à revendiquer. Nous ne pouvons donc parler abstraitement d'auto-gestion sans analyser les conditions générales dans laquelle elle est inscrite. Dans le cas d'une lutte dans une boîte, si la finalité et la nature de la production, son utilité écologique et sociale, ne sont pas posées, toute tentative de gestion directe restera une aliénation et une exploitation gérées collectivement. De même, toute alternative, si intéressante et rebelle soit-elle, sera vite intégrée ou isolée si elle cesse d'être en opposition au système global.

CONTRE LA DÉLÉGATION GÉNÉRALE

Le phénomène de délégation dépasse le simple cadre électoral. Qui n'a pas entendu un-e proche dire que telle personne ou tel groupe manifestait pour elle ou lui, et que c'était bien comme cela? Qui n'a pas vécu les journées d'action fortes mais toujours ponctuelles et sans construction d'un rapport de force dans la durée? C'est comme si on faisait notre Bonne Manifestation (BM) une fois de temps en temps comme on vote tous les cinq ans pour élire un président, voire une présidente, ou que l'on fasse son don annuel au Téléthon ou à l'association qui a fait le plus de pub et nous a convaincu-e-s de défendre sa cause. C'est dans la construction d'un rapport de force dans la durée que s'ouvrent des possibilités d'émancipation. La mise en place d'une lutte autonome, menée par les exploité-e-s et les dominé-e-s elles et eux-mêmes, engendre des bouleversements beaucoup plus importants que les grandes marches rituelles sous les ballons de la cogestion et les autres pressions citoyennes sur les institutions.

AGIR DIRECTEMENT

Par l'attaque directe des structures de la domination et la mise en place de moyens et d'espaces de solidarité concrets, les mouvements révolutionnaires ont montré tout leur intérêt. L'idée est de s'organiser pour combattre directement ce et ceux-celles qui nous oppressent, que ce soit par la création d'espaces libérés ou des actions directes, légales ou pas.

Au début du siècle passé, pour faire face au besoin d'éducation populaire et d'espaces de rencontres entre exploité-e-s, les bourses du travail ont été créées.

Un autre exemple, qui montre bien que l'agir directement ouvre des possibilités d'émancipation sans commune mesure avec la politique classique, est celui des luttes pour la contraception et le droit à l'avortement libre et gratuit dans les années 1970 en Europe. Le fait que des femmes et des lesbiennes constituent des groupes autonomes de lutte agissant directement a permis de remettre en question l'enfermement que représentent la procréation obligatoire et la sexualité aliénée au désir masculin². En s'organisant collectivement en non mixité, elles ont su forger leurs propres outils d'analyse et créer de beaux espaces de solidarité concrète. « Une force du mouvement de lutte pour la contraception et l'avortement est l'association de moments non mixtes, avec des moments mixtes de solidarité pratique. Les moments non mixtes de réflexion, de partage et d'actions ont permis de libérer la parole et de porter des revendications qui partent réellement des besoins et des analyses des premières concernées: à elles de déterminer l'évolution politique de la lutte!»³ L'avortement a été pratiqué par des femmes pas forcément issues du monde médi-



cal grâce à la méthode de Karman (avortement par aspiration). « Cette méthode est d'une grande importance politique car sa simplicité permet qu'elle soit pratiquée par un personnel non médical, avec un minimum de matériel spécialisé, sans risque pour la vie et la santé gynécologique des femmes.»⁴ Malheureusement, l'institutionnalisation de cette lutte est arrivée et, « quand les avortements ont été maîtrisés uniquement par les institutions, quand les militant-e-s ont fondé des familles et que les élites révolutionnaires ont eu des emplois bien placés, ce souffle de liberté s'est estompé»⁵. Plus récemment, pour combattre les logements et les transports trop chers, des squats ou des mutuelles de frau-

La mise en place d'une lutte autonome sans médiation engendre des bouleversements beaucoup plus importants que les grandes marches rituelles et les pressions sur les institutions.

deurs et fraudeuses se sont recréés. Plutôt que pleurnicher auprès des pouvoirs publics, les protagonistes ont su ouvrir le débat et générer de la solidarité. Au-delà de la question pécuniaire, ces espaces permettent un questionnement collectif de nos modes d'habiter et de circuler. Cela permet de s'échanger des méthodes de récupération de bouffe, de fabrication de meubles, des techniques de fraude, etc. Les logiques consuméristes et sécuritaires sont alors remises en question. Dans le même ordre d'idée, il est intéressant que les autoréductions dans les grandes surfaces réapparaissent. Il serait également intéressant que les grèves de loyer redeviennent un outil de lutte largement partagé.

Une autre mobilisation récente qui a su poser un débat public sur ses propres bases est celui de la lutte contre les OGM, en tout cas à son début, et cela ne serait pas arrivé sans les fauchages et autres destructions clandestines.

Finalement, l'action directe collective et la mise en place d'outils de solidarité concrets dans la durée sont plus que jamais à défendre si nous voulons créer les possibilités de notre émancipation et en finir avec ce monde mortifère en empêchant entre autres les profiteurs et profiteuses de profiter, en bons parasites qu'ils et elles sont! **Rimso!**



2. Voir l'exemple genevois : Julie de Dardel, *Révolution sexuelle et mouvement de libération des femmes à Genève (1970-1977)*, Antipodes, 2007.

3. Collectif IVP, *Avorter. Histoires des luttes et des conditions d'avortement des années 1960 à aujourd'hui*, Tahin Party, 2008, p. 64.

4. Ibid, p. 32.

5. Ibid p. 64.

EST-IL POSSIBLE D'EN FINIR AVEC TOUTES LES FORMES DE POUVOIR? LE POUVOIR EST UN ÉLÉMENT PRÉSENT DANS TOUTE LA SOCIÉTÉ, ET CE À TOUTS LES NIVEAUX. NE DOIT-ON PAS CHERCHER À LE SOCIALISER PLUTÔT QUE LE NIER?

ON N'ABOLIT PAS LE POUVOIR



LA PENSÉE ANARCHISTE se distingue d'autres courants révolutionnaires, comme le léninisme, le socialisme ou le trotskisme, par le rejet de toutes les formes de pouvoir. Pas de chef! Une idée s'adaptant à merveille au refus d'obéir. Les libertaires souhaitent en sus faire fonctionner leur groupe, organisation ou communauté à l'image d'une société émancipée. Ils ont donc imaginé des modes d'organisation spécifiques : fédéralisme, consensus, mandat impératif, autogestion, rotation des tâches, etc. La hiérarchie doit être abolie pour laisser place à une horizontalité des rapports. Tous les stigmates du pouvoir doivent être combattus avec force.

Une position libertaire affirme que l'instauration de rapports sociaux horizontaux abolirait le pouvoir : « L'anarchisme est le seul mouvement d'idées visant à abolir le pouvoir »¹. Chacun-e deviendrait égal. Les mandats sous contrôle de l'assemblée empêcheraient toute prise de pouvoir. Les individu-e-s pouvant faire leur choix en conscience, en individu-e libre. Cette vision est combattue par certain-e-s anarchistes comme Tomás Ibáñez : « Lorsque les libertaires se déclarent "contre le pouvoir", lorsqu'ils proclament la nécessité de "détruire le pouvoir" et lorsqu'ils projettent une "société sans pouvoir", ils

ne peuvent pas soutenir une absurdité ou un impensable »². En effet, quoiqu'en disent celles et ceux qui combattent le pouvoir, ils pourront organiser autant d'assemblées populaires, imposer tels mandats impératifs, ils n'empêcheront jamais la personne mandatée d'obtenir une part d'autorité. Pour être plus clair, appuyons-nous sur un exemple simple. Un-e mandaté-e à la comptabilité va rendre un bilan, disons, annuellement. N'importe quel capitalo sait qu'il est aussi facile de manipuler la comptabilité que d'ouvrir un compte bancaire aux îles Caïman. À moins de supposer une honnêteté irréprochable du mandaté libertaire – mais ne croyons pas aux balivernes imaginant que, dans une société libertaire, tout le monde serait beau et gentil –, rien ne garantit que son compte-rendu ne sera pas manipulé pour favoriser un projet, pour présenter des difficultés financières... Bien sûr, on peut mettre des vérificateurs-trices. Mais qui vérifie les vérificateurs-trices ? On ne s'en sort pas. La confiance en l'autre est donc une part non négligeable du mandatement.

Le pouvoir existe par l'acquisition de compétences particulières. Bakounine faisait remarquer : « Lorsqu'il s'agit de bottes, j'en réfère à l'autorité du cordonnier »³. Il ne s'agit pas d'avoir une confiance aveugle dans les autres. On peut multiplier les points de vue, se renseigner, confronter les opinions. Mais on ne pourra jamais acquérir toutes les compétences d'un-e comptable, d'un-e plombier-e et d'un-e viticulteur-trice ! « Chacun est autorité dirigeante et chacun est dirigé à son tour. Donc il n'y a point d'autorité fixe et constante, mais un échange continu d'autorité et de subordination mutuelles, passagères, et surtout volontaires », rajoute l'anarchiste russe.

Par ailleurs, un-e mandaté-e n'est pas sous la seule influence du groupe. Les informations ne se prennent pas uniquement dans les assemblées, mais aussi dans les couloirs ou les cafés (le lieu, pas le marc), à la sortie d'une réunion... Ces discussions influenceront les microchoix que le ou la mandaté-e sera conduit-e à faire seul-e ou avec quelques-un-e-s, qui ne peuvent être discutés collectivement en permanence.

LE POUVOIR EST PARTOUT

Si, dans la société, l'autorité se manifeste par des symboles (cérémonie d'investiture d'un président, prises de décision

1. Xavier Bekaert, **Anarchisme, violence, non violence**, Éditions du Monde libertaire, p.57.
2. Tomás Ibáñez, **Le Pouvoir et sa négation**, ACL, 1984.
3. Bakounine, **Dieu et l'État**, Mille et une nuits, 1996, p.41.



fortes, défilés militaires, etc.), en réalité, le pouvoir existe en majorité de manière cachée, inconsciente, invisible. Attention, nous ne parlons pas de pouvoirs occultes ou autres théories du complot, mais des multiples relations sociales au travail, dans la famille ou à l'école, à travers lesquelles des rapports de pouvoir s'exercent. Il ne s'agit pas de diaboliser toutes les relations sociales. C'est plus insidieux. Chacun-e est une courroie de transmission du pouvoir sans le savoir, sans vouloir l'exercer à des fins tactiques. Cédric, éducateur physique, explique cette transmission chez l'entraîneur-e ainsi : « Le sport permet d'apprendre aux jeunes à se conformer à des règles non choisies »⁴. Le slogan « Il faut moins craindre le bruit des bottes que le silence des pantoufles » prend ici tout son sens. La relation hiérarchique, l'ordre établi, le contrôle existent bien plus dans les têtes que par le bras armé de la police.

L'exemple des médias est à ce titre instructif. Les militant-e-s aiment à crier à la manipulation. On pointe du doigt la consanguinité entre multinationales et médias de masse. Pourtant, les cas de censure – quasi inexistant – sont la partie émergée de l'iceberg. Dans l'excellent ouvrage *Les Petits Soldats du journalisme*⁵, François Ruffin explique que, par sa formation, ses pratiques, ses relations sociales, le journaliste est un lien du pouvoir ; en prenant pour argent comptant une dépêche du ministère du Travail, sans vérifier l'info, par exemple. À l'inverse, un communiqué syndical aura toujours droit à un « mais », un contrepoint. Le journaliste est une passerelle du pouvoir non pas par les ordres qu'il reçoit, mais dans sa manière de travailler.

Enfin, le savoir, et les savoir-faire de manière générale, sont sources de pouvoir. Les technocrates du nucléaire, sous prétexte d'un « art » typiquement français, imposent leur politique énergétique depuis soixante ans. Les savoirs collectifs sont accaparés par une minorité pour asseoir une domination. « Croyez-moi, faites-moi confiance, le nucléaire est la solution. » Quiconque s'y oppose se verra rétorquer des chiffres et des arguments complexes que seule une poignée de militant-e-s antinucléaires aguerris comprennent – et encore ! Le problème du nucléaire ne réside pas uniquement dans les dangers, la pollution, mais aussi dans la confiscation aux populations d'un pouvoir sur leur politique énergétique.

NIER LE POUVOIR

« Parler d'une société "sans pouvoir" constitue une aberration », comme le dit Tomás Ibáñez, avant de renchérir : « Parler d'une société sans pouvoir politique, c'est parler d'une société sans relations sociales, sans régulations sociales, sans processus de décision sociale... ». Nier l'existence de pouvoirs est donc dangereux, car on occulte la complexité des rapports sociaux. Comme nous venons de le voir, le pouvoir existe à tous les niveaux de la société. Sa négation ne conduira jamais l'entraîneur-e à questionner sa pratique et son rôle dans la société. Elle n'amènera pas non plus le journaliste à l'idée qu'à travers ses feuillets il favorise les patrons plutôt que les syndicalistes. Les groupes anarchistes comme la société libertaire future ne seront pas exempts de ces complexités.

Tomás Ibáñez s'interroge à ce sujet : « Que signifierait un système, et la société est évidemment un système, dont les éléments ne seraient pas "contraints" par l'ensemble des relations qui définissent précisément le système ? ». Nier le pouvoir, c'est de toute évidence le laisser s'exprimer sans frontière. Un tabou du milieu libertaire est de réfuter que tel-le



ou tel-le membre a du pouvoir. On est tous égaux ! La preuve, une personne = une voix. Mais qui peut croire qu'une personne avec vingt-cinq années de militantisme va avoir le même poids dans une réunion qu'une autre fraîchement

venue ? L'autorité de ce « vieux » militant peut être légitime en raison de sa connaissance du sujet, de son expérience... Cela ne signifie pas qu'il aura forcément raison, et encore moins qu'il ne faille pas combattre les vieux paternalistes qui croient avoir tout vu et tout fait. Na !

Ignorer l'existence du pouvoir, c'est aussi ignorer que sa propre activité en tant que groupe affinitaire ou organisation présente une potentialité de prise du pouvoir. Pas au niveau de la société – nos mouvements sont trop faibles – mais au moins dans les mouvements sociaux, dans les manifs,

syndicats, sous forme d'avant-gardisme, de magouilles ou de pressions... Le fait d'être contre cette prise du pouvoir ne constitue pas une garantie. « Quels que soient les mots utilisés, il faut d'abord écarter l'idée qu'il existe des recettes miracles pour éviter de basculer. Ne pas se cacher derrière des formules (autogestion, fédéralisme, affinité, autonomie, etc.) et des déclarations de principe qui ne changent rien au fond si l'attitude même de l'organisation n'est pas soumise en permanence et de l'intérieur à une vigilante critique »⁶. C'est pourquoi la prise en compte du pouvoir dans l'organisation mais aussi dans ses agissements extérieurs doit être continuellement réinterrogée.

Bizarrement, la première chose à faire avec le pouvoir, c'est de le rendre visible et d'essayer de répartir autant que possible. Le rendre visible, cela peut être de signaler : « Telle personne a du pouvoir parce qu'elle s'occupe des relations internes ». Cela ne veut pas dire qu'il faut la démandater sur-le-champ, mais avoir sa place particulière à l'esprit pendant le processus de décision. Certaines sociétés dites primitives nommaient des chefs, mais qui avaient bien plus de contraintes que n'importe qui dans la société. Rien à voir avec les chefs omnipotents que nous connaissons, qui ne doivent rien à personne. C'est bien la centralisation du pouvoir que nous combattons. On n'abolit pas le pouvoir, mais on peut combattre son inégale répartition. Il faut faire en sorte que le pouvoir ne s'installe pas et ne se transforme pas en une relation de domination, ne soit pas confisqué par une minorité. Bref, un véritable projet libertaire ! **Gildas**

À LIRE

Le Pouvoir et sa négation

Tomás Ibáñez, ACL, 1984



Micropolitiques des groupes - Pour une écologie des pratiques collectives

David Vercauteren, HB Éditions, 2007

4. *Offensive* n° 11, 2006, p. 34.

5. Éditions de l'atelier, 2003.

6. JPD, *Offensive* n° 13, 2007, p. 5.

LA TRANSGRESSION POUSSÉE À SON EXTRÊME, JADIS IMAGINÉE ARME D'ÉMANCIPATION, SE RETOURNE AUJOURD'HUI CONTRE NOUS? LIBERTÉ, AUTONOMIE, AFFINITÉ, GRATUITÉ... AUTANT DE CONCEPTS EN VOGUE CHEZ LES LIBERTAIRES ET QUI SONT POURTANT AUJOURD'HUI LARGEMENT PROMUS PAR LE SYSTÈME CAPITALISTE.

MÊME LES BORNES ONT... DES LIMITES!

DEPUIS LES ANNÉES 1970 au moins, l'émancipation est bien souvent synonyme de transgression, c'est-à-dire de destruction des carcans de la société oppressive, qu'elle soit capitaliste, sexiste, raciste, etc. Le courant anarchiste a été plus encore porteur de cette idéologie du dépassement des limites, puisqu'en lui couvait une intense réflexion sur le pouvoir, une défiance vis-à-vis de l'autorité, et donc de toute contrainte surplombante.

Cette rhétorique de transgression poussée à ses extrêmes se retourne aujourd'hui contre nous, tant il est clair que désormais, cette logique est celle qui constitue le cœur du capitalisme contemporain, en tant que technolibéralisme.

LIMITES ET INFINI

On peut considérer les débuts de la modernité occidentale comme le lieu où l'idée d'infini surgit au cœur d'un monde auparavant restreint (confiné dans le géocentrisme), et le capitalisme comme processus d'accumulation illimitée (de marchandise et de technologie). Pourtant, ce n'est que récemment

que l'on voit éclater au grand jour le retournement idéologique opéré, qui fait de l'*illimitation* une rhétorique *libertoïde*, c'est-à-dire le fer de lance de l'aliénation² contemporaine.

« Illimitez votre player addict! », vantait une publicité pour lecteur multimédia à l'automne 2008. Où l'on voit que fantasme de toute-puissance individuelle et soumission à l'ordre technologique sont l'avertissement et le revers d'une même médaille, le capitalisme en tant que fait social total, c'est-à-dire sous la forme contemporaine du technolibéralisme: grâce à Google Earth, je peux, tel un dieu, voir le fond des mers et observer la surface de n'importe quel point du globe, mais je ne peux plus discuter avec des personnes en désaccord avec moi sans les traiter de fascistes (comme on le voit si souvent sur les forums lorsque des « conversations » s'évanouissent), ni composer avec mon voisin qui fait du bruit sans lui envoyer la police, quand ce n'est pas le tribunal. Plus globalement, à la toute-puissance individuelle fantasmée au travers des nouvelles technologies correspond le recours de plus en plus systématique au juridique en cas de conflit d'intérêts. Internet et les nouvelles technologies dites NBIC (« nano-bio-info-cogno ») sont en ce sens l'aboutissement matériel de l'idéologie libérale d'un être humain seul face au monde (ici face à son écran), en concurrence permanente avec autrui, dont les intérêts sont nécessairement conflictuels avec les miens: de là cette haine de l'expérience et de la possibilité de se faire convaincre par autrui, summum de la violence dans l'univers technolibéral. De là cette haine du politique et de tout ce qui produit la *polis*, la cité, la vie en société, non pas tant affinitaire que précisément non-choisie.

Car ce qui se joue aujourd'hui n'est autre que le fantasme d'une sociabilité zapping, d'un autrui duquel on peut se déconnecter d'un simple clic, c'est-à-dire d'un lien social fondé non plus sur du politique, mais sur de l'affinitaire³. Il s'agit de comprendre comment certains idéaux libertaires issus de l'anti-autoritarisme ou du mouvementisme, qui furent un temps fer de lance de l'émancipation pour toutes et tous, sont aujourd'hui ingérés et réinvestis par le système dans ce qui lui donne corps: le quadrillage, par l'idéologie du choix, de l'irrationalité des pulsions consuméristes à la base, afin de les faire coïncider avec un contrôle serré de la production au sommet.

Le jusqu'au-boutisme d'une conception de la liberté comme « autonomie de la volonté » (formulée par Kant) est devenu l'arme du technolibéralisme: je fais ce que je veux, mais suis en réalité impuissant à transformer le monde puisque ma liberté détruit le fondement même du politique et de l'agir ensemble. À cette conception, on peut opposer une liberté certes moins directement hédoniste, mais ô combien plus émancipatrice *in fine*, qui consisterait à « faire ce qu'il faut », c'est-à-dire à prendre conscience de nos déterminations pro-

DIFFUSER L'ANARCHIE

LES LIBERTAIRES brillent par leur capacité à éditer des revues ou des ouvrages. Il existe aussi de nombreux lieux alternatifs, proches de la pensée anarchiste, pour les diffuser: bibliothèques, librairies, infokiosk...

ANGERS L'ÉTINCELLE 26 rue Maillé;
LES NUITS BLEUES, 1 bd Ayrault;

BESANÇON L'AUTODIDACTE 5 rue Marulaz;

BORDEAUX ATHÉNÉE LIBERTAIRE 7 rue du Muguet;

DIJON LOCAL LIBERTAIRE 61 rue Jeanin; LES TANNERIES 13-15-17 bd de Chicago;

CAEN LA PENSÉE SAUVAGE 10 bd Poincaré;

GRENOBLE ANTIGONE 22 rue des Violettes; LOCAL AUTOGÉRÉ 7 rue Pierre Dupont; LES BAS CÔTÉS 59 rue Nicolas Chorieur;

LILLE CENTRE CULTUREL LIBERTAIRE 4 rue Colmar;

LYON LA GRYFFE 5 rue Sébastien Gryphe; LA PLUME NOIRE 19 rue Pierre Blanc;

MARSEILLE CIRA 3 rue St-

Dominique; LE SEUL PROBLÈME 46 rue Consolat;

MONTPELLIER LA MAUVAISE RÉPUTATION 20 rue Terral; CENTRE ASCASO-DURRUTI 6 rue Henri René; SCRUPULE 26 rue Faubourg Figuerolles;

MONTREUIL INFOKIOSQUE 43 rue de Stalingrad;

NANCY LA CASBAH 18 rue François Guinet;

PARIS LE KIOSK Passage Dumas; LA RUE 10 rue Robert-Planquette; PUBLICO 145 rue Amelot; QUILOMBO 23 rue voltaire;

RENNES LA COMMUNE 9 rue de Malakoff;

ROUEN L'INSOUMISE 128 rue St-Hilaire;

TOULOUSE LE CHAT NOIR TOULOUSAIN 18 avenue de la Gloire; LE KIOSK 3 rue Escoussières Arnaud-Bernard;

ST JEAN DU GARD BIBLIOTHÈQUE 152 Grand'rue;

STRASBOURG MOLODOI 19 rue Ban de la Roche;

VALENCE LE LABORATOIRE 8 place St-Jean



pres afin d'augmenter notre puissance d'agir (Spinoza). Car ce que nous révèle l'état du monde contemporain, du politique dissout dans l'affinitaire numérique immédiat à l'écosystème dévasté par les fantasmes industriels de ressources illimitées, c'est que la condition du bonheur et même de la vie est précisément l'existence de barrières, politiques ou mythologiques, au-delà desquelles il n'est jamais bon de s'aventurer.

TYRANNIE DU COÛT, OU DE LA GRATUITÉ ?

L'idée technolibérale vise, *rhétoriquement*, à en finir avec le coût, présenté comme la pire des tyrannies : souvenez-vous, Leclerc lutte avec vous « contre la vie chère », Amazon s'insurge contre le paiement des frais de port, Google s'empare peu à peu de la totalité du réel au nom de sa gratuité désintéressée (mais cotée en bourse à plusieurs milliards de dollars), et les journaux gratuits emplissent nos corbeilles. Les économistes libéraux ont toujours défendu la privatisation des bénéfices, tout en passant sous silence la mutualisation des coûts, mécanique duplice⁴ au fondement du capitalisme. Aujourd'hui, le nouvel argument chic est de décrier le coût au nom du « pouvoir d'achat » ou des « classes populaires », ce qui s'accompagne parfaitement d'une « mise en gratuité »

de pans entiers du capitalisme, c'est-à-dire d'une externalisation intégrale de secteurs économiques considérables (la musique ou l'information par exemple) tout en constituant « gratuitement » des masses de consommateurs captifs pour la publicité et la vente (le fameux « temps de cerveau disponible » vendu à Coca-Cola par TFI).

Et ce qui n'est que rhétorique visant à naturaliser l'état des choses (les pauvres travaillent avec de moins en moins de garanties pour le bon vouloir des riches), se mue alors en véritable arme métaphysique à l'encontre des révolutionnaires et autres mécontents du système : si tout ce qui nous coûte (que ce soit financièrement ou émotionnellement) apparaît comme le *mal absolu*, alors l'idée même de politique devra être mise au rebut, remplacée par les démocraties numériques participatives et autres fadaïses fondées sur le *fun* et le *cool*, c'est-à-dire l'affinitaire.

LE TECHNO LIBÉRALISME FANTASME LA MORT

Car au fond, le problème n'est pas dans le coût ni dans le commerce, qui préexistaient tous deux au capitalisme, mais bien dans l'accumulation illimitée et dans l'immédiateté et la facilité fantasmées panacées : l'idéologie technolibérale du gratuit et de l'infini, sous couvert de baratin libertoïde, est en train de détruire le sens même des choses et de la vie humaine. Davantage d'efficacité, certes ; davantage de rapidité, certes ; davantage de MOI, peut-être ; moins de contraintes, pourquoi pas ; ... Mais tout ça pour quoi ? Et pourquoi ? Les contes pour enfants et mythes antiques recèlent de fables qui relatent le désarroi qui survient le jour où tel ou telle ancêtre obtient le pouvoir de réaliser tous ses désirs, jusqu'aux plus intimes : la vie perd alors tout son sens. Une simple randonnée peut rappeler qu'on n'observe pas le même paysage se dévoilant sous nos yeux lorsqu'on l'atteint après plusieurs heures de marche ou quelques minutes de voiture (voire quelques secondes d'hélicoptère, ou, pire encore, un panorama instantané de visites virtuelles sur le Web). L'expérience humaine a ceci d'irréductible : c'est dans la durée qu'elle prend son sens. Or, le technolibéralisme tend à faire croire que tout ce qui dure est mauvais, que la véritable liberté consiste à pouvoir accéder à tout en quelques clics. La durée apparaît comme une contrainte du passé, dont il faut se débarrasser à tout prix. Vouloir en finir avec la durée, c'est vouloir en finir avec le sens de toute chose. Vouloir en finir avec la durée, c'est vouloir en finir avec le sens de la vie. Car au fond, le fantasme d'annuler la durée, c'est-à-dire d'annuler ce qui nous coûte mais qui donne son sens à l'existence humaine, ne trouve-t-il pas son aboutissement dans l'annulation de l'essence même de la durée, qui n'est autre que la vie, là où toute durée prend sa source ? Vouloir abolir la durée de toute chose, cela n'implique-t-il pas de s'en prendre à la vie elle-même ? La chose qui dure, et doit par essence durer, n'est-ce pas la vie ? Sous couvert d'arguments libertaires, la société de l'immédiateté engendrée par la folie technolibérale ne fantasme rien d'autre que la mort.

Comme le rappelle le cinéaste Andreï Tarkovski : « Nous réclamons une liberté qui doit coûter à l'autre mais sans rien lui abandonner en échange, voyant déjà là comme une entrave à nos libertés et à nos droits individuels. [...] La liberté signifie plutôt ne rien demander à la vie ni à ceux qui nous entourent, à être exigeant envers soi-même et généreux envers les autres. »⁴ À nous de réinventer notre liberté – notamment productive – et notre anarchisme, hors du choix consumériste et technologique. **Guillaume Carnino**



1. Théorie faisant de la Terre le centre de l'univers.
2. Étant entendu que l'aliénation n'est pas entendue au sens de la dépossession d'une nature imaginée éternelle et immuable, mais bien de la capacité à produire soi-même sa vie, c'est-à-dire la dépossession, in fine, de la liberté et du bonheur humain (la preuve en est dans la quantité d'antidépresseurs consommés en France chaque année).
3. Voir à ce sujet l'article « Technolibéralisme ou organisation politique » dans ce même dossier, pp. 30-31.
4. Duplice : duplicité, double, avancer sur deux terrains à la fois...

TROP SOUVENT, LA RÉVOLUTION EST FANTASMÉE FESTIVE, GUERRIÈRE OU APOCALYPTIQUE. MAIS CES TROIS MODÈLES FONT PROBLÈME, ET EMPÊCHENT DE VOIR CE QUE POURRAIT ÊTRE UNE AUTHENTIQUE RÉVOLUTION AUJOURD'HUI, AU PLUS LOIN DE TOUTE RÉPÉTITION DU PASSÉ, ET DE SES ÉCHECS.

LE MYTHE DE LA RÉVOLUTION

L'UNE DES GRANDES FORCES du mouvement libertaire est sans doute d'avoir maintenu vivante, envers et contre tout, l'idée même de révolution, à la différence des mouvements d'extrême gauche qui ont tous évolué plus ou moins discrètement vers une sorte de radical-réformisme. Néanmoins, on peut se demander si cette idée n'a pas tourné au *mythe*, et si ce mythe, après avoir rendu de grands services *tactiques* à la cause révolutionnaire, ne risque pas de mettre en péril l'*existence* même de la révolution¹. En effet, avec le temps, le concept de révolution en est venu à évoquer pour bon nombre d'anarchistes un ensemble de significations imaginaires qui, le moment venu, pourraient faire obstacle à une transformation sociale effective, opérée dans le sens d'une plus grande justice et d'une plus grande autonomie de toutes et tous. Un rapide repérage du vocabulaire employé dans les publications anarchistes des années 1970 à aujourd'hui permet d'isoler trois de ces significations imaginaires : l'identification de la révolution à une fête, à une guerre civile, et à un bouleversement total de nature quasi apocalyptique.

À LIRE

Anarchisme & changement social. Insurrectionnalisme, syndicalisme, éducationnisme-réalisateur

Gaetano Manfredonia, Atelier de création libertaire, 2007.

LA RÉVOLUTION COMME FÊTE

La fête est ce moment où l'on procède à la consommation et même à la *consumation* d'un grand nombre de biens et de richesses, dans l'ivresse du renversement de toutes les règles

sociales ordinairement admises. Sur ce modèle, la révolution est vue par beaucoup comme ce moment où les passions se déchainent, où toutes les normes sociales sont transgressées, tandis que le pillage des magasins et l'incendie des bâtiments symbolisant l'oppression sont considérés comme une première forme de libération vis-à-vis de la société marchande et de l'État. Évidemment, il ne s'agit pas ici de jouer les pisse-froid et de rejeter avec dédain toutes les manifestations de liesse populaire et tous les actes de destruction en temps de révolution comme des formes d'irrationalité de masse ou d'irresponsabilité politique. Toute rupture avec un monde honni, toute affirmation de la puissance créatrice des individu-e-s associé-e-s contient nécessairement une forme de joie, et même de jubilation, et la vigueur d'un mouvement révolutionnaire se mesure aussi à sa capacité à défaire matérielle-ment tout ce qui est amoindrissement du vivant, humiliation de l'humain, mutilation des rapports sociaux. Mais le fait de considérer la révolution uniquement comme une fête, c'est-à-dire comme simple moment de la transgression, consacré au non-travail et à la dépense improductive des richesses, occulte toute une série de problèmes qui seront pourtant cruciaux lors du passage à une autre forme de société : la réorganisation du travail sur des bases égalitaires et libertaires, la reprise en main de la production par toutes et tous, sa refonte radicale en fonction des besoins réels de la population, et plus généralement tout ce qui dans la révolution est œuvre constructive, établissement d'un nouveau régime de liberté, élaboration de nouveaux organes d'autogouvernement, fabrication de nouveaux us et coutumes...

LA RÉVOLUTION COMME GUERRE

Depuis 1968, la plupart des militant-e-s anarchistes utilisent quotidiennement les mots *lutte*, *combat*, *mobilisation*, *stratégie*, *guerre sociale*, etc. Que les références les plus citées à des expériences de réalisation sociale des principes anarchistes soient polarisées autour de situations de guerre ou de guérilla² ne fait qu'ajouter à l'imprégnation de cet imaginaire belliqueux en milieu libertaire. Pourtant, comme l'ont montré les événements des deux derniers siècles, tout recours aux armes voue nécessairement la révolution à l'échec, soit en raison de la disproportion entre les forces en présence, soit parce que l'usage de techniques militaires conduit à la reconstitution d'un appareil hiérarchique et autoritaire de commandement au sein même du mouvement révolutionnaire. Comme l'a résumé un contemporain fort lucide : « Une révolution n'est victorieuse qu'à condition de se mener comme une guerre mécanisée, avec une force semblable à celle de l'ennemi ; seul le mimétisme avec la machine de guerre est

1. C'est la question que posaient déjà les personnalistes libertaires Aron et Dandieu aux marxistes des années 1930. Cf. Robert Aron et Arnaud Dandieu, **La Révolution nécessaire**, Grasset, 1933, p. 157-158.

2. Cf. le soulèvement armé de Zapata et Villa au Mexique, la Makhnovchtchina en Ukraine, la Guerre civile espagnole...

3. Jonas Vigna Carafe, **Excès modeste dans le repli**, Éditions de la Nuit, 2009, p. 51.

4. Cf. Gaetano Manfredonia, **Anarchisme et changement social. Insurrectionnalisme, syndicalisme, éducationnisme-réalisateur**, Atelier de Création Libertaire, 2007.

5. H.-E. Kaminski, **Bakounine. La vie d'un révolutionnaire** [1938], La Table Ronde, 2003, p. 17.

6. George Orwell, « Le lion et la licorne : socialisme et génie anglais » [1941], in **Essais, articles, lettres**, volume II, Ivrea / EdN, 1995, p. 131.





susceptible de la renverser – au prix, par conséquent, de la préservation de sa forme»³.

Dans le mouvement anarchiste du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, la guerre était pourtant loin d'être le paradigme dominant pour rendre compte de la révolution et du processus qui doit y conduire⁴.

Les métaphores agricoles (ferment, semailles, germes, maturation, moissons, etc.) étaient bien plus fréquentes sous la plume des anarchistes que celles évoquant le conflit armé. Peut-être serait-il temps de revenir à ce type de métaphores, ou en tous cas de réformer une grille d'interprétation et un vocabulaire qui restreignent étroitement les imaginaires, réduisant la question du changement social à celle de l'affrontement avec un système, aux dépens de la réflexion sur la constitution d'alternatives pratiques. Au contraire, une telle réflexion permettrait par exemple de redéfinir la révolution non plus comme guerre, mais comme opération de scission à l'intérieur de la société, auto-affirmation et autodétermination des classes et des individu-e-s en mouvement, faisant craquer l'enveloppe mensongère du social sans esprit.

LA RÉVOLUTION COMME APOCALYPSE

Les variantes évolutionnistes et réformistes du socialisme avaient présenté le changement social comme un changement dans la continuité, les marxistes prétendant que le socialisme hériterait de l'appareil productif développé par le capitalisme, les sociaux-démocrates défendant le principe des réformes patientes permettant de passer graduellement d'un régime d'exploitation à un régime de liberté et de justice sociale. Par contraste, les libertaires ont voulu insister sur le fait que la révolution est d'abord irruption et interruption : elle introduit une brisure dans les temps historiques, elle est à la fois événement et avènement d'un monde radicalement nouveau. Conception quasi religieuse, comme l'ont fait remarquer nombre d'auteur-e-s, en ce qu'elle recoupe de vieux rêves millénaristes. Mais si cette représentation apocalyptique de la révolution comme rupture du continuum temporel a effectivement eu son utilité pour lutter contre un certain progressisme, elle a aussi conduit à défendre une vision puriste, absolutiste, du changement social, qui rentre en contradiction avec ce fait très simple mis en relief par Kaminski, à savoir que «l'histoire aime les compromis : non pas qu'elle ratifie les tractations de partis et ces pactes d'unité dont rêvent les tacticiens ; elle construit ses compromis elle-même»⁵. Orwell expliquait ainsi avec humour, et un brin de provocation, qu'une révolution socialiste en Angleterre conserverait probablement la monarchie, et laisserait «un peu partout subsister des anachronismes et des absurdités» tels que «le juge avec sa ridicule perruque et le lion et la licorne sur les boutons des uniformes militaires»⁶. Si révolution il y a, l'avenir ne sera probablement pas une société purement anarchiste, purement communiste ou purement anti-industrielle – c'est-à-dire qu'il restera encore probablement des formes résiduelles d'État, de propriété privée ou d'industrie, mais placées dans un cadre tel que leur signification aura totalement changé, et leur nocivité été considérablement réduite. De ce point de vue, ce que tend à faire oublier une conception «apocalyptique» de la révolution, c'est que l'idéal anarchiste ne doit pas être une société parfaite mais, comme le disait Paul Goodman une société *tolérable* ou, selon le mot d'Orwell, une société *décente*. **Patrick**



CHANGER LE MONDE ET SE CHANGER

«S'IL EST VRAI QUE nous faisons patrie intégrante du monde social, non pas au sens où nous serions logés en lui comme des raisins dans un pudding mais au sens où il est incorporé en nous et devenu notre substance même, alors il faut être conséquent et admettre que changer le monde ce n'est pas seulement changer ce qui est autour de nous mais aussi nous changer nous-mêmes. [...] Notre subjectivité a tout à voir avec la réalité historico-sociale environnante, dont elle constitue précisément la dimension individuelle subjective, comme le côté pile et le côté face d'une même pièce, et que par conséquent on ne peut pas faire l'économie d'une réforme morale pour changer la société, parce que le changement réel doit s'opérer "à la fois et indissociablement" au-dehors et au-dedans ; que c'est justement aller encore dans le système que de focaliser la lutte sur ses seules structure objectives, et que c'est rester prisonnier d'un économisme sommaire de croire qu'il suffit de réorganiser l'intendance pour que la conscience suive. [...] Le système ne se contente pas de dire aujourd'hui comme au temps des physiocrates : "Enrichissez-vous !" Il crée en même temps les conditions d'instauration d'accès à un "style de vie" qui donne à ses adeptes [essentiellement des classes moyennes] le sentiment de mener une existence privilégiée et plus riche, une existence de riche, comme les pauvres de la planète en rêvent en regardant les affiches publicitaires»
Extrait **De notre servitude involontaire**, Alain Accardo, Agone, 2001.

SI CERTAIN-E-S –À L’INSTAR DES ÉPHÉMÈRES BLACK BLOCS– PEUVENT CONTESTER LE MONOPOLE DE L’USAGE DE LA VIOLENCE PAR LES ÉTATS, ASSIMILER LES ANARCHISTES À DES TERRORISTES OU RÉDUIRE LES PRATIQUES D’ACTION DIRECTE À DES ACTES VIOLENTS, C’EST NE PAS VOULOIR S’INTERROGER SUR LA PLACE ET LA LIMITE DE LA VIOLENCE DANS LA CONSTRUCTION D’UN RAPPORT DE FORCE.

À PROPOS DE LA VIOLENCE ANARCHISTE

LES ANARCHISTES ONT TOUJOURS été considéré-e-s comme des individu-e-s violent-e-s par l’ensemble de leurs adversaires politiques et, effectivement, il suffit de regarder les livres traitant de l’histoire des différents courants anarchistes pour constater que notre histoire est jalonnée de luttes armées, d’insurrections, de guerres civiles, de sabotages, d’attentats. D’ailleurs, la plupart d’entre nous soutiennent actuellement le mouvement zapatiste, qui est avant tout une lutte armée menée par l’EZLN. Il serait mensonger de se défendre de ce qualificatif, mais il s’agit pour nous de répondre à nos détracteurs. Tout d’abord, il semble bon de préciser que notre violence est bien pâle par rapport à celle perpétuée par les États et que, dans les périodes historiques où nous étions en position de force (la Commune, Kronstadt, la Catalogne de 1936), notre violence a été mesurée comparée à celle de nos adversaires, c’est d’ailleurs peut-être ce qui nous fut funeste. En effet, quel aurait été le sort de la Commune si les communard-e-s avaient pourchassé les versaillais-e-s en déroute et les avaient exécuté-e-s un-e à un-e comme ces dernier-e-s le firent par la suite une fois réorganisé-e-s ? Rappelons aussi que c’est le pouvoir qui juge un acte violent ou non... d’après lui, le sabotage d’une voie ferrée est du terrorisme alors qu’un bombardement en Afghanistan est une frappe chirurgicale. Du fait que l’ensemble ou presque des anarchistes refusent le jeu de dupes des élections, et ont pour but d’anéantir toutes les formes de pouvoir, nous menons une lutte sur deux plans principaux : la pro-

pagande écrite, afin de contrer les *mass medias*, véritable machine de désinformation et de « fabrication du consentement », et l’installation d’un rapport de force qui serait en notre faveur afin de déstabiliser le pouvoir en place.

Depuis une dizaine d’années, lors des contre-sommets, est réapparu un phénomène né en Allemagne dans les années 1970 : les *black blocs*. Le *black bloc* n’est pas une organisation mais une tactique employée lors de manifestations par des individu-e-s qui, organisé-e-s en groupe affinitaire composent ledit *black bloc*. L’uniformité de la couleur permet de se reconnaître tout en gardant l’anonymat, il faut préciser que tous les participant-e-s au *black bloc* n’utilisent pas l’action directe violente, toutes et tous restent cependant solidaires de l’ensemble du bloc. Les médias se gavent d’images sensationnelles où l’on montre « des jeunes anarchistes violents », ce qui sert toujours la police, qui criminalise les luttes en brandissant la menace d’un ennemi public dangereux, mais aucune caméra pour filmer un *black bloc* qui décide d’aller dans un ghetto aider la population à nettoyer le quartier, aucun-e journaliste pour relater les actions du Clown Bloc anarchiste qui, par ses pitreries, occupe et désarçonne les forces de l’ordre suréquipées, rien non plus sur le *pink bloc* qui manifesta de façon festive tout en ayant un impact réel sur le déroulement de la manifestation et en étant totalement solidaire avec le *black bloc*. Lors des premiers contre-sommets, les forces de l’ordre ont été surprises et dépassées par cette tactique reposant principalement sur la mobilité, l’anonymat et l’initiative et, si l’on considère les manifestations comme l’installation d’un rapport de force, on peut affirmer que les *black blocs* ont remporté ces confrontations. Mais faute d’avoir su imaginer d’autres formes de tactiques, les forces de l’ordre ont su s’adapter et préparer « les événements » pour les encadrer en partie. On peut légitimement se demander si aller manifester même au sein d’un *black bloc* ne devient pas qu’une occasion de se faire fiché et d’être présenté comme l’ennemi violent qui nécessite une fermeté et une intransigeance de la part du pouvoir pour protéger le citoyen contre ces hordes de casseurs. Par contre, la révolte des banlieues en 2005, la grève générale en Guadeloupe ou les émeutes en Grèce sont des instants où le rapport de force est en notre faveur car l’espace et le temps sont choisis par les manifestant-e-s. Les pouvoirs n’ont jamais rien concédé d’eux-mêmes, c’est à nous d’exercer les actions directes de toute nature pour qu’ils chutent sous nos multiples harcèlements. **Richard**



SOURCES :

Les *Black blocs*.
La liberté et l’égalité se manifestent, Francis Dupuis-Déri, Lux (2003)
Communiqués de *black blocs*

VIOLENCE OU NON-VIOLENCE

« IL EST TRÈS DIFFICILE de savoir laquelle des deux approches – violente ou non violente – est la plus efficace sur le plan politique. Dans ce contexte, les exemples classiques du Mahatma Gandhi et de Martin Luther King sont éclairants. Ces partisans célèbres de l’action directe non violente, à qui l’histoire officielle attribue une grande sagesse politique et morale, sont souvent présentés comme ayant lutté seuls, alors qu’ils étaient engagés dans un vaste mouvement auquel participaient aussi des acteurs politiques qui avaient recours à la violence. Les militants non violents seraient-ils parvenus à chasser seuls, sans la violence de leurs alliés, les colonisateurs britanniques de l’Inde ou à briser la ségrégation raciale aux États-Unis (...). La tension entre tactiques violentes et non violentes est d’autant plus inévitable qu’il est très difficile de s’entendre sur des critères permettant de calculer

l’efficacité d’une manifestation ou d’un mouvement politique. Comment savoir ce que constitue une manifestation réussie ? S’agit-il de se faire voir et entendre par les dirigeants politiques, par les gens dans la rue, par les médias ? S’agit-il de provoquer une certaine dose de perturbation en bloquant le fonctionnement politique ou économique de la ville ou du pays ? (...) Il n’est toutefois pas surprenant que les anarchistes en général et les *black blocs* en particulier aient parfois recours à la force pour exprimer leurs critiques. En effet, toutes les idéologies politiques et même religieuses ont su encourager et justifier la violence de leurs partisans lorsque nécessaire. Les régimes libéraux actuels ont eux-mêmes souvent été établis grâce à une violence qui dépasse de loin l’action directe menée par des militants d’aujourd’hui... »
[Extraits des *Black blocs*, de Francis Dupuis-Déri, édité par Lux en 2003]



DE NOMBREUX ET NOMBREUSES MILITANT-E-S LIBERTAIRES NE SE RETROUVENT PAS DANS DES ORGANISATIONS LIBERTAIRES ROUTINIÈRES. CERTAIN-E-S PRIVILÉGIENT LES GROUPES AFFINITAIRES, QUI N'ÉVITENT POURTANT PAS LES ÉCUEILS DES GROUPES ORGANISÉS.

POLITIQUE ET PLUS SI AFFINITÉS

AUTOUR DES MODES D'ORGANISATION

A LIRE

Détroits n°1
novembre 2007
Téléchargeable sur
<http://infokiosques.net>

Révolutionnaire aujourd'hui
Offensive n° 13 &
Courant alternatif,
hors-série n° 12,
février 2007

DES PLUS DURABLES aux plus éphémères, les formes de regroupement chez les anarchistes sont multiples : coordination, assemblée, collectif, réseau, groupe, organisation, etc. Diverses raisons font que certaines formes sont bien plus connues que d'autres : groupe avec beaucoup de membres, forte visibilité dans les manifs, existence pérenne, réalisation de journaux, production pléthorique de communiqués de presse et/ou d'autocollants... D'autres, parce que plus locales ou mouvementistes, ne sont connues que d'un petit milieu. On peut aussi faire une distinction entre les regroupements spécifiques et ceux qui ont une approche globale. Et puis, il y a les collectifs qui sèment, volontairement ou non, la confusion, s'appelant organisation mais s'apparentant plutôt à un réseau et vice-versa ! Sans oublier ceux et celles qui refusent les étiquettes, mais dont les pratiques et le mode de fonctionnement peuvent être qualifiés de libertaire.

Il est notoire que les organisations politiques ne regroupent qu'une minorité des personnes se définissant comme libertaires. Les nombreuses scissions des organisations de ces dernières années n'entraînent pas, loin s'en faut, une multiplication de leurs militant-e-s ! Nombreux sont ceux et celles qui préfèrent s'organiser dans d'autres types de regroupements, sans parler des individualistes, pour qui toute forme collective est à rejeter puisque niant l'individu-e !

GROUPES AFFINITAIRES, LA SOLUTION MIRACLE ?

Un rempart aux pratiques hiérarchisées et centralisées serait de s'organiser en petits groupes. Un des concepts « à la mode » – c'est même un objet d'étude sociologique ! – chez les anti-autoritaires, et plus largement les « antimondialisation », est de s'organiser en groupes affinitaires. En réalité, revenu à la mode, puisque « l'idée de groupes d'affinité apparaît pour la première fois vers la fin du XIX^e siècle, au sein du mouvement anarchiste espagnol, influencé par Michel

Bakounine qui encourageait la mise sur pied de cercles intimes ». Fondée clandestinement à Valence en juillet 1927, la Fédération anarchiste ibérique (FAI) s'organisa en groupes d'affinité qui se formaient de façon autonome »².

« Un groupe affinitaire est un petit groupe de cinq à vingt personnes qui travaillent ensemble et de manière autonome en vue d'une action directe ou d'autres projets. Vous pouvez former un groupe affinitaire avec vos ami-e-s, d'autres personnes de votre communauté, de votre lieu de travail ou de votre organisation. Les groupes affinitaires permettent aux personnes "d'être" l'action qu'ils désirent voir avoir lieu, en laissant une liberté totale et le pouvoir de décision au groupe affinitaire lui-même. Les groupes affinitaires sont par nature décentralisés et non hiérarchisés et généralement la prise de décision y est basée sur le principe du consensus. »³

Un groupe affinitaire est par définition fermé : il ne fait pas ou peu de « publicité » autour de ses activités, n'a pas de coordonnées pour être joint et ses membres décident entre eux et elles des critères d'inclusion et d'exclusion. Il faut donc être vigilant pour ne pas en faire un outil pour initié-e-s. Un autre risque est la spécialisation des tâches. Un cas singulier pouvant être les services d'ordre, avec leurs pratiques militaristes et machistes. Le nombre réduit de personnes n'est pas un vaccin contre le sexisme et l'homophobie.

Par ailleurs, un fonctionnement informel peut révéler une hiérarchisation implicite importante. Les groupes affinitaires peuvent avoir moins de réflexion que les organisations sur leur fonctionnement, vu qu'il se fait à la volonté de chacun-e. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de pouvoir et de prise de pouvoir. S'il est évident qu'il est plus facile de fonctionner et de prendre des décisions en petits groupes – sans compter la dimension affective et/ou amicale qui est très importante dans les groupes affinitaires qui s'inscrivent dans la durée –, je ne pense pas qu'une masse critique de ces groupes débouchera sur la révolution.

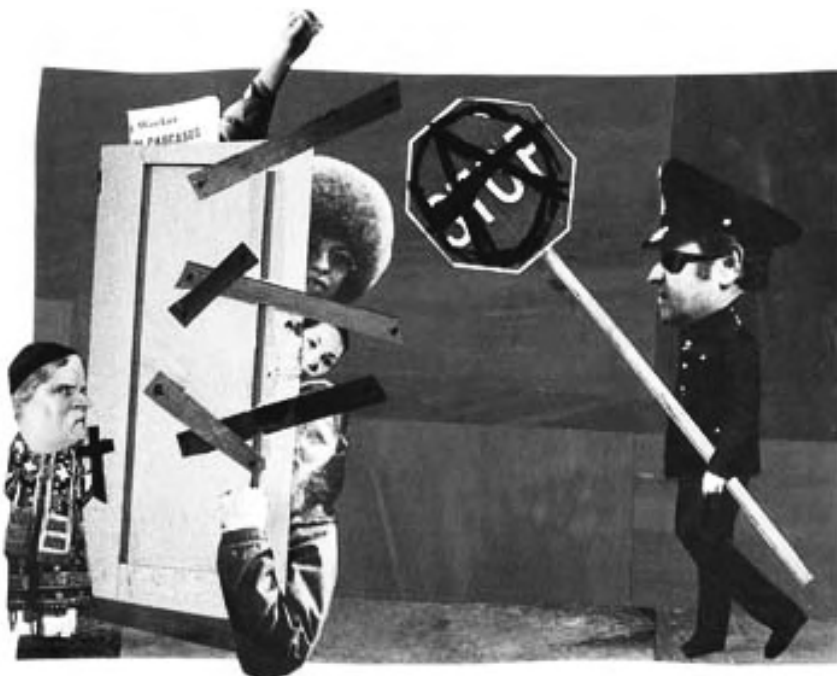
Les questions qui suivent, parues dans *Détroits*, devraient être soumises à l'ensemble des regroupements : « Si nous ne voulons pas nous complaire dans de petits îlots entourés d'un océan d'incompréhension, nous avons besoin d'aller à la rencontre de ceux et celles qui sont aussi précarisé-e-s comme nous mais de mille façons différentes. Alors : comment chercher des allié-e-s ? Il faut avoir quelque chose à leur dire ! Dans quelle mesure les idées que nous avons expérimentées à notre petite échelle peuvent-elles orienter les grands fonctionnements sociaux ? Dans quelle mesure sont-elles insuffisantes, dès lors qu'on change d'échelle ? Dès qu'on passe des relations communautaires, où les partenaires se connaissent, aux relations sociales, où il est impossible que tous les partenaires se connaissent ? La question politique reste pour le moment entière autour de nous. »

Quelle que soit la façon dont on s'organise, il ne tient qu'à nous d'être en permanence vigilant-e-s pour ne pas reproduire toutes les tares de la société dans laquelle nous vivons et de replacer en permanence nos pratiques dans le cadre d'un projet politique global. **Gile**

1. Voir l'encadré p. 30. Si, pour la période de 1945 à 1975, on dispose du livre de Roland Biard, **Histoire du mouvement anarchiste**, pour les trente dernières années, l'histoire reste à écrire...

2. Francis Dupuis-Déri, **Manifestations, altermondialisation et « groupes d'affinité »**. **Anarchisme et psychologie des foules rationnelles** (contribution pour le colloque « Les mobilisations altermondialistes », 2003).

3. **The Melbourne Activist's Cook Book**, traduction en français publié sur le site Internet <http://endehors.org/>.





DOSSIER

SE DÉPARTIR D'ÊTRE DES ANARCHISTES DOCTRINAIRES, PURISTES ET DOGMATIQUES SUPPOSE, AU-DELÀ D'UNE DÉCLARATION SENTENCIEUSE, DE DÉCRIRE CONCRÈTEMENT LES FORMES DE PRAGMATISMES QUI ANIMENT LES MILITANT-E-S DE L'OLS (OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE). COMMENT NOTRE SENSIBILITÉ POLITIQUE SE CONSTRUIT-ELLE ?

ANARCHISME PRATIQUE ET PRATIQUE DE L'ANARCHISME

QUE LES CHOSES soient claires: nous ne cherchons pas un étiquetage politique à tout prix. Ceci étant dit, la filiation de notre groupe avec la longue histoire de l'anarchisme est indéniable. Toutefois, comme on peut s'en rendre compte à la lecture des vingt-trois numéros d'*Offensive* parus à ce jour, les pages sont loin d'être noircies uniquement par des auteur-e-s estampillé-e-s «anar». Il nous a semblé nécessaire, à travers ce texte, de revenir sur le projet de l'OLS, groupe-comète dans la galaxie libertaire, pour expliquer le sens de l'ouverture de notre revue, comme de la diversité de nos engagements, si on les resitue au regard de notre relation à l'anarchisme.

RENOUVELER L'ANARCHISME ?

À quoi bon, dirons certain-e-s... L'anarchisme, comme doctrine révolutionnaire aurait fait son temps et prouvé ses limites... Envisagé comme mouvement politique historique, l'anarchisme a pourtant engagé directement la vie de millions de personnes à travers le monde. Il a sans doute été de tous les courants révolutionnaires du XIX^e siècle, celui qui a porté aux plus belles réalisations d'émancipation sociale. Il n'a pas succombé aux violentes contradictions internes qui ont pu secouer son histoire, notamment lors de la révolution espagnole avec l'épisode des ministres anarchistes. Quoi qu'il en

soit, ces expériences résonnent comme des références. L'anarchisme s'est développé sous différentes formes: insurrectionnel, syndicaliste, prônant l'action autonome de la classe ouvrière, ou encore individualiste, avec une vision éducationniste du changement social. L'ensemble des courants de l'anarchisme ont en commun outre la condamnation du pouvoir et des modèles autoritaires de changement social, de concevoir l'État comme un appareil d'oppression¹. Toutefois, d'autres mouvements que l'on qualifiera rapidement de «marxistes libertaires» ont déroulé tout au long du XX^e siècle des théories et des pratiques anti-autoritaires. Ainsi, le communisme de conseil ancre sa pratique révolutionnaire sur la dynamique des conseils ouvriers, organes de démocratie directe piliers d'une société émancipée. Le conseilisme – ou communisme de gauche – influencera directement de nombreux groupes comme Socialisme ou Barbarie, Information Correspondance Ouvrière² dans les années 1950-1960, puis de larges pans de «l'autonomie» des années 1970-1980. Les situationnistes se construisent également à partir de ce courant, l'articulant de manière originale avec une vive critique du Travail, liant subversion et révolution de la vie quotidienne. Toutes ces dynamiques, qui constituent aujourd'hui des points d'appui à l'élaboration d'une praxis radicale organisée,

1. Ce qui distingue fondamentalement les anars des léninistes, stalinien ou trotskistes.

2. Concernant ces deux groupes voir *Offensive* n° 20 et 21.

3. *Anarchisme et changement social*, Gaetano Manfredonia, ACL, 2007.



ne se sont pas constituées indépendamment les unes des autres, de manière étanche. Elles sont le fruit de va-et-vient, de rencontres, d'échanges et de ruptures, d'incompréhensions et de rapprochements, de clashes – parfois violents –, de dépassement surtout.

Et pour opérer ce travail de dépassement sans se heurter à l'écueil du dogmatisme, il apparaît nécessaire, à l'instar de ce que propose Gaetano Manfredonia³, de se nourrir de l'histoire politique non simplement comme celle des idées ou des mouvements, mais bien comme celle des pratiques. C'est la condition d'une appropriation critique de l'anarchisme et des apports des courants anti-autoritaires : on se nourrit des pratiques de l'anarchisme, comme on se nourrit de l'expérience des conseils. On y trouve des saveurs, on en cuisine d'autres, on trouve l'inspiration. Mais on digère, et en digérant on élimine aussi. Les concepts et les principes libertaires (autogestion, fédéralisme, démocratie et action directe, mandatement révocable, critique du pouvoir, etc.) sont des ingrédients, mais en aucun cas la recette.

UN ANARCHISME PRATIQUE

Reformuler une praxis libertaire suppose de s'ouvrir à nombre d'expériences mettant en place des modes de fonctionnement et d'action horizontaux, de *facto*, sans se réclamer du communisme autogestionnaire ou d'une quelconque idéologie. La période récente, et particulièrement celle dans laquelle se situe l'engagement de la majorité des membres de l'OLS – soit les années 1990-2000 – fourmille de mouvements auto-organisés, rupturistes de part les tentatives de développement d'une démocratie directe, mais aussi par la mise en place d'espaces d'expérimentations sociales. Nous pensons ici évidemment aux vagues successives qui ont pu agiter les universités et les luttes d'une certaine jeunesse hexagonale, ainsi qu'aux luttes de chômeurs-euses et précaires. De manière de plus en plus systématique, les mouvements de ce type se caractérisent non seulement par une structuration en assemblée et coordination, mais aussi par des occupations de lieux physiques pour vivre la lutte et se projeter *hic et nunc* dans d'autres rapports sociaux, d'autres modes de relations ou de « vivre ensemble » : occupation de facs, squats, etc.

Occuper ou ouvrir un lieu devient d'ailleurs une condition nécessaire pour structurer la conflictualité dans le temps pour des mouvements qui naissent et s'épanouissent en dehors des appareils politiques ou syndicaux. Car la force de l'autonomie politique que se donnent les acteurs contient sa part de faiblesse : la spontanéité revendicative court le risque de se dissoudre rapidement si elle ne se donne pas les moyens de son

« Reformuler une praxis libertaire suppose de s'ouvrir à nombre d'expériences mettant en place des modes de fonctionnement et d'action horizontaux, sans se réclamer du communisme autogestionnaire ou d'une quelconque idéologie. »

rebond, à travers des espaces de convergence certes, mais aussi des journaux, des collectifs plus formalisés parfois. Nous regardons de même vers d'autres mouvements issus du salariat qui ont travaillé à se donner des formes organisationnelles indépendantes des centrales syndicales, contestant justement le « centralisme démocratique », à travers la mise en place de coordinations ou de comités de base : cheminot-e-s, infirmier-e-s, etc. autant de corporations qui ont bousculé les savoir-faire autoritaires, même s'il a toujours été extrêmement compliqué d'une part, de faire se rencontrer ces franges de rébellion avec celles issues d'autres sphères sociales comme les étudiant-e-s et lycéen-ne-s, ou les chômeurs-euses, d'autre part de pratiquer des luttes inter-corporations ou ouvertes à la population dite des « usager-e-s ». Si on déplace le regard, comment ne pas évoquer notre sensibilité à la contestation argentine des années 2000 ou à la commune de Oaxaca au Mexique ? Typiquement, dans ces cas, la conflictualité s'est ancrée sur la valorisation et la multiplication des formes d'auto-administration des luttes, mais aussi de la vie quotidienne. Ainsi, le mouvement argentin des assemblées a dépassé le cadre de l'organisation de la palabre et de la décision pour aller vers la création de coopératives de quartier, visant notamment à socialiser les ressources liées à la production de biens de base. Et comment ne pas percevoir dans la pratique de la récupération des entreprises par les travailleuses le fil d'une dynamique autogestionnaire et autonome ?

CHANGER LE MONDE SANS PRENDRE LE POUVOIR

L'UNE DES CHOSES surprenante et intéressante de l'ouvrage de John Holloway, **Changer le monde sans prendre le pouvoir**, est l'appartenance à la pensée marxiste de l'auteur. Inspiré par la lutte zapatiste, il rompt avec une certaine tradition marxiste. « Même si le mouvement s'en défend, l'objectif d'obtenir le pouvoir suppose immanquablement une instrumentalisation de la lutte. La lutte a un objectif : la conquête du pouvoir politique. La lutte devient le moyen d'atteindre cet objectif. Dès lors, les éléments qui ne contribuent pas à cet objectif sont considérés comme secondaires ou tout simplement niés et une hiérarchisation des luttes est créée. Cette instrumentalisation /hiérarchisation alimente parallèlement un appauvrissement de la lutte. Quand le monde n'apparaît qu'à travers le prisme de la conquête du pouvoir, de nombreuses luttes, de

nombreuses expressions de refus du capitalisme, de nombreuses manières de lutter pour nos rêves d'une société simplement différente sont « filtrées » et occultées. Nous apprenons à les supprimer et à nous amputer ainsi d'une partie de nous-mêmes. Au sommet de la hiérarchie, nous apprenons à mettre celles de nos activités qui contribuent à « faire la révolution », et tout en bas, nous plaçons les frivolités personnelles, comme les relations affectives, la sensualité, le jeu, le rire, l'amour. La lutte des classes devient puritaine. Il faut, en effet, supprimer la frivolité, puisqu'elle ne contribue pas à l'objectif central. La hiérarchisation de la lutte passe par une hiérarchisation de nos propres existences et, dès lors, de nous-mêmes. Le parti est la structure organisationnelle qui exprime cette hiérarchisation de la manière la

plus évidente. La forme du parti, qu'il soit avant-gardiste ou parlementaire, présuppose une organisation adaptée à l'État et n'a pas de sens en dehors de lui. Le parti devient, de fait, un moyen de discipliner la lutte des classes, pour subordonner les innombrables formes de luttes de classes à l'objectif central de parvenir au pouvoir d'État. L'établissement d'une hiérarchie dans les luttes s'exprime habituellement sous la forme du programme du parti. Cet appauvrissement instrumentalisé de la lutte ne se retrouve pas seulement dans des partis ou des tendances en particulier (comme le stalinisme, le trotskisme ou d'autres). Il est inhérent à l'idée même que l'objectif principal du mouvement réside dans la conquête du pouvoir politique. »
Extrait de **Changer le monde sans prendre le pouvoir**, John Holloway, Syllepse/Lux, 2008.



« LES MOUVEMENTS SONT FAITS POUR INSTRUIRE » : LA COMMUNAUTÉ CONTRE L'AVANT-GARDE

Il ne s'agit pas de rester béat devant l'ampleur et la vigueur de ces expériences, bien qu'elles forcent le respect. Il s'agit de mettre à l'épreuve notre culture libertaire, nos conceptions et ressentis, tant au sein des luttes dans lesquelles nous nous insérons, que dans le récit et l'appropriation de ces pratiques plus lointaines et moins accessibles directement. C'est en grande partie le sens du travail que nous réalisons à partir de la revue *Offensive*. Le numéro 15, intitulé « autonomie, démocratie directe » procède de ce retour critique sur les pratiques d'auto-organisation des luttes, en questionnant notamment les limites de la démocratie assemblée, et en mettant au jour des obstacles difficiles à négocier. Car il ne s'agit pas de construire un positionnement « moral » niant, par exemple, les phénomènes de prise de pouvoir par différents processus comme la violence verbale, le machisme ou encore le noyautage, voire la reproduction de hiérarchies dans les lieux ou entreprises auto-administrés. Il s'agit au contraire de se saisir de ces concrétisations pour interroger et déconstruire les mots d'ordre anarchisants, d'en relativiser le contenu, le souci permanent étant leur opérationnalité pour une lecture du monde et leur capacité d'appropriation collective.

Cette approche revêt nécessairement les habits de l'humilité : nous ne souhaitons pas être des donneurs-euses de leçon, défendant une supposée pureté radicale dont seul-e-s les anarchistes et les authentiques communistes seraient héritiers, propriétaires et légataires. Comme l'annonçait clairement un article paru dans *Offensive* n° 16 à propos des luttes contre le CPE⁴, « les mouvements sont faits pour instruire ». Ils ne sont pas un terrain de jeu pour y imposer des façons de voir ou de faire, et dénoncer comme « réformiste », voire « réac' », le tâtonnement du plus grand nombre dans la définition des modalités d'une lutte non-confisquée par les directions politico-syndicales. Les comportements avant-gardistes sont nuisibles et révèlent un rapport au monde instrumental et fantasmatique, bref un rapport au monde détestable du militant, révolutionnaire, activiste.

Les mouvements instruisent donc, et transforment la communauté par les liens qu'ils créent ou resserrent, comme par les modes de communication qu'ils développent. On ne parle pas ici des technologies qui équipent la discussion, mais bien de la manière dont se structurent le bavardage et le débat. L'horizontalité des échanges laisse des traces une fois les luttes éteintes, et en tout cas alimente une sensibilité sociale anti-autoritaire, de prise en main directe et de défiance vis-à-vis des pouvoirs.

UN ANARCHISME SOCIAL SUR DES FRONTS MULTIPLES

L'OLS se situe nettement dans ce que l'on peut nommer « l'anarchisme social », c'est-à-dire un anarchisme ancré dans la lutte des classes, impliqué dans les mouvements sociaux, et d'inspiration communiste libertaire. Ce positionnement, loin d'être purement idéologique comme nous l'expliquions ci-avant, se nourrit de la multiplicité des pratiques anti-autoritaires et autogestionnaires. À travers la revue *Offensive* et nos interventions dans les collectifs de lutte, nous tentons de reformuler « publiquement » notre travail de réflexion et de le socialiser. Par ailleurs, la dimension sociale de « notre » anarchisme ne signifie pas que nous nous limitons à une vision figée du capitalisme, comme système d'oppression économique contenant tous les autres systèmes d'oppression. D'abord, ce système a évolué et nous démontrons régulièrement combien la dimension technologique du libéralisme a pris de l'ampleur, redessine fondamentalement la vie sociale et le rapport capital/travail, et nous dépossède toujours plus de nos savoir-faire et savoir-être, rognant patiemment nos faibles marges d'indépendance et d'autonomie. Nous faisons largement dans ce cadre la promotion de luttes spécifiques contre la tyrannie technologique, en collaboration avec d'autres collectifs qui ne se revendiquent pas nécessairement de l'anarchisme.

Nous portons la même attention à décrypter les mutations du salariat, sa (re)précarisation et développons en lien avec des groupes d'action des combats tant défensifs (harcèlement des pôles emploi par exemple), qu'offensifs et (ré)inventifs (transports gratuits à travers une mutuelle des fraudeurs, autoréductions dans les supermarchés), etc.

Ensuite, une de nos implications majeures se situe dans le champ de l'antisexisme. Là, que ce soit à travers la participation à des collectifs contre le publisexisme⁵ ou d'autres structures féministes, nous portons une vision des rapports sociaux de sexe qui invite à la déconstruction du genre, à sa dénaturalisation. Dans cette optique, si on peut sans mal constater que le capitalisme s'appuie sur les discriminations liées au patriarcat pour assurer son développement, la construction sociale du machisme dépasse largement le système économique. Aussi, ayant bien évidemment conscience du monde dans lequel nous vivons et des contraintes qu'il fait peser sur les rapports sociaux, notre questionnement ne se limite pas à espérer la fin de tous nos maux avec la destruction du capitalisme (sic) mais plutôt à revisiter tout un ensemble de sphères et de faits sociaux pour comprendre les ressorts qui assurent la permanence/pérennisation du patriarcat : invisibilisation du travail domestique, marchandisation et utilisation des corps, normes et sexualités, etc.

Encore une fois, ces réflexions et interventions ne sont pas menées de manière sectaire, dans notre coin, mais au contact de celles et ceux qui affrontent cette problématique, tant qu'ils/elles ne sont pas des politicien-ne-s cadennassant l'émancipation à des ambitions partidaires ou institutionnelles. Nous vivons une époque particulièrement critique où les modèles anciens sont d'un secours limité pour orienter l'action présente. Si la complexification du système ne nous effraie pas, une praxis anarchiste ne peut se fonder aujourd'hui que sur le doute. On ne peut cependant conclure à l'invalidation totale du projet libertaire. Plus que jamais, nous souhaitons participer à l'élaboration collective de nouveaux apports intellectuels et pratiques, comme autant de munitions pour la guerre sociale. **R.S., OLS Marseille**

4. CPE: contrat première embauche, projet contesté et finalement partiellement enterré qui visait à payer 20% en dessous du salaire minimum légal.

5. Publisexisme: comprendre publicité sexiste.

LES LIBERTAIRES NE SONT PAS LES SEUL-E-S À DÉVELOPPER LEURS IDÉES ET PRATIQUES. D'AUTRES MOUVEMENTS NE CONSIDÉRANT PAS L'AFFIRMATION DE LIBERTAIRE COMME NÉCESSAIRE, OU NE S'Y RECONNAISSANT PAS DÉVELOPPENT DES PRATIQUES QUI NOUS INTÉRESSENT AU PLUS HAUT POINT. FX DÉVELOPPE CETTE IDÉE À TRAVERS L'EXPÉRIENCE ZAPATISTE...

LE MOUVEMENT ZAPATISTE

UNE SOURCE D'INSPIRATION POUR LES LIBERTAIRES



AGIR

COMITE DE SOLIDARITE AVEC LES PEUPLES DU CHIAPAS EN LUTTE

www.cspcl.ouvaton.org
cspcl@altern.org

LE MOUVEMENT ZAPATISTE a suscité, depuis son apparition au grand jour du 1^{er} janvier 1994, beaucoup d'intérêt et de solidarité dans le milieu libertaire. Le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte a été fondé en grande partie par des camarades libertaires et se réunit toujours dans les locaux de la CNT. Des collectifs comme ceux de Barcelone, d'Hambourg ou d'Athènes regroupent également beaucoup de personnes de pensée libertaire.

Les raisons qui ont suscité cette solidarité sont à la fois multiples et évidentes quand on s'intéresse au fonctionnement des zapatistes, qu'il s'agisse de sa partie militaire, l'EZLN, ou de sa partie civile, à travers l'organisation des communautés en résistance.

L'Armée zapatiste de libération nationale, née en 1983 de la rencontre de militants de pensée marxiste venus des villes pour créer un foyer de guérilla et des paysans indiens du Chia-

que nombre de ses devancières, son fonctionnement reste à ce titre hiérarchisé et vertical. C'est donc du côté de la composante civile du mouvement zapatiste que nous, libertaires, pouvons trouver les éléments les plus intéressants.

L'organisation des communautés autonomes zapatistes représente incontestablement l'expérience la plus large et la plus longue de la mise en œuvre d'une autogestion. Jamais un système autogéré aussi complet (autogouvernement, système de santé, d'éducation, de production, etc.) n'a été mis en pratique sur une période aussi longue (quinze ans maintenant) par autant de personnes (des centaines de milliers).

Les principes qui sous-tendent ce projet ne peuvent que nous intéresser, nous, libertaires : des responsables qui sont nommé-e-s en assemblée générale avec des mandats révocables et tournant rapidement. Il est même assumé qu'avec la rapidité avec laquelle les mandats tourne cela génère une perte



pas, héritiers d'une culture alliant fonctionnement collectif et prise de décision en assemblée, marque une nette rupture avec les mouvements révolutionnaires d'Amérique latine des années 1970 et 1980. Très loin de la pratique avant-gardiste, de la lutte pour la prise du pouvoir de ces mouvements marxistes, l'EZLN surprend et séduit par ses slogans novateurs : « Commander en obéissant », « Nous nous sommes faits soldats pour qu'il n'y ait plus de soldats », etc., changent des stéréotypes des mouvements révolutionnaires latino-américains. Leur lutte pour la reconnaissance des droits et des cultures indiens, oubliés, spoliés après cinq cents ans de colonisation, leur discours de plus en plus radicalement anticapitaliste appelant à la jonction de tous ceux qui luttent « en bas, à gauche » ne peut que trouver des résonances chez les libertaires. Le titre d'un livre de John Holloway, *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, correspond parfaitement à la pratique zapatiste. *Loin de vouloir homogénéiser les luttes, loin de vouloir accaparer le pouvoir et de vouloir avoir une position dominante sur les mouvements sociaux, les zapatistes proclament que la force de ceux-ci réside dans leur diversité. C'est de cette richesse, de la jonction entre toutes ces résistances, que naîtra la possibilité de construire une alternative au capitalisme.*

L'EZLN reste malgré tout nécessairement, de fait, un mouvement militaire. Et, si elle nous est beaucoup plus sympathique

d'efficacité. D'un autre côté, cela évite toute possibilité de corruption, de bureaucratisation. Ainsi, beaucoup exerçant une charge à un moment, la connaissant, sont plus à même de contrôler ceux qui à leur tour exercent cette charge. Les programmes de santé et d'éducation sont décidés par les communautés. Ce sont les habitant-e-s des villages elles et eux-mêmes qui décident en fonction de ce qu'ils et elles estiment avoir besoin. Ce qui génère d'ailleurs des différences d'orientation entre les zones, même si les grandes lignes sont communes. Il y a un refus de la spécialisation, celles et ceux qui remplissent les fonctions d'instituteurs, de dentistes, de responsables de coopératives, le font sans salaire et continuent à travailler leur champ. C'est considéré comme un service rendu à la communauté.

Bien sûr, tout est loin d'être parfait. Mais il s'agit d'un processus non figé, empirique, évoluant au fur et à mesure de l'expérience acquise par la mise en pratique de l'autogestion. Je terminerai en soulignant que la solidarité avec les communautés zapatistes est plus nécessaire que jamais. Celle-ci, avec le temps et la distance, a tendance à s'étioler. La pression (militaire ou à travers des programmes de contre-insurrection civile, du gouvernement mexicain pour en finir avec cette expérience prouvant qu'une alternative au monde capitaliste) est possible est de son côté plus forte que jamais. FX

LA PEUR DU MILITANTISME, DE L'ENRÔLEMENT ET PLUS GLOBALEMENT DE L'ENGAGEMENT, A DÉSORMAIS CONTAMINÉ LES MILITANT-E-S EUX-MÊMES, QUI PEINENT À REVENDIQUER LEUR APPARTENANCE ORGANISATIONNELLE. POURTANT IL N'Y A RIEN DE PLUS TRISTE QUE DE SE RÉSIGNER ET SE LAISSER GAGNER PAR LE REFUS DU POLITIQUE.

LE TECHNOLIBÉRALISME CONTRE L'ORGANISATION POLITIQUE



PREMIER MAI 2009: nous sommes plusieurs membres et sympathisants d'Offensive à distribuer des tracts lors de la manifestation parisienne. De nombreuses personnes tendent la main avec curiosité ou sympathie, mais les «jeunes manifestants» se montrent bien plus réticents à se saisir du tract, y compris dans les rangs du cortège anarchiste. Rien d'étonnant à cela. Cela fait maintenant plusieurs années que les effets de la dépolitisation générale de la société se font ressentir jusque dans les groupes militants. S'il est aujourd'hui aisé de se présenter comme anarchiste, et de convoquer involontairement Léo Ferré, la guerre d'Espagne et le A cerclé à l'évocation de cette filiation politique, il est par contre de moins en moins bien accepté d'avoir affaire à des «militants», qu'ils fassent partie de la gauche radicale ou non. Le reflux entamé avec la fin des années 1970 et la critique situationniste du militantisme, vu comme le stade suprême de l'aliénation, se fait aujourd'hui pleinement sentir: il faut «discuter», mais ne surtout pas débattre. «Échanger», mais ne pas tenter de convaincre, au risque de passer pour un-e illuminé-e sectaire tentant d'évangéliser les foules. Après tout, il est bien plus confortable de s'organiser entre personnes éclairées, par groupes affinitaires, au gré de «rencontres», de «concerts» et de «manifestations spontanées», plutôt que d'affronter le regard et le discours des autres lors d'assemblées, de comités de luttes et de grèves. Bien plus acceptable de s'identifier à un anarchisme culturel, identitaire, et de se présenter comme une «bande de potes», plutôt que de défendre la libre association à des fins politiques. La peur du militantisme, de l'enrôlement et plus globalement de l'engagement, a désormais contaminé les militants eux-mêmes, qui peinent à revendiquer leur appartenance organisationnelle.

Le militant serait un être triste et austère, encore englué dans les contraintes de la société capitaliste. Pourtant il n'y a rien de plus triste que de se résigner et se laisser gagner par le refus du politique, directement hérité de l'idéologie technolibérale.

L'AFFINITAIRE CONTRE LA POLITIQUE ?

Comme le rappelle Jean-Claude Michéa², il n'y a de politique que lorsqu'il m'est donné de vivre, de composer, avec des personnes que je n'ai pas préalablement choisies: ainsi de la population de Plogoff qui lutte contre l'installation d'une centrale nucléaire, de la vie locale qui s'organise au sein du quartier de la Croix-Rousse à Lyon, ou d'une assemblée fédéraliste constituée des différents mandatés des communes libertaires qui la composent. Or, ce qui se joue aujourd'hui n'est autre que le fantasme d'une sociabilité du zapping³, d'un autrui duquel on peut se déconnecter d'un simple clic, c'est-à-dire d'un lien social fondé non plus sur du politique, mais sur de l'affinitaire. L'idée n'est pas tant d'opposer le politique et l'affinitaire que de considérer que s'il est légitime qu'au sein du politique émerge parfois de l'affinitaire (et réciproquement), lorsque le politique prend le pas entièrement sur l'affinitaire (comme ce fut le cas dans certains courants politiques, notamment le maoïsme) ou à l'inverse lorsque l'affinitaire prétend recouvrir la totalité du lien social et du politique (ce que nous vante par exemple Facebook, ou, sous une autre forme, les hallucinés convaincus d'une *Insurrection qui vient*, qui se targuent d'être une bande, voire une mafia), il s'agit d'une emprise potentiellement totalitaire.

Pas question ici de dénoncer le spectre du flicage absolu, tant la critique libérale (parfois dite «de droite») de la police est

1. Voir l'article à ce sujet dans ce même dossier, pp. 34-36.
 2. Jean-Claude Michéa, **Impasse Adam Smith**, Climats (Sisyph), 2002, pp. 112-113.
 3. Matthieu Amiech et Julien Mattern, **Le cauchemar de Don Quichotte. Sur l'impuissance de la jeunesse d'aujourd'hui**, Climats (Sisyph), 2004, p. 115.
 4. Voir l'article dans ce même dossier «Même les bornes ont des... limites», pp. 20-21.
 5. **À Corps perdu n°1**. La version Web de cet indigeste papier peut être trouvée sur <http://acorpsperdu.wiki-dot.com/textes-et-articles>.
 6. Ernst Friedrich Schumacher, **Small Is Beautiful. Une société à la mesure de l'homme**, Seuil, 1979.

LES ORGANISATIONS LIBERTAIRES

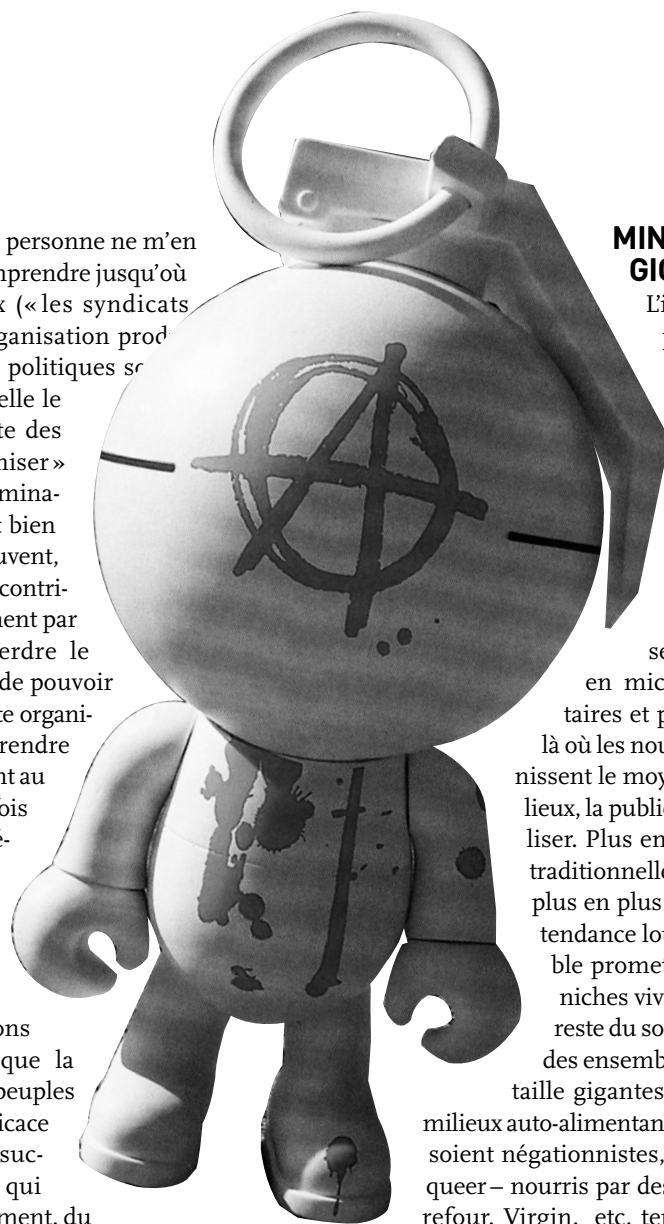
LA FÉDÉRATION ANARCHISTE (FA) est la plus ancienne des orga⁴ libertaires. Elle est créée en 1953, par les personnes parties ou expulsées de la première Fédération anarchiste (devenue Fédération communiste libertaire, 1945-1956). Elle édite le seul hebdomadaire anarchiste, **Le Monde libertaire**, et a créé, dans la région parisienne, **Radio libertaire** en 1981. Des groupes partis de la FA en 2002, puis en 2003, forment la **Coordination des groupes anarchistes (CGA)**, voulant «redéfinir comment (...) intervenir en tant qu'anarchistes dans la société». **L'Organisation communiste libertaire (OCL)**, issue de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA), voit le jour en 1976. Elle

s'affirme, entre autres, mouvementiste, prônant dans les luttes «la priorité aux structures de base». Une autre fraction de l'ORA a créé l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL), avant de se transformer en 1991 en **Alternative libertaire (AL)**. Ses militant-e-s sont très actifs dans les syndicats. Le **Réseau No Pasaran** existe depuis 1992, et puise ses racines dans les Scalp nés en 1984. Venu de l'antifascisme radical, le réseau a élargi son intervention aux idées libertaires. En 2003, une scission fonde **Offensive libertaire et sociale (OLS)**, qui édite le journal que vous avez entre les mains et dont vous pouvez lire la déclaration de création en page 2! À noter que l'OLS et l'OCL sont les seuls groupements

libertaires à collaborer de manière régulière l'organisation annuelle de rencontres libertaires et la publication de deux numéros communs.

À ce paysage français, qui compte six organisations et un certain nombre de groupes libertaires locaux non affiliés à ces structures, il convient de citer la **Confédération nationale du travail (CNT)**, dite CNT-F ou CNT Vignoles, dont l'engagement oscille entre appartenance au milieu syndical et mouvement libertaire, et une scission de celle-ci datant de 1993: la **Confédération nationale du travail (CNT-AIT)**.

répandue (« je fais ce que je veux, et personne ne m'en empêchera »). Il s'agit plutôt de comprendre jusqu'où les réflexes faussement radicaux (« les syndicats sont tous des pourris », « toute organisation prod des enjeux de pouvoir », « tous les politiques se salauds », etc.) font à l'heure actuelle le jeu de la dépolitisation, de la perte des savoir-faire et des « savoir-s'organiser » ensemble, et donc, *in fine*, de la domination et de l'exploitation. L'idée n'est bien sûr pas de réfuter le fait que bien souvent, les syndicats, après avoir largement contribué à lancer un mouvement, cherchent par tous les moyens à ne pas en perdre le contrôle, ni qu'il existe des enjeux de pouvoir terriblement violents au sein de toute organisation, etc. Mais il faut bien comprendre que ces mécanismes, parce qu'ils sont au cœur de l'agir collectif, en sont à la fois la condition de possibilité et la conséquence directe. Dès lors, imaginer supprimer toute organisation un tant soit peu pérenne sous couvert de spontanéisme bon teint, c'est vouloir du même coup supprimer les capacités de mobilisations qui lui sont propres. Et croire que la « révolte naturelle et viscérale » des peuples opprimés sera autant, voire plus efficace en terme de luttes sociales, c'est succomber aux sirènes médiatiques qui cherchent toujours à voir de l'événement, du nouveau, du spontané, du jamais-vu là où de nombreuses organisations plus ou moins reconnues ont longtemps participé à la création d'une lutte. Qu'il s'agisse des anti-pub de 2003, du CPE en 2006 ou plus récemment du LKP, ce sont bien souvent les associations, organisations ou syndicats qui mettent le pied à l'étrier du mouvement, pour bien évidemment ensuite vouloir conserver la mainmise sur celui-ci. Difficile de supprimer les uns sans éradiquer les autres. Plus encore, la mythologie contemporaine du spontanéisme autonome, dont le comité invisible constitue le haut de la vague, fait la part belle à l'idéologie technolibérale du « s'il n'est-pas-immédiatement-d'accord-avec-moi-alors-c'est-un-en-nemi » : que le sujet du désaccord soit l'insurrectionnalisme, la vie dans mon quartier, la politique israélienne ou l'installation d'une borne wifi sur la place publique revient au fond au même, si tout le monde en vient peu à peu à être convaincu que l'essence du politique (le débat collectif, la composition avec des personnes *a priori* éloignées de nos opinions, etc.) est trahison d'un soi fantasmé tout-puissant, qui aurait forcément raison. Un obscur collectif a cru malin de publier un article intitulé « Dix coups de poignards à la politique »⁵, qui précise fort à propos que la politique est nuisible, notamment parce qu'elle est l'art de la médiation, de l'accommodement, etc. À moins de rester cloîtré-e et seul-e face à son écran, à insulter par forum interposé toute personne qui diverge de nos opinions, comment imaginer vivre ensemble sans s'accommoder les un-e-s des autres, sans mandaté-e-s qui prennent en charge les aspects de la vie en commun dont tout le monde ne peut pas s'occuper *en continu*, etc.



MINORITÉS OU GIGANTISME ?

L'idéologie technolibérale qui produit la dépolitisation générale rend invisible la tendance actuelle, extrêmement forte, qui consiste à encenser les minorités. Le capitalisme contemporain se fonde toujours plus sur la minorisation et la segmentation de la société en micro-espaces communautaires et purement affinitaires. Et là où les nouvelles technologies fournissent le moyen de cimenter ces non-lieux, la publicité se charge de les canaliser. Plus encore, toutes les activités traditionnellement collectives sont de plus en plus éclatées, au point que la tendance lourde qui se dessine semble promettre un monde divisé en niches vivaces et imperméables au reste du social, le tout chapeauté par des ensembles techno-industriels de taille gigantesque (en gros, des petits milieux auto-alimentant leurs obsessions – qu'ils soient négationnistes, basketteurs, rockers ou queer – nourris par des Google, Facebook, Carrefour, Virgin, etc. tentaculaires et tout-puissants). Les milieux de l'édition, aussi bien que du cinéma, du spectacle vivant ou de l'épicerie, voient fleurir les niches de distribution au moment où les monopoles technocratiques et industriels mettent au pas toutes les structures de taille moyenne. Or, la démocratie ne se nourrit pas de communautés incommensurables et radicalisées en tous sens. On

« le refus du politique est directement hérité de l'idéologie technolibérale »

ne peut espérer lui donner un jour du sens qu'à l'aide de structures « moyennes », qu'elles soient sociales, politiques, économiques, etc. Et ce à l'inverse de la tendance du monde contemporain qui extrême les tailles viables économiquement et socialement : minuscules ou gigantesques. « Small is beautiful », pensaient certains. « Agir local, penser global », disaient d'autres. Nous pensons davantage qu'il faut désormais être capable de penser « moyen », et que s'il faut juger quelque chose de positif, victorieux et digne d'espoir, c'est-à-dire de révolutionnaire, puisque toutes les tendances actuelles du capitalisme technologique concourent à le briser, c'est justement ce que recouvre le terme impropre et nébuleux de « moyen ». La démocratie à trois, voire à dix, est une affaire bien trop personnelle. À plusieurs millions, elle est nécessairement purement gestionnaire et technocratique. Seule une société « à la mesure de l'homme »⁶ peut permettre d'envisager l'exercice d'une *vraie* démocratie.

Anne Quadri et Guillaume Carnino





LA QUESTION SOCIALE
EST AU CŒUR DU
MOUVEMENT ANARCHISTE,
SANS QU'IL EXISTE UNE
UNITÉ AUTOUR DE
CETTE QUESTION.

DOSSIER POUR UN ANARCHISME SOCIAL LA LUTTE, C'EST CLASSE... CONTRE CLASSE

SOUTENIR LA LUTTE des classes a vite fait de vous identifier à l'idéologie marxiste. Il est vrai que ce concept est central dans cette pensée, faisant de la lutte des classes le moteur de l'histoire. Les anarchistes ne présentent pas une unité idéologique sur cette question.

CONTRE LA LUTTE DES CLASSES

Les courants individualistes voient dans la lutte des classes une forme d'oppression de l'individu. Rappelons que l'anarchisme a permis cette libération de l'individu, alors opprimé par la communauté, le groupe... À l'heure de l'individu-roi, de l'individualisme libéral, il est vrai que cette victoire a un goût amer, mais elle a constitué une avancée. Souvent, cette position anarchiste préfère penser que la libération se fera de manière individuelle, plutôt que par la lutte de groupes socialement déterminés. Riche ou pauvre, opprimé ou oppresseur, peuvent passer à l'anarchisme, par conviction. Ce point de vue amène à faire un gros travail de propagande sur l'anarchisme, car ce n'est pas la position sociale, les luttes qui amènent vers l'anarchisme, mais la prise de conscience, l'éducation, la pédagogie. Enfin, on peut l'oublier aujourd'hui, mais l'opposition à la lutte des classes cachait après 1945 une opposition farouche au marxisme – que certain-e-s confondaient gaïement avec le communisme d'obédience soviétique.

Pour Jean-Marc Raynaud, les francs-maçons ont aussi contribué au sein de la Fédération anarchiste au refus de la lutte des classes. Il témoigne: «Je fais partie de cette génération de

militants de la FA qui a dû batailler ferme contre ces gens-là [les francs-maçons], pour réussir à faire entériner par l'organisation que l'anarchisme social, sans nier l'importance des "positions d'esprit" susceptibles d'amener des nobles comme Bakounine à rejoindre les rangs des damnés de la terre, avait, avant tout, une connotation de classe. Il nous a fallu des années et des années pour que la FA reconnaisse cette évidence qu'est la lutte des classes. [...] C'est un fait, aujourd'hui, à la FA, il est encore quelques francs-maçons "honteux", qui font de la résistance clando en réseau et ne désespèrent pas d'imposer leurs vues républicanistes interclassistes.»¹

POUR LA LUTTE DES CLASSES

Mais, historiquement, l'anarchisme trouve aussi ses racines dans le mouvement ouvrier du milieu du XIX^e siècle. Les libertaires participent à la première internationale, créée à Londres en 1864. Des conflits y opposent marxistes et anti-autoritaires (proudhoniens, bakouninistes, etc.), notamment sur la question de l'État. Les libertaires se retrouveront dans la création de la CGT, des bourses du travail... C'est aussi le courant anarcho-syndicaliste qui se développe, avant de décliner du début de la guerre de 14-18 jusqu'à aujourd'hui. Après l'écrasement de la Commune de 1871, des anarchistes considèrent la résistance par les barricades comme un échec. La violence révolutionnaire n'est pas suffisante pour installer une nouvelle société, les libertaires vont donc défendre l'idée de grève générale: Émile Pouget, Fernand Pelloutier, Pierre Monatte... Le groupe des Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes (ESRI), qui se revendique

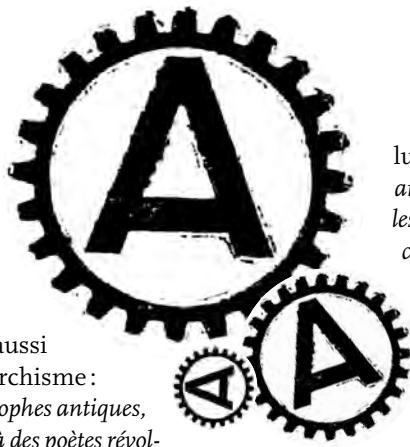
1. Jean-Marc Raynaud, «Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée!», *L'émancipation syndicale et pédagogique*, n° 6, février 2007

2. *Courant alternatif*, hors-série n° 5, p. 21.

3. *Noir & rouge* n° 3, «Pour la clarté», 1956.

4. Malatesta, *Discours au congrès d'Amsterdam*, 1907.

comme un collectif de propagande communiste-anarchiste, défend face au congrès antiparlementaire de 1901 cette idée : « Pour nous, la grève générale se confond avec la Révolution ».



Se revendiquer de cette histoire, c'est aussi s'opposer à une autre vision de l'anarchisme : « Faire remonter l'anarchisme à des philosophes antiques, à des libres penseurs de la Renaissance ou à des poètes révoltés de tous les temps, c'est s'engager sur une voie dominante philosophique qui finit par n'attacher plus qu'une importance secondaire aux luttes collectives – celles qui font l'Histoire – et qui magnifie l'esprit de révolte à dominante individuelle. Alors que nous concevons l'anarchisme d'abord comme une action politique collective »², explique Jean-Pierre Duteuil, de l'Organisation communiste libertaire.

AU-DELÀ DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Les courants communistes-libertaires ont toujours défendu l'importance de la lutte des classes, sans en faire le seul moteur de l'histoire et encore moins souhaiter la dictature du prolétariat. « Nous considérons l'anarchisme comme un idéal profondément humain, dépassant les intérêts d'une classe quelconque, étant donné qu'il nous conduit vers une société sans classe. [...] Mais, constatant qu'à la base de la société actuelle se trouvent deux facteurs : économique et celui du pouvoir, nous sommes amenés à souligner la réalité de sa structure de classes. Certaines de ces classes doivent être considérées comme défenseurs de la société actuelle, les autres comme ses ennemies conscientes ou inconscientes, menant la lutte contre le capitalisme, l'État ou la religion comme causes et conséquences de la division en classes, de l'oppression et de l'inégalité, lutte dirigée contre cette société en tant que telle et par conséquent contre les classes qui la soutiennent, lutte menée principalement par les exploités et les opprimés, engagés par intérêt vital dans cette lutte et la Révolution »³.

Les rédacteurs de la revue *Noir et rouge* se gardent d'une lecture simpliste de la division de classes et d'un éloge de la classe ouvrière : « Les intérêts des différentes couches d'une même classe peuvent ne pas être identiques dans certains cas et peuvent être même opposés. Sur ce fait est basée la pratique de la collaboration de classe (social-démocratie et tous les réformismes de gauche). Mais ce fait prouve également l'erreur du syndicalisme étroit, de l'ouvriérisme. Le seul facteur économique, malgré son importance primordiale, n'est pas capable, ni suffisant pour réveiller la conscience et la solidarité de classe pour écarter le danger d'une nouvelle dictature, pour fixer les buts de la Révolution et de la société nouvelle ». Malatesta dénonçait déjà dans le premier quart du XX^e siècle cette conception trop simpliste de la lutte de classe propagée notamment par son camarade syndicaliste révolutionnaire Pierre Monatte : « Les ouvriers, comme les bourgeois, comme tout le monde, subissent cette loi de concurrence universelle qui dérive du régime de la propriété privée et qui ne s'éteindra qu'avec celui-ci. Il n'y a donc pas de classes, au sens propre du mot, puisqu'il n'y a pas d'intérêts de classe. Au sein de la "classe" ouvrière elle-même, existent, comme chez les bourgeois, la compétition et la lutte. Les intérêts économiques de telle catégorie ouvrière sont irréductiblement en opposition avec ceux d'une autre catégorie. Et l'on voit parfois qu'économiquement et moralement certains ouvriers sont beaucoup plus près de la bourgeoisie que du prolétariat »⁴ Avant de nuancer : « Cependant, parmi les prolétaires, la solidarité morale est possible, à défaut de la solidarité économique ». Et de préciser que le dépassement de la

lutte de classe est nécessaire car « la révolution anarchiste que nous voulons dépasse de beaucoup les intérêts d'une classe : elle se propose la libération complète de l'humanité actuellement asservie, au triple point de vue économique, politique et moral ».

Il est donc vain de vivre libre en anarchiste dans une société divisée en classes. Les rapports sociaux aliénants imprègnent toutes les sphères de la société. Sans bouleversement général des structures sociales de classe, il est impossible de tisser des relations sociales égalitaires et dénuées de domination comme le souhaitent les anarchistes. À l'inverse, si nous nous limitons à la seule lutte pour l'abolition des classes, notre émancipation ne sera que partielle. **Gildas, Rimso !**



L'ICONOGRAPHIE DE CE DOSSIER EST TIRÉ DE L'OUVRAGE « A-CERCHIATA STORIA VERIDICA ED ESITI IMPREVISTI DI UN SIMBOLO » (ELEUTHERA, 2008)



LE A CERCLÉ

Le A dans un cercle est devenu un symbole de l'anarchisme. On aurait tendance à le faire remonter à des temps anciens, mais pas la peine de le chercher sur les photos de la Commune de Paris ou les drapeaux de Barcelone en 1936. Son apparition est récente : « C'est en avril 1964, sur la couverture du bulletin *Jeunes libertaires* qu'apparaît le dessin d'un sigle que le groupe JL de Paris propose "à l'ensemble du mouvement anarchiste" par-delà les différents courants et les divers groupes ou organisations ». « Il s'agissait pour nous d'une part de trouver un moyen pratique permettant de réduire au minimum le temps d'inscription en nous évitant d'apposer une signature trop longue sous nos slogans, d'autre part de choisir un sigle suffisamment général pour pouvoir être adopté, utilisé par tous les anarchistes », expliquent les inventeurs. Le succès ne sera pas tout de suite au rendez-vous. Les murs de Mai 68 n'en furent pas recouverts ! « C'est en effet au début des années 1970 qu'explose la mode du A cerclé, que s'approprient et qu'imitent les jeunes anars dans le monde. »

À tel point que le A cerclé dépasse largement les sphères des seuls anars. Combien de lycéens en ont gratté sur le coin d'une table sans être de fervents défenseurs de l'anarchisme. Si l'ennui en classe peut l'expliquer, on peut élargir la signification de ce A à la rébellion, à l'opposition à l'ordre établi, à la hiérarchie aussi.

En illustrant ce numéro de A cerclés, il ne s'agissait pas de faire l'apologie d'un anarchisme ou d'une bannière, mais bien de rendre compte, un brin amusé, un brin esthète, de ces micro-rebellions qui s'expriment sur les murs, les tracts, les drapeaux, un peu partout... Bourgeois, tremblez!!!

Sources : bulletin n° 58 du Centre international de recherches sur l'anarchisme, mars-octobre 2002.



DE QUOI PARLE-T-ON QUAND ON PARLE D'ANARCHISME : DE DOCTRINE, DE MOMENT DE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER, DE CULTURE... ? IL NE S'AGIT PAS DE DISTRIBUER BONS ET MAUVAIS POINTS MAIS D'ÊTRE CONSCIENT-E-S QU'AU-DELÀ DE CES DIVERSES APPROCHES IL PEUT Y AVOIR DES STRATÉGIES ET DES CHOIX POLITIQUES DIFFÉRENTS, VOIRE CONTRADICTOIRES.

CAMARADES OU COMP

1. Voir en mars 2001 «Unité! – Pour un mouvement libertaire. Le chemin se trace en marchant!»

2. Car il y a toujours un risque, celui de dévier, volontairement ou non, vers une sorte de «soft avant-garde» (qui n'est reconnue par personne, Satan soit loué!) qui s'auto-alimente dans le vide. Toute apparition spécifique est donc une chose sérieuse qui doit intégrer ce risque dans sa problématique quotidienne et de manière permanente, même dans un regroupement minuscule et temporaire. La non reproduction de la domination ne doit pas être inscrite au frontispice de la maison commune pour être aussi vite oubliée, mais bel et bien être un élément méthodologique pour comprendre et appréhender chaque intervention... Un peu comme la lutte des classes pour comprendre le monde comme il va!

Il faudrait traiter ici du rôle d'un regroupement ou d'une organisation spécifique. On se rendrait compte alors que le traditionnel découpage entre individualistes, anarcho-sindicalistes et communistes libertaires est plus que dépassé. Et celui proposé par G. Manfredonia entre syndicalistes, insurrectionnalistes et éducationnistes ne me paraît pas non plus correspondre à la description de «ce qui fait problème» entre les anars. Mais c'est une autre question que la surface prévue dans Offensive ne permet pas d'aborder maintenant.

L'UNITÉ DES ANARCHISTES (ou des libertaires) est un thème récurrent au sein d'un supposé mouvement du même nom. Que ce soit sous la forme d'appels généralistes pour le moyen ou le long terme, ou en vue d'une campagne commune pour un événement précis (CLAAC pour le sommet d'Évian en 2003, affirmation antiélectorale, etc.), cela ne débouche en général que sur assez peu de choses, en tout cas par rapport à l'énergie dépensée et aux attentes. Au mieux une signature commune ou une liste d'organisations spécifiques au bas d'une affiche ou d'un tract, un cortège commun au sein d'une manif, parfois un rassemblement autonome; bref, des «apparitions» communes mais sans lendemain, qui permettent surtout de rassurer celles et ceux que la faiblesse de chaque composante inquiète, mais rien de pérenne qui puisse tracer un chemin d'ordre tactique ou stratégique et constituer, à terme, une réelle force politique dans une période et dans un contexte précis. De plus, ces apparitions communes naissent le plus souvent en contrepoint des autres forces du spectre de la gauche ou de l'extrême gauche, et non de manière autonome.

Pourquoi ces échecs ou ces demi-échecs? Sont mis le plus souvent en accusation l'«esprit de chapelle» et le sectarisme des unes et des uns. Sans négliger cet aspect qui, bien sûr, existe, il ne me paraît pas qu'il s'agit de l'explication principale.

Les tentatives des anarchistes pour s'unir impliquent le postulat selon lequel il y aurait suffisamment d'éléments communs entre eux pour constituer une spécificité distincte et durable au sein d'une aire politique plus large, «révolutionnaire», «contestataire», constituée de toutes celles et tous ceux avec qui nous luttons partiellement en maintes occasions.

Cela implique aussi que, si ces éléments communs existent, ils doivent être les plus opératoires possible en vue du but poursuivi: l'existence d'un pôle politique clair et identifié. L'unité n'ayant de sens que pour mettre en place des pratiques, même limitées, et ne pas se réduire à une offre idéologique, elle ne peut se borner à accumuler des éléments secondaires que sont une simple appartenance à une vague concep-

de la domination et pas seulement l'aspect économique, dénoncer la hiérarchie et la bureaucratie, etc.

Il me semble que derrière ces éléments communs existent des incompatibilités rédhitoires qui les rendent secondaires et futiles.

Ce n'est pas au nom d'un vrai ou d'un faux anarchisme que je me situe. Je considère comme anarchiste ou libertaire toute personne qui se prétend telle (à de rares exceptions près). Les discussions ou les invectives (comme c'est si souvent le cas, et Internet en a multiplié les occasions et les dégâts) destinées à savoir quels sont les «vrais anarchistes» (à coups de jugements sur le comportement, l'idéologie, les positions prises ici ou là, en somme la mise en scène d'un «prêt-à-penser anar») ne m'intéressent guère dans la mesure où le seul fait d'être anarchiste ne constitue pas, à mes yeux, un élément suffisant pour me sentir «de la même famille» et prendre le risque d'une apparition spécifique².

Pour ce qui me concerne, l'anarchisme est en premier lieu une tendance politique du mouvement ouvrier révolutionnaire né au milieu du XIX^e siècle et qui se poursuit actuellement. Cela implique, et en cela je suis d'accord avec Rudolf Rocker, que c'est une théorie sociale, et que l'être humain est avant tout un être social qui vit et lutte dans la société qui est l'élément constitutif de son existence individuelle. C'est l'œuvre des philosophes «tournant en rond dans le cercle magique des représentations abstraites» (Rocker) que de vouloir séparer l'individu de ses rapports multiples au monde. La domination est alors entendue comme un obstacle à l'extension de rapports sociaux égalitaires, et la liberté comme la multiplication de ces rapports possibles.

Cela entraîne (ou présuppose) une multiplicité d'éléments éthiques et philosophiques, mais aucun d'entre eux n'est, à mes yeux, un constituant anarchiste en soi (heureusement!)... à moins de s'approprier toute pensée qui semble en développer un ou plusieurs (ce que beaucoup font et refont à l'envi... en proclamant anarchistes des Nietzsche, Sade, Spinoza, Camus et, pourquoi pas, le Christ!), ainsi que toutes les révoltes de l'histoire, de Spartacus aux jacqueries du Moyen Âge, des «sociétés sans État» aux Icaries de toutes les espèces. En les revisitant la plupart du temps de manière très approximative, et en s'appuyant sur de temporaires connaissances scientifiques et des données souvent invérifiables, et finalement en trouvant bonheur et justification dans le passé. C'est donc la rencontre entre des éléments éthiques³ et le mouvement ouvrier révolutionnaire qui constitue l'anarchisme dont je peux me réclamer.

Selon d'autres, l'anarchisme existe en dehors de ce contexte historique précis. Je ne parle pas, là, de certain-e-s individualistes qui professaient (et professent toujours) un certain mépris pour la «masse», les «moutons se rendant à l'abattoir», les «collectivistes», et qui cultivaient le «culte de l'individu», considérant le mouvement socialiste et ouvrier

«Il convient alors d'opérer une coupure nette entre anarchisme et mouvement anarchiste, entre modèle idéologique et réalité historique.»

tion anti-autoritaire du monde, à un «isme», à une communion philosophique, à un drapeau, à un look, à quelques «héros», à une histoire (souvent mythifiée), etc. Sinon, nous serions alors très proches d'une religion. Elle ne peut se borner non plus à quelques recettes communes à celles et ceux que la question sociale préoccupe et pour qui le «collectif» l'emporte sur l'individuel – privilégier et lutter dans les mouvements pour une certaine conception de la démocratie: assemblées de base, le moins possible de délégation, prise en main par tous et toutes, combat contre l'ensemble des aspects

AGNONS ?

comme une aliénation de plus. Ou comme un certain F. Fortin qui, en 1935 dans *La Revue anarchiste*, expliquait qu'on ne devenait pas anarchiste, mais qu'on naissait tel, et que c'était une question de tempérament beaucoup plus que de raison. Si on ne peut le devenir, alors *exit* le projet d'une société anarchiste, n'est-il pas?... À moins de ne la construire qu'avec ses semblables, en dehors de la société... une idée assez répandue de nos jours.

Non, je fais allusion à un courant qui s'est retrouvé dans le mouvement ouvrier mais qui estime que l'anarchisme s'est simplement nourri de ce moment historique et de la rencontre avec le développement d'une classe sociale issue d'un moment particulier du développement des sociétés. Cette rencontre fut un moment dans l'histoire – elle fut certes riche et déterminante, mais fortuite. L'anarchisme, par conséquent, existerait en dehors ou malgré cette période.

Or, parmi celles et ceux qui défendent cette conception d'un anarchisme «éternelle incarnation de l'esprit de révolte et de liberté» (en plus, «inaliénable», comme le proclamait M. Joyeux), il en est qui, depuis une trentaine d'années, considèrent qu'il n'y a plus de mouvement ouvrier, que les classes sociales ne sont plus ce qu'elles étaient ou étaient supposées avoir été, que la lutte des classes ne permettait pas de «lire l'histoire» et même que la révolution est un projet à mettre au rancart. Il s'agissait là d'un fonds commun idéologique largement répandu dans l'intelligentsia et les allées du pouvoir sur la fin de la classe ouvrière, de la lutte des classes et même de l'histoire. Prophéties largement balayées aujourd'hui.

L'ANARCHISME COMME ONTOLOGIE

Exemple : dans l'article «Pour un bilan historique et idéologique de l'anarchisme»⁴, Nico Berti considère que «les forces [le mouvement ouvrier révolutionnaire] qui avaient donné naissance [à l'anarchisme] et avaient permis son développement se sont désormais évanouies, et il faut considérer cette disparition comme irréversible...»

À partir de là, on pourrait conclure que l'anarchisme a disparu et qu'il n'y a plus lieu d'en parler autrement que comme historien. Ce n'est pourtant pas le point de vue de Berti, qui pense «qu'il y va de l'avenir de l'anarchisme» si on ne se livre pas à de sérieuses remises en cause, à des révisions sans doute déchirantes mais nécessaires. Ainsi, l'important n'est plus la transformation révolutionnaire du monde mais la survie de l'anarchisme comme lecture du monde. Il est donc pris comme un «être en soi», objet d'attraction et d'amour atemporel, universel, qui s'incarne tantôt de telle manière, tantôt de telle autre. Il convient alors d'opérer une coupure nette entre anarchisme et mouvement anarchiste, entre modèle idéologique et réalité historique. Et si on considère que le mouvement anarchiste dans sa grande majorité, tel que nous le connaissons jusqu'à présent, est lié à l'apparition du mouvement socialiste, au développement de la classe ouvrière, à

l'extension du prolétariat, à la lutte des classes, et que ces éléments sont «désormais évanouis», c'est donc que l'anarchisme en lui-même n'a aucune racine de classe... Et c'est ce qu'affirme Nico Berti. Simplement, cet anarchisme ontologique s'est, à un moment de l'histoire, incarné dans ce mouvement de classe et, si nous y prêtons attention, il peut renaître de nouveau ailleurs.

Dès lors vont s'engouffrer toute une série d'études et d'interprétations, menées surtout par des universitaires et des doctorants anarchistes, cherchant à savoir quels sont les fondements et les points communs de la doctrine. L'anarchisme est alors un objet d'étude, un but en soi, une sorte de religion, une essence qu'il s'agit de préserver. Il est un être déifié (l'Idée!; «Anarchie, ô ma maîtresse!», disait un rigolo un peu poète qui, pour l'occasion, féminisait la belle). On y retrouve des accents stirneriens ou métaphysiques, comme dans l'anarchisme ontologique d'Hakim Bey.

LE CONCEPT DE CULTURE LIBERTAIRE NE SERT À RIEN

On commence à voir que derrière le bagage commun évoqué au début de l'article (qui constitue en quelque sorte la «culture libertaire» intemporelle) existent des divergences de fond qui, elles, ont beaucoup plus d'incidences sur la possibilité de cimenter des interventions politiques communes. Dès que l'on confronte ces «points communs» à une situation dans un lieu et à un moment précis, il y a problème.

Prenons un exemple emblématique, celui du second tour de l'élection présidentielle de 2002. Il est des anarchistes (tous partageaient nos points communs) qui ont *appelé* à voter Chirac pour barrer la route à Le Pen et au fascisme.

Qu'est-ce que cela signifie? Que les divergences, celles qui comptent vraiment, se situaient ailleurs :

1°. Sur ce qu'est ou n'est pas le fascisme.

2°. Sur l'état de la société française et les lignes de force qui la traversaient à l'époque.

3°. Par une conception différente de ce qu'est ou n'est pas un mouvement.

Ce dernier point est certainement le plus important, celui qui rend plus problématiques des unions plus ou moins durables. En effet, des positions prises ou des idées émises ne peuvent être jugées seulement *in abstracto*, en dehors d'une situation donnée. Pour prendre tout leur sens, elles doivent être mises en rapport avec cette situation en examinant les effets qu'elles peuvent avoir sur cette situation et, en retour, ■■■



3. L'éthique n'est pas la morale! La première s'applique d'abord à soi-même, la seconde c'est «faire faire aux autres». L'éthique est une création collective humaine; la morale est transcendante, extérieure aux êtres humains. Évidemment, le moraliste ne sait pas qu'il est lui-même le créateur de cette transcendance. Un peu comme l'être occidental considère son bagage culturel, fût-il libertaire et émancipateur, comme universel et moderne.

4. in *L'État et l'Anarchie*, actes du colloque de Venise en 1984 sur l'«anarchisme contemporain», éd. ACL, 1985





■■■ les effets que peut avoir cette situation sur ces positions et idées émises. Tout cela forme un tout, et c'est cela la *politique* dans le sens plein du terme. Et dans ce cas-là, c'est la notion de dynamique qui entre en jeu. Dynamique, cela veut dire que des flux circulent, que des échanges s'opèrent, que des positions tranchées deviennent poreuses, qu'une évolution des uns et des autres se dessine. Autrement dit, nous sommes là au cœur d'une problématique s'exprimant en termes de mouvement, de dynamique, de collectif, et non d'idéologie et de principes de base.

Or, en 2002, s'insérer ainsi dans le débat électoral du second tour, c'était à mon sens raisonner en termes statiques, figés, institutionnels, dans un espace clos et contrôlé par le pouvoir.

«Je préfère cent fois "L'Histoire de la Révolution russe" ou "Leur morale et la nôtre", de Trotsky, à certains écrits libertaires méprisant le "commun"».

À LIRE

Appellations peu contrôlées

Jean-Pierre Garnier,
Le Monde diplomatique,
janvier 2009
<http://www.monde-diplomatique.fr/2009/01/GARNIER/16742>



5. Là encore il faudrait un développement explicatif, j'en conviens.

Aucune dynamique, aucun mouvement, fût-il antifasciste, ne pouvait en ressortir. Et c'est en fonction de cela que la divergence est capitale, et non en fonction d'un antiélectorisme atemporel et idéologique (que je ne partage d'ailleurs pas) sur lequel certains anars se sont adossés.

Autre point-clé: la défense de la démocratie. Il y eut le grand tournant de l'« Union sacrée », en 1914, de la plus grande partie du mouvement socialiste mais aussi des anarchistes. Il y eut après la Seconde Guerre mondiale le choix du « parti américain », celui de la démocratie (!), contre le communisme soviétique, et l'appui apporté à la création de FO par l'AFL-CIO. Il y eut également, mais dans des circonstances autrement plus tragiques et « explicables », la participation de la CNT à un gouvernement républicain d'union sacrée contre le fascisme. Cela n'est pas nouveau, il est bon quand même de le rappeler. Mais, surtout, il faut bien comprendre que ces épisodes ne sont pas des « accidents de l'histoire », et qu'ils trouvent aujourd'hui encore des résonances importantes chez les anarchistes.

L'exemple précédent est une illustration de ce qui peut se résumer ainsi: « La tâche, maintenant, consiste à poursuivre, compléter, approfondir et améliorer l'évolution de la société démocratique »; « L'idée de révolution doit être abandonnée au profit de la création d'espaces culturels démocratiques et de liberté ». Évidemment, ces clivages-là ont des conséquences bien visibles et déterminantes dans la posture que nous adoptons dans

les mouvements sociaux ou dans les regroupements spécifiques. Deux exemples que j'ai vécus de près: l'adhésion ou non au réseau Pour un avenir sans nucléaire (lequel appela aussi à voter Chirac en 2002) aux côtés des Verts et de Greenpeace, et la participation ou non au collectif pour la Marche mondiale des femmes aux côtés du PS. Dans les deux cas, le choix est déterminé par une analyse de ce qui apparaît important sur le moment et sur les conséquences qu'aura le choix fait: faut-il ou non isoler le PS? Peut-on ou non infléchir les bureaucraties syndicales? Le FN est-il un réel danger? Devons-nous défendre la laïcité à la française?, etc. J'en passe. Et là, évidemment, notre bagage culturel commun est bien maigre pour répondre! Donc, plutôt que se bagarrer sur qui est anarchiste ou ne l'est pas, mieux vaut accepter la réalité: tous les anarchistes ne sont pas de la même « famille ». Ainsi, du point de vue de l'objectif que peut représenter un regroupement spécifique, idéologique, je n'ai absolument rien à voir avec les individualistes. Nous divergeons considérablement sur ce qu'est un individu dans une société, sur les analyses de classes, sur le changement social, et probablement sur la société que nous désirons. Je me sens plus d'affinités politiques et idéologiques avec des conseillistes, des marxistes antiléninistes, et même des trotskystes pas trop sectaires, ayant une bonne connaissance du mouvement ouvrier, férus de surréalisme ou de littérature en général, qu'avec certains anarchistes. Je préfère cent fois *L'Histoire de la Révolution russe* ou *Leur morale et la nôtre*, de Trotsky, à certains écrits libertaires méprisant le « commun ». Cela étant posé clairement, il m'est possible maintenant de considérer la manière dont je peux agir avec les tenants d'un anarchisme radicalement différent du mien, et là, certainement, beaucoup de choses sont possibles, mais de la même manière qu'avec des milliers d'êtres humains que je peux côtoyer dans ma vie, y compris de lutte. Au même titre que des chrétiens, des socialistes, des « je ne sais quoi ».

Dans mes relations affinitaires, je choisis de préférence la personne qui cache le sans-papiers à celle qui le dénonce! Je fais le croc-en-jambe au pandore pour qu'il n'attrape pas le voleur de pomme! Je préfère le gentil au méchant, au raciste ou au beauf, le libertaire à l'autoritaire.

Il est toute une palette de gens avec lesquels je peux partager des luttes si je travaille avec eux ou si nous partageons un espace commun. Je peux développer de multiples relations d'agréable voisinage avec bien des gens, boire des coups au bistrot, faire la fête, discuter, etc. C'est avec ces gens-là que nous vivons, que nous partageons, que nous baisons, que nous plaisantons... et que nous agissons, parfois. Mais cela ne signifie nullement une appartenance à un projet politique ou à une référence idéologique ou philosophique communes (ou alors simplement, peut-être, à ce que l'on appelle souvent des « valeurs de gauche », faute de mieux, mais ce n'est pas là notre propos)!

Si je suis dans un comité de soutien à un sans-papiers, dans un comité de quartier ou un collectif antinucléaire, la pratique pourra être efficace (ou non) avec ces gens de formations diverses. Mais de là à se sentir une affinité pouvant ouvrir la porte à une appartenance et à une apparition idéologique commune, voire à une organisation. Non! Il n'y a aucun intérêt à cela! Pourquoi? Tout simplement parce que, n'étant pas léniniste, j'ai une tout autre conception de l'organisation que celle qui consiste à penser qu'il faut être le plus nombreux possible pour être le plus efficace possible afin d'infléchir les mouvements sociaux. JPD

LES ÉCRITS EN TANT QU'OUTILS DE RÉFLEXION TIENNENT UNE PLACE IMPORTANTE CHEZ LES LIBERTAIRES. À TRAVERS LES QUELQUES LIVRES, REVUES ET SITES INTERNET INDIQUÉS ICI, VOUS POURREZ (RE)DÉCOUVRIR DIFFÉRENTS MOMENTS DE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE, DES APPROCHES THÉORIQUES DIVERSES ET DE NOMBREUSES RESSOURCES D'INFORMATIONS ET D'ANALYSES CONTEMPORAINES.



IL Y A UN TEMPS POUR LA LECTURE...

LIVRES

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- ★ Pierre Ansart, **Naissance de l'anarchisme**, PUF, 1970.
- ★ Normand Baillargeon, **L'Ordre moins le pouvoir. Histoire & actualité de l'anarchisme**, Agone, [1999]

2008.

- ★ Alexandre Berkman, **Qu'est-ce que l'anarchisme ?**, L'Échappée, 2005.
- ★ Daniel Guérin, **Ni Dieu ni maître. Anthologie de l'anarchisme**, La Découverte, [1970] 2003.
- ★ Daniel Guérin, **L'Anarchisme**, Gallimard, [1965] 1981.
- ★ Jean Maitron, **Le Mouvement anarchiste en France, tomes I et II**, Gallimard, [1975] 1992.
- Errico Malatesta, **L'Anarchie**, Lux, [1969] 2005.

AUTRES ÉCRITS NOTABLES

- ★ Michel Bakounine, **Théorie générale de la révolution**, Les Nuits rouges, 2008.
- ★ Murray Bookchin, avec Dave Foreman, **Quelle écologie radicale ? Écologie sociale et écologie profonde en débat**, ACL, 1994.
- ★ Miguel Chueca (dir.), **Déposséder les possédants. La grève générale aux temps héroïques du syndicalisme**, Agone, Marseille, 2008.
- ★ Voltairine de Cleyre, **D'espoir et de raison. Écrits d'une insoumise**, Lux, 2008.
- ★ Emma Goldman, **L'Épopée d'une anarchiste. New York 1886-Moscou 1920**, Complexe, [1979] 2002.
- ★ Pierre Kropotkine, **L'Entraide : un facteur de l'évolution**, Aden, [1902] 2009.
- ★ Pierre Kropotkine, **La Conquête du pain**, [1892], Le Sextant, 2006.
- ★ Albert Libertad, **Le Culte de la charogne. Anarchisme, un état de révolution permanente (1897-1908)**, Agone, Marseille, 2007.
- ★ Nestor Makhno, **La Révolution russe en Ukraine**, Ressouvenances, [1970] 2003.
- ★ Gaetano Manfredonia, **L'Anarchisme en Europe**, PUF « Que sais-je ? », 2001.
- ★ Gaetano Manfredonia, **Anarchisme & changement social. Insurrectionnalisme, syndicalisme, éducationnisme-réalisateur**, ACL, 2007.
- ★ Louis Mercier Vega et Victor Griffuelhes, **Anarcho-syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire**, Cahiers Spartacus, 1978.

★ Organisation communiste libertaire (OCL), **Libération des femmes et projet libertaire**, Acratie, Paris, 1998.

★ George Orwell, **Hommage à la Catalogne**, 10/18, [1938] 1999.

★ Fernand Pelloutier, **Histoire des Bourses du travail. Origine, institutions, avenir [1902]**, Centre d'histoire du travail, 2001.

★ Vernon Richard, **Enseignement de la révolution espagnole**, Acratie, [1975] 1997.

★ Victor Serge, **Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits politiques. 1908-1947**, Robert Laffont, [1951] 2001.

★ Alexandre Skirda, **Autonomie individuelle et force collective. Les anarchistes et l'organisation de Proudhon à nos jours**, Les Éditions de Paris-Max Chaleil, [1982] 1999.

★ Alexandre Skirda, **Nestor Makhno, le cosaque libertaire. 1888-1934**, Les Éditions de Paris-Max Chaleil, [1982] 1999.

★ Anne Steiner, **Les En-dehors. Anarchistes individualistes et illégalistes à la « Belle époque »**, L'Échappée, 2008.

★ Voline, **La Révolution inconnue, 1917-1921**, Tops/Trinquier, [1947] 2007.

JOURNAUX & REVUES

☆ **À contretemps** — Revue de critique bibliographique • Fernand Gomez, 55 rue des Prairies, 75020 Paris • <http://acontretemps.org>

☆ **À corps perdu**. Revue anarchiste internationale • 21^{er} rue Voltaire, 75011 Paris • www.acorpsperdu.net

☆ **Alternative libertaire** — mensuel de l'organisation éponyme • BP 295, 75921 Paris Cedex 19 • <http://alternativeliber-taire.org>

☆ **Barricata** — trimestriel de contre-culture libertaire du RASH Paris-Banlieue • c/o Crash Disques 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris • <http://contre.propagande.org>

☆ **Courant alternatif** — mensuel de l'Organisation communiste libertaire (OCL) • Égégore, BP 1213, F-51058 Reims cedex • <http://ocl libertaire.free.fr>

☆ **Infos & analyses libertaires** — bimestriel de la Coordination des groupes anarchistes (CGA) • c/o Athénée Albert Camus, 36 rue de Cugnaux, 31300 Toulouse • <http://www.c-g-a.org>

☆ **Le Monde libertaire** — Journal de la Fédération anarchiste et seul hebdomadaire anarchiste de langue française • 145 rue Amelot,

75011 Paris • www.federation-anarchiste.org/ml/index.html

☆ **No Pasaran** — Journal du réseau No Pasaran • 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris • <http://nopasaran.samizdat.net>

☆ **Réfractons** — Revue publiée deux fois par an et qui propose des dossiers thématiques • Les Amis de Réfractons, c/o Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris • <http://refractions.plusloin.org>

☆ **Les Temps maudits** — revue syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste éditée par la Confédération nationale du travail (CNT-F) • BP 72, 33038 Bordeaux Cedex • www.cnt-f.org/spip.php?rubrique11

SITES INTERNET

★ **ainfos.ca/fr** — Agence d'actualités par et pour les anars (en plusieurs langues).

★ **anarkismo.net** — Site d'information international (tendance anarchiste-communiste).

★ **anarlivres.free.fr** — Site bibliographique qui présente l'ensemble ou presque des ouvrages anarchistes ou sur l'anarchisme (en français).

★ **endehors.org** — Site d'information libertaire (tendance individualiste).

★ **infoshop.org/faq** — contient la monumentale et incontournable FAQ consacrée à l'anarchisme; en cours de traduction sur <http://fra.anarchopedia.org/FAQAnar:Sommaire>.

★ **infokiosques.net** — regroupe des infokiosques et des éditions autogérées, principale ressource francophone pour lire et/ou télécharger des brochures sur des thèmes comme l'anarchisme, le féminisme, la critique du travail, la prison, etc.

★ **mondialisme.org** — portail de différents collectifs ou revues dont Ni patrie ni frontières et Échanges et mouvements. Nombreux textes de fond.

★ **la-presse-anarchiste.net** — Site où sont consultables un certain nombre de revues anarchistes parus entre les années 1870 et 1980.

★ **pelloutier.net** — Site sur l'histoire du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme autour du secrétaire de la Fédération des Bourses du travail, Fernand Pelloutier.

★ **ytak.club.fr** — Site d'un éphéméride anarchiste : l'anarchisme par dates.



La Ruta Pacífica

corps, territoires et résistance des femmes colombiennes face aux violences



LE CONTEXTE...

En 2003, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les droits humains signalait qu'en Colombie «la situation est caractérisée par des violations graves, massives et systématiques des droits humains». Cette situation s'est intensifiée à cause de la politique de sécurité appliquée par le gouvernement national depuis 2002 [...]. Selon le rapport d'examen périodique général de Colombie élaboré par mille deux cents ONG (décembre 2008), on a constaté ces cinq dernières années dans les registres une augmentation de 67% du nombre d'exécutions extrajudiciaires directement attribuées aux forces publiques, qui cherchent à obtenir des récompenses en manipulant les preuves pour faire passer des civils pour des guérilleros morts au combat. [...] En ce qui concerne les violences sexuelles, la Cour constitutionnelle colombienne a souligné en avril 2008 qu'elles «constituent une pratique habituelle, répandue, systématique et invisible dans le contexte de conflit armé en Colombie». Il n'existe ni réelle volonté politique ni intérêt pour la protection des femmes contre les violences sexuelles qui s'exercent sur elles: «Leurs corps étant considérés et traités comme un territoire à conquérir par leurs rivaux, les motifs pour lesquels les femmes sont dans la ligne de mire sont divers: semer la terreur dans les communautés, ce qui facilite l'imposition du contrôle militaire; se venger des adversaires; accumuler des "trophées de guerre" et les exploiter comme esclaves sexuelles»¹.

Les données existantes sur les violences sexuelles contre les femmes dans le cadre du conflit armé ne reflètent pas l'ampleur atteinte par ces violences. «De nombreuses raisons portent à croire que les cas de violences sont beaucoup plus nombreux que ceux qui sont déclarés. Par exemple, en dépit des traces souvent manifestes sur les corps, elles ne figurent que rarement dans les rapports d'autopsie. Peu de coupables com-

paraissent devant les tribunaux pour violation des droits humains, encore moins s'il est question de violences sexuelles.» Ainsi, cette double invisibilité aggrave le terrible sort des femmes affectées. [...] «La représentante spéciale des Nations unies souligne aussi l'expérience particulière des femmes combattant dans les différentes factions en guerre, qui souffrent d'abus sexuels et dont les droits reproductifs sont bafoués.»² La majorité de ces délits restent impunis faute d'enquête officielle, car peu de plaintes sont déposées, à cause de la pudeur, du manque de confiance dans le système judiciaire et du sous-enregistrement des cas de décès des suites de violences ou de violence sexuelle. L'accès à la justice et le traitement des affaires se voient d'autre part affectés par l'absence de programme de formation et par les pratiques sexistes de la justice, particulièrement dans le domaine pénal.

[...] Le panorama s'aggrave, mais le gouvernement colombien persiste à nier l'existence d'un conflit armé interne, le qualifiant de lutte contre le terrorisme, ce qui se traduit par l'absence de politique de paix qui permette au pays d'avancer par des solutions pacifiques et négociées. [...]

Le paramilitarisme n'a pas été démantelé en Colombie. Selon Indepaz³, il y aurait actuellement au moins 9 000 paramilitaires armés faisant partie de 76 groupes opérant dans au moins 25 départements du pays. Les liens perdurent entre ces forces et des fonctionnaires. L'impunité et les limitations d'accès à la justice en Colombie sont structurelles en dépit des efforts de la branche judiciaire pour rechercher les liens entre les paramilitaires, le Congrès et certains secteurs de l'État [...]. La Colombie est, après le Soudan, le pays du monde comptant le plus grand nombre de déplacements internes de personnes. [...]

Dans le contexte dans lequel nous vivons en Colombie, les acteurs armés ont converti les corps des femmes en champs de bataille, leurs corps étant objets de leurs disputes, contraints à supporter les multiples violences – physiques, psychologiques et sexuelles, féminicides, déplacements forcés, prostitution et esclavage domestique et sexuel, entre autres violences que les femmes vivent quotidiennement. Toutes les violences qui s'exercent contre les femmes font partie d'un continuum de violences qui s'exprime de telle façon qu'aujourd'hui les femmes, les petites filles et les adolescentes constituent plus de la moitié des victimes, ce qui rend évident le fait que le corps des femmes est le territoire de disputes patriarcales: de la guerre dans son expression maximale.

QUI NOUS SOMMES ET CE QUE NOUS FAISONS: CORPS, TERRITOIRES, SYMBOLES ET ... RÉSISTANCE!

La Ruta Pacífica de las Mujeres («La Voie pacifique des femmes») est une proposition féministe, pacifiste et antimilitariste, qui combat pour la négociation politique du conflit armé, pour la visibilisation des effets de la guerre sur la vie et sur le

1. Amnesty International – Colombie, **Cuerpos marcados, crímenes silenciados. Violencia sexual contra las mujeres en el marco del conflicto armado**, 12 octobre 2004, p. 3.

2. Radhika Coomaraswamy, représentante spéciale des Nations unies chargée de la violence contre les femmes, novembre 2001.

3. Indepaz: Institut d'études colombien pour le développement et la paix, www.indepaz.org.co



corps des femmes et pour la construction d'une éthique de non-violence. Nous travaillons pour que les femmes ne soient pas simplement visibles en s'exprimant comme survivantes de guerre, mais pour qu'elles soient des actrices sociales et politiques de la construction de la paix. Contre les violences, nous revendiquons la solidarité qui nous permet de nous soutenir en tant qu'être humains et collectifs dans le cadre des situations restreintes dans lesquelles la guerre nous place. Avec notre mobilisation, notre présence, notre corps, nous disons non à la guerre, non à la représentation que les divers groupes se font de nous, non à l'indifférence et à l'oubli complice, et oui à la vie digne, à la justice sociale, à la mémoire, à la vérité, à la justice, à la réparation et à l'espoir. La Ruta Pacífica est présente activement dans neuf régions du pays : Bolívar, Santander, Bogotá, Antioquia, Chocó, Risaralda, Valle, Cauca et Putumayo.

LE RITUEL, LA CONJURATION, LE DISCOURS POÉTIQUE ET LA CRÉATION

[...] Pour les femmes de la Ruta Pacífica, les symboles font partie de l'expression qui neutralisera la proposition militaire et autoritaire, car en eux se manifestent la vie, la fête, la création et la résistance. [...] Notre proposition symbolique s'appuie sur la poésie, la conjuration, le rituel. Nous nous appuyons aussi sur la marche, la mobilisation, la communication alternative massive, sur les alliances avec d'autres mouvements sociaux, sur la parole qui nous engage, qui s'efforce de relier le meilleur de nous-mêmes et des autres. Au travers du symbolique, nous commençons à sauver de l'oubli toutes ces paroles d'autres femmes, tatouées en nous pour l'éternité, gravées dans la mémoire, qui expliquent et entretiennent ce monde mystérieux du féminin qui est resté occulté par les ravages des impositions culturelles, de la dévalorisation, des silences, de la subordination, des violences, des exclusions et des soumissions. En récupérant le langage du symbolique, nous nous opposons publiquement à la guerre. [...] Avec les symboles, nous arrivons sur des lieux de ce pays blessé pour récupérer les territoires volés par le conflit armé, pour la reprise symbolique de nos projets de vie construits pour des années. [...] Les symboles sont une proposition pour construire d'autres formes de relations, pour briser les schémas et les logiques préétablis : la marmite vide, le noir du deuil, les fleurs jaunes, les papillons, le silence, l'attrape-rêves, le tissu, la couleur jaune de la vérité, le blanc de la justice, le bleu de la réparation, le vert de l'espoir, l'orange de la résistance pacifique, le rouge de la vie... sont autant d'invitations symboliques à récupérer et à créer de nouveaux sens, le pouvoir de la fête et du rire dans notre culture, et à rompre avec le schéma de destruction et de mort.

Avec le langage symbolique, la proposition politique populaire se rafraîchit et se transforme, le droit à la rue, à la désobéissance civile se reprennent, la résistance pacifique devient possible. La découverte de ces autres formes d'expression venant des femmes a généré des processus de protection au



moment de nos actes, nous a aidées à avoir la force et le courage requis pour affronter de façon pacifique les positions violentes dans notre pays, cela nous a permis de crier dans tous les espaces que nous, femmes, ne voulons plus mettre au monde des fils et des filles pour la guerre.

LE CORPS : NOTRE PREMIER TERRITOIRE

Le corps est le texte dans lequel le trajet qui définit chaque vie peut se lire, dans lequel l'amour et la haine, les joies et tristesses, la mémoire et l'oubli restent modelés. Mais c'est aussi dans le corps de chaque personne que se manifeste la spécificité culturelle de la société, puisqu'en lui s'exposent aux yeux de toutes et tous les libertés et les restrictions, le possible et l'impossible, en accord avec les valeurs, les imaginaires et tabous d'une période particulière.

« Le territoire-corps des femmes a été usurpé par les différentes expressions patriarcales. »

Le territoire-corps des femmes a été usurpé par les différentes expressions patriarcales : l'Église, qui nous a obligées à renoncer au corps ; le capital, qui nous a obligées à avoir des corps « productifs » ; la culture, qui nous a obligées à avoir des corps soumis ; la guerre, qui a converti nos corps en trophées de choix pour humilier l'ennemi.

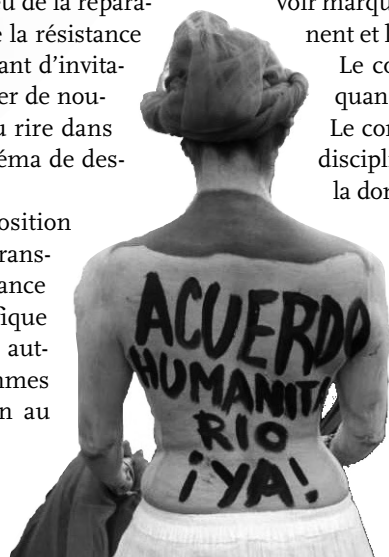
Les femmes colombiennes qui habitent des zones de guerre luttent inlassablement pour l'autonomie de leurs corps, leurs corps témoins, leurs corps survivants, victimes des violences des opérations de guerre. Dans un contexte de guerre, le corps des femmes apparaît comme un territoire sur lequel s'exerce le pouvoir de la culture patriarcale. Les relations de pouvoir marquent le corps, l'obligent, le contraignent, le dominent et le soumettent à la négation, le forcent au travail.

Le corps des femmes se transforme en force utile quand il est productif et soumis.

Le corps des femmes est un champ politique défini, discipliné pour la production, pour la reproduction et la domination de ceux qui ont les armes. Les femmes sont généralement les plus vaincues par la guerre. Leurs corps, leurs propriétés, leurs animaux et leurs droits sont le butin du vainqueur. Leurs ressources financières disparaissent, comme disparaissent leurs appuis de famille et de voisinage. Elles portent la douleur, la peur et le déracinement, leurs corps ne ■■■

A VISITER

www.rutapacifica.org.co



■■■ peuvent se mouvoir ou aimer librement, car même l'amour est régulé par les normes imposées par les guerriers et leur domination du territoire. Récupérer le corps consiste pour nous à éliminer la dépouille. Reconnaître notre corps, c'est en finir avec le pillage de notre identité, c'est récupérer symboliquement notre lieu et notre identité de femmes indigènes, descendantes africaines, urbaines, métisses, paysannes, etc. Le territoire des femmes est le corps car, à travers lui, nous nous lions à de multiples et complexes processus spatiaux et temporels, d'ordre matériel, humain et environnemental.

C'est seulement au travers du corps récupéré, reconnu et autonome que nous pensons l'espace comme un vécu quotidien, personnel et collectif qui ne s'efface pas de la conscience. Cela emplit de sens la phrase « Notre corps... notre premier territoire ».

MOBILISATION ET RÉSISTANCE DES FEMMES COLOMBIENNES

Les actions de résistance que nous, femmes colombiennes, menons contre la guerre, vont de la souveraineté alimentaire comme expression de résistance au modèle économique paupérisant et à la guerre, aux mobilisations massives dans les territoires en guerre pour la négociation politique du conflit et la démilitarisation de la société, pour dénoncer l'utilisation du corps des femmes comme butin militaire, pour le respect du droit humain international, pour le cessez-le-feu, pour la protection des droits humains des femmes et des filles, pour l'élaboration de propositions pour des réformes sociales structurelles, pour la participation politique en faveur de la constitution d'un État social et démocratique pour la création d'une nouvelle culture de tolérance et de respect, pour un accord humanitaire et l'exigence d'un processus de vérité, justice et réparation (VJR).

Une caractéristique fondamentale de ce type de mobilisation est la non-violence, car lorsque la Ruta agit, elle le fait sans provocation ni agressivité. Elle exerce de la résistance et de

la désobéissance civile, elle agit par une présence symbolique et persistante. Nous avons vu la stupéfaction et le désarroi avec lesquels certains guerriers peuvent observer ces mobilisations, leur manière de rester dans l'expectative, intrigués par ce qu'ils voient. Dans certains cas, il y a eu des réactions agressives des forces armées de l'État, auxquelles les femmes ont répondu pacifiquement. En ne répondant pas dans le même registre que les agresseurs, nous faisons échouer ces derniers dans leurs intimidations.

Ce langage désoriente les guerriers, puisqu'il n'est ni le langage des armes, ni celui des discours et des actes politiques traditionnels, ni du pouvoir reconnu. En particulier, je veux vous rappeler et partager avec vous l'expérience narrée par certaines compagnes du Chocó qui, comme nous le savons, est un territoire que les guérillas et les paramilitaires continuent de se disputer. Les paramilitaires contrôlent une bonne partie du territoire, y compris le transit sur le Río Atrato, artère fluviale de la zone aujourd'hui interdite à la communauté, qui se voit ainsi forcée à limiter ses mouvements et à se réfugier dans ses logements, enfermée dans l'impuissance et la peur. C'est dans ce contexte qu'un grand groupe de femmes a décidé un jour de reprendre le Río Atrato. Elles sont montées dans des chaloupes avec leurs familles, leurs musiques, leurs jeux, leurs tissus et leurs plus belles et plus joyeuses tenues. Elles sont restées là-bas jour après jour. Elles voulaient dire de cette façon à leur communauté qu'unies elles pouvaient faire beaucoup et qu'il fallait vaincre la peur. Les femmes ont exercé un acte de résistance pacifique, de désobéissance civile. Avec leur corps, leur présence et leurs actions, elles disaient non. Les paramilitaires les regardaient depuis le bord du fleuve, déconcertés. La témérité des femmes et leur langage les mettaient hors jeu, dans l'incapacité de répliquer.

Ce sont ces pratiques politiques d'actions qui n'agressent pas physiquement, mais qui déconcertent simplement la logique des guerriers, qui sont les nôtres et qui constituent la mobilisation et l'action des groupes et organisations de femmes en Colombie, et plus particulièrement de la Ruta Pacífica.

Une des actions que la Ruta Pacífica continuera à réaliser est la mobilisation des femmes colombiennes pour exiger une négociation politique du conflit armé, ainsi que l'arrêt des violences contre les femmes et la population civile. Qu'il soit dit que nos corps ne se convertiront pas en trophées de guerre, que nous continuerons de signaler l'essence patriarcale de la guerre, que nos corps et les territoires dans lesquels nous vivons ne se militariseront pas, et que d'autres scénarios pour les femmes seront privilégiés. Finalement, il s'agit de présenter des alternatives d'intervention sur cette problématique, autour d'une proposition pacifiste, antimilitariste et féministe. **Alejandra Miller Restrepo, Coordinatrice de la Ruta Pacífica – Région du Cauca**



À LIRE

De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation

Jules Falquet, La Dispute, coll. « Le Genre du monde », 224 p.

L'O.N.G.ISATION DES MOUVEMENTS FÉMINISTES DU SUD

« L'INFLATION DES FINANCEMENTS internationaux pour les questions de "genre" a fomenté, d'une part, une série de luttes "sororicides" entre groupes et personnes pour l'accès à ces ressources [les subventions] et, d'autre part, la concentration du pouvoir et la réduction du mouvement à un petit nombre de grands centres et de puissantes ONG qui captent la majeure partie de ces financements. Simultanément, pour obtenir ces fonds, les groupes doivent faire preuve de leur "compétence" et se professionnalisent de manière accélérée, recrutant comptables et "expertes en genre" au détriment d'une militance politique choisie et gratuite. Le mouvement se transforme en somme d'organisations qui se cristallisent en institutions de plus en plus bureaucratiques, donnant lieu au phénomène d'"ONGisation". Le mouvement féministe se rapproche des institutions gouvernementales, de l'institution universitaire et des institutions internationales, tandis que sa composante utopiste ou radicale est marginalisée. » Extrait de **De Gré ou de force, les Femmes dans la mondialisation**, Jules Falquet, éd. La Dispute-Le Genre du monde.

ALLEMAGNE

UNE GRIMPEUSE STOPPE LES CONVOIS DE DÉCHETS NUCLÉAIRES



UNE AS DE LA GRIMPETTE a réussi à stopper la bonne marche de l'industrie nucléaire en bloquant pendant plusieurs heures des trains transportant des matières radioactives. Par son action, Cécile voulait aussi bien protester contre le nucléaire en général que contre l'agrandissement en cours des capacités de production de l'usine d'enrichissement allemande d'uranium. Sur le papier, l'Allemagne sort du nucléaire. En réalité, l'usine est en cours d'agrandissement (quatre fois sa capacité initiale). «La construction de nouvelles centrales nucléaires, comme l'EPR à Flamanville, est ainsi indirectement soutenue par l'Allemagne!», explique Cécile.



GRÈCE

OFF22... GRÈCE... SUITE

Dans le dernier numéro, nous traitons de la révolte qui a secoué la Grèce fin 2008. Depuis, les éditions Senonevero ont publié **Les Émeutes en Grèce**, de Theo Cosmes. Passée la barrière d'un langage complexe pour ceux qui n'ont pas pris l'option marxisme au bac,

l'ouvrage offre un point de vue intéressant, loin d'une mythification. Il est aussi agrémenté de tracts, chronologies et autres textes.

AUTRICHE

DROIT DES ANIMAUX

TANDIS QU'EN FRANCE on fait la chasse aux «terroristes anarcho-autonomes», en Autriche ce sont les «organisations de malfaiteurs animalistes» qui sont pourchassées. En 2008, des militant-e-s de la cause animale, membres d'associations tout à fait officielles, avaient passé trois mois en prison, accusé-e-s d'être les cerveaux derrière toutes les actions de type ALF en Autriche (voir *Offensive* 20). Elles avaient été relâchées, mais la police continue à enquêter, s'appuyant sur une loi antimafia pour multiplier les perquisitions et les fichages. Dans un récent rapport de la police autrichienne (rendu public par les associations), une trentaine de personnes et une douzaine d'associations sont maintenant accusées de faire partie d'une organisation qu'elle a baptisée MTG (Groupe militant pour les droits des animaux). Là-bas aussi, les preuves concrètes manquent, les seuls délits sont d'opinion. Des actions de soutien ont lieu régulièrement, en Autriche et ailleurs.

www.vgt.at/index-en

PAYS BASQUE

GRÈVE GÉNÉRALE, LUTTE ÉCOLE ET GUERRE SALE

SOCIAL. Vous ne vous rappelez plus ce qu'est une «vraie» grève générale. Il fallait vous rendre au Pays basque fin mai. En vous égarant dans les rues de Saint-Sébastien, vous auriez été étonné que pas un commerce n'ait levé le rideau. Même pas un troquet pour boire un coup. Dans ce pays où les luttes sociales sont puissantes, le mot d'ordre était semblable à celui d'autres endroits sur la planète: «Nous ne payerons pas pour leur crise». Les grandes surfaces ont aussi été la cible des manifestant-e-s et certaines ont dû fermer leurs portes toute la journée.

ÉCOLOGIE. Les militant-e-s ont bon espoir. Alors que la SNCF rêve d'un beau train entre Bordeaux et Madrid, tout risque de s'arrêter aux portes du Pays basque. Après des mois de combat contre la ligne à grande vitesse (LGV), Michèle Alliot-Marie et Dominique Bussereau, secrétaire d'État aux Transports, ont été acculées à demander au préfet l'arrêt de toute réunion de concertation «au sud de Bayonne». Un coup de poignard. Depuis, Fillon et Juppé ont œuvré pour la réouverture de la concertation. Mais ces balbutiements de l'État encouragent les militant-e-s basques, qui y voient les premières brèches dans un front qui jusque là faisait corps.

RÉPRESSION. Jon Anza, militant basque de l'ETA, a disparu depuis le 18 avril, jour où il a pris le train à Bayonne pour aller à Toulouse. Depuis, plus de nouvelle. Cette disparition n'est pas sans rappeler le GAL (Groupe antiterroriste de libération) qui, sous couvert des États espagnol et français, éliminait les militants basques dans les années 1980. Si, par définition, dans ce cas de disparition, on ne sait pas ce qui s'est passé... le retour d'une guerre sale est à craindre.



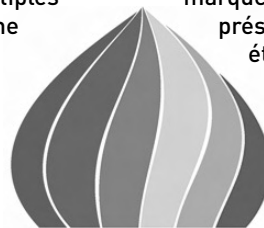
RUSSIE

TOUJOURS PAS DE GAY PRIDE À L'EST

BIEN QUE CE SOIT l'un des premiers pays de l'Est à avoir légalisé l'homosexualité (en 1993), il est toujours impossible d'organiser une marche de la fierté homosexuelle en Russie. Cependant, depuis quelques années, on a pu assister à de multiples tentatives. Il s'agit là d'une action dangereuse. En 2007, malgré leur nombre, les manifestants furent violemment pris à partie par des contre-manifestants d'extrême droite, puis arrêtés par la police. C'est le jour de l'Eurovision à Moscou que

les militants à l'initiative de Gay Russia ont de nouveau tenté d'organiser un rassemblement. La date a été choisie pour montrer l'hypocrisie de la politique du maire de Moscou. Le concours de l'Eurovision est en effet marqué par la culture gay. Malgré la

présence de nombreux journalistes étrangers et un changement de lieu, la police de Moscou n'a pas hésité à interpellé très violemment les personnes qui voulaient participer à la manifestation. Bilan: quelques blessés légers. Mais le fanatisme des autorités n'est cette fois pas passé inaperçu.



**MOCKBA
PRIDE '09**

KENYA

GRÈVE DU SEXE

UNE ASSOCIATION de femmes kenyanes, G10, a lancé une grève du sexe pendant une semaine. L'objectif: éviter que le conflit entre le Président et le Premier ministre se termine dans un bain de sang. Résultat: les deux hommes, qui ne se parlaient plus depuis des mois, se sont rencontrés trois fois. Cela a créé des remous dans le pays. Un homme a porté plainte contre le G10. Un couple qui devait se marier a repoussé la cérémonie. Pour une des organisatrices, deux objectifs ont été atteints: «Nous avons réussi à mettre sur le devant de la scène deux questions qui nous tiennent à cœur: notre sexualité et les problèmes urgents que doit affronter le pays». Un exemple qui pourrait faire naître en France un nouveau slogan: «Carla, on compte sur toi»...

entretien ENTRE 1966 ET 1968, À HAIGHT-ASHBURY, UN QUARTIER DE SAN FRANCISCO, LES DIGGERS ONT ORGANISÉ DE NOMBREUSES MANIFESTATIONS THÉÂTRALES, DES DISTRIBUTIONS DE NOURRITURE GRATUITE, DES MAGASINS GRATUITS, ETC. ÉVOCATION DU PARCOURS DE CE GROUPE RADICAL DANS LA CULTURE, LA POLITIQUE ET LA VIE QUOTIDIENNE AVEC **ALICE GAILLARD**, AUTEURE D'UN LIVRE (ET CO-AUTEURE D'UN DOCUMENTAIRE) SUR LES DIGGERS.

«EVERYTHING IS FREE, DO YOUR OWN THING!»

LES DIGGERS DE SAN FRANCISCO (1966-1968)



Entretien avec **Alice Gaillard**
Propos recueillis par **Cédric Biagini**
Mis en forme par **Athanor et Khadavali**

Qui sont les Diggers et d'où vient leur nom ?

Alice Gaillard : C'était le nom d'un groupe de paysans de l'Angleterre du XVII^e siècle qui s'étaient insurgés contre le pouvoir seigneurial. Ceux-ci n'avaient plus de terres à cultiver et s'en sont appropriées pour pouvoir se nourrir. Leur communauté s'appelait les Diggers². Ils ont vite été réprimés et tous tués. Mais ce mouvement a été marquant et a inspiré une bande de copains réunis dans une troupe de théâtre assez iconoclaste de San Francisco, la Mime Troupe. Ils se produisaient à l'extérieur, dans les parcs, et avaient décidé d'aller plus loin en jouant dans la rue pour se la réapproprier. C'est là qu'ils ont repris le nom des Diggers.

C'était à San Francisco, dans ces années hippies restées dans l'imaginaire comme celle du Flower Power.

La guerre du Vietnam mobilise. Auparavant, il y avait eu le mouvement des droits civiques, dans les années 1950, surtout porté par la communauté noire. La jeunesse va reprendre un certain nombre de causes, les droits civiques et la lutte contre l'engagement au Vietnam, et se révéler très politisée. Une masse de jeunes arrivent à San Francisco et débarquent à Haight-Ashbury, pas loin de l'université de Berkeley, haut lieu de la contestation étudiante, notamment de la *New Left*, la nouvelle gauche, qui apparaît à l'époque. En arrivant, ils découvrent un style de vie lié à la musique et à la drogue. Les Diggers vont essayer de créer un pont entre cette jeunesse

et les étudiants politisés, reprenant le mode de vie hippie mais aussi les thèmes de la nouvelle gauche, quoique très différemment.

Le quartier de Haight-Ashbury n'a-t-il pas déjà une histoire en rapport avec le mouvement ?

San Francisco a une histoire. C'est une ville traditionnellement bohème, une ville frontière qui attire la marge, les expériences un peu «limites». Dans les années 1950 déjà, on trouve le mouvement beatnik dans le quartier de North Beach, représenté par Allen Ginsberg, Jack Kerouac et d'autres, qui rallie toute une jeunesse en rupture avec les années 1950, marquées par le maccarthysme, la guerre froide, qui refuse la société de consommation, à laquelle elle veut s'opposer. À travers tout ceci naît la légende d'un San Francisco de la contre-culture. Dans les années 1960, cela se déplace dans le quartier de Haight-Ashbury sous une autre forme, qui sera celle du mouvement hippie. Au début des années 1960, c'est un quartier pour ainsi dire abandonné, à la lisière du quartier de Fillmore, un quartier noir. C'est un endroit où l'on peut se loger pour pas cher, avec des petites maisons colorées en bois, sur une colline, en bordure du Golden Gate Park. Tout ceci en fait un quartier agréable, où l'on vit pas mal à l'extérieur.

D'où vient précisément le groupe des Diggers ?

La plupart des éléments proviennent de la Mime Troupe, dont le directeur, Ron Davis, a fait ses classes de théâtre à Paris. À son retour aux États-Unis,

il a l'idée de monter une troupe pour présenter le répertoire européen contemporain, avec l'idée d'en faire un outil de propagande au service de ses idées marxistes proches de la nouvelle gauche. Sa troupe va donc aussi être une école politique pour beaucoup de celles et ceux qui vont y passer.

Y a-t-il un acte fondateur des Diggers ?

Cela va d'abord passer par des tracts, notamment avec Emmett Grogan et Billy Murcott, qui était plutôt le technicien de la troupe. Ces deux vieux copains, déjà ensemble enfants dans les rues de Brooklyn, vont s'amuser à écrire des tracts anonymes et à les distribuer dans les rues de San Francisco. Des pamphlets délirants bien teintés de LSD. Ce qui est assez étonnant lorsqu'on les lit, c'est qu'ils perçoivent tout de suite, dès septembre 1966, les risques de récupération et de commercialisation du mouvement à peine naissant. Belle preuve de lucidité.

Au début, ils sont donc anonymes. Et puis il y a des émeutes suite à la mort d'un jeune Noir tué par la police. Hantée par le souvenir des émeutes de Watts, en 1965, à Los Angeles, celle-ci impose un couvre-feu sur toute la ville, y compris Haight-Ashbury. Emmett et Billy s'insurgent contre

À LIRE



Les Diggers. Révolution et contre-culture à San Francisco (1966-1968)

Alice Gaillard, L'Échappée, 2009.

Ringolevio Une vie jouée sans temps morts...

Emmett Grogan, trad. Franck Reichert, Gallimard, 1998.



ce fait et ne sont pas les seuls, notamment avec les étudiants du SDS³, syndicat gauchiste américain qui se radicalisera à la fin des années 1960 et dont une branche constituera les Weathermen et le Weather Underground⁴. Ce qu'ils disent c'est : « N'obéissons pas au couvre-feu, continuons à faire ce que nous avons l'habitude de faire, si on a envie de sortir on sort, si on n'a pas envie on ne sort pas ». À partir de cette nuit d'émeute, ils vont signer leurs tracts du nom des Diggers. Et là se pose la question : « Et maintenant, qu'est-ce qu'on fait ? ». Une réponse sera l'organisation de repas gratuits pour les jeunes qui sont là, sans un rond, qui ont fui leurs parents, abandonné leurs études, qui ont envie de vivre autre chose. C'est toute une jeunesse du baby-boom en rupture avec leurs familles et l'*American way of life*. Haight-Ashbury se présente, essentiellement par le bouche à oreille au début, comme le lieu où l'expérience d'une autre vie peut être faite. Les Diggers vont donc organiser des repas gratuits.

Comment les choses s'organisent-elles ?

Ils se rendent au marché, aux halles, et demandent gentiment

aux marchands s'ils n'auraient pas quelque chose à leur donner. Et, comme par magie, cela marche assez bien. Quand il n'y a rien, ils n'hésitent pas à aller voler. Emmett Grogan se vante carrément d'avoir volé des bœufs entiers en se faisant passer pour un transporteur de viande. Ils se débrouillent. Et ils recrutent très rapidement plein de gens qui ont envie de participer à l'organisation de la bouffe. Préparer les énormes casseroles demande une organisation mais cela se déroule dans la bonne humeur. Leur idée, c'est de distribuer la nourriture dans les parcs. Ils vont s'installer dans une espèce d'allée d'herbe, juste à la sortie du Golden Gate Park, en pleine journée, vers seize heures. Ils annoncent la distribution par des tracts et, au bout d'une semaine, cela paraît dans le *Berkeley Barb*, journal de la nouvelle gauche, qui annonce : « Venez avec vos cuillères, vos bols, et vous aurez de la bouffe gratuite ». Très vite, les gens arrivent et cela donne évidemment lieu à une mise en scène façon Diggers : un grand cadre jaune de trois mètres sur trois qu'il faut traverser pour accéder aux gamelles de soupe fumante. Passer de l'autre côté de ce cadre jaune, c'est changer de cadre de références, se libérer des anciennes pour en inventer de nouvelles.

On le voit avec la bouffe gratuite, l'idée de la gratuité est importante pour les Diggers. Cette idée de

Pour ce petit groupe, il faut attraper l'effervescence de la rue, la politiser, mais par des moyens différents de ceux de la politique classique.

gratuité est vraiment celle de pouvoir vivre une autre société, une contre-culture, et l'état d'esprit qui va avec. C'est le cœur de leur philosophie. En anglais, gratuit se dit *free*, qui veut aussi dire libre. Tout se joue sur le double sens du mot. L'époque est à l'émancipation, à la libération individuelle et à tous les niveaux. L'époque est au *free* mais, pour les Diggers, une chose n'est libre que si elle est gratuite, en dehors du système de consommation. L'idée est d'apposer *free* devant n'importe quel mot et de voir ce que cela peut donner. Ils créent donc des *free stores*, des magasins gratuits où l'on trouve de

quoi s'habiller, se meubler, parfois un piano, un peu de tout selon les dons et ce que l'on arrive à récupérer. Mais c'est plus que cela. Ces endroits deviennent des lieux de rencontre, des lieux sociaux où l'on peut échanger des idées. Il s'agit d'essayer de court-circuiter totalement l'habitude qui veut que l'on entre dans un magasin pour acheter. Là, c'est gratuit. On ne peut pas voler parce que c'est gratuit. Je prends et cela devient à moi, c'est à moi d'en faire quelque chose, j'en suis responsable. L'appropriation amène une responsabilité. On est responsable de la société dans laquelle on vit. La gratuité, c'est sortir du carcan de l'argent et de ce que cela suppose, dont travailler pour gagner sa vie.

Les Diggers ont organisé ces repas gratuits, ces free stores. Et aussi, en directe filiation avec le théâtre, un certain nombre de manifestations, d'agitations, dans les rues de San Francisco.

Oui, ils en ont organisé beaucoup. Certaines sont restées célèbres. Ils avaient une imagination incroyable pour faire cela en un rien de temps. Au cours d'une soirée, les gens lançaient des idées, le matin on diffusait des tracts et, à seize heures, il y avait cinq cents personnes dans la rue pour participer à l'action. L'une des premières actions s'appelait le jeu de l'intersection : l'idée était de bloquer les carrefours pour foutre le bordel dans le trafic routier et tout

1. « Tout est libre et gratuit, fais ton propre truc ! »
2. Du verbe anglais « to dig », qui signifie creuser, bêcher.
3. Students for a Democratic Society – Étudiants pour une société démocratique.
4. Groupe issu du SDS, les Weathermen passeront à la clandestinité et à la lutte armée sous le nom de Weather Underground Organisation.



bloquer. Ils arrivaient sous de grosses marionnettes, il y avait des jeux où il fallait se déplacer dans un sens ou l'autre. « La rue est à nous » était le slogan qu'ils criaient avec l'idée de s'approprier les lieux. Évidemment, la police arrivait rapidement et tout le jeu était de la mettre en porte-à-faux : la police parlant à des marionnettes et les embarquant, ça devenait très surréaliste. C'était leur façon de faire du théâtre dans la rue.

Parmi leurs actions mythiques, je crois qu'ils avaient imaginé la mort de l'argent ?

C'était une espèce de procession ■■■

A VISITER

www.diggers.org
Les archives des Diggers



■■■ avec un cercueil à l'intérieur duquel se trouvaient de grosses pièces d'argent. Ils descendaient Haight Street en scandant une marche funèbre. Le cercueil était porté par des marionnettes, il y avait des personnes qui se répondaient d'un trottoir à l'autre au moyen de miroirs. Le petit groupe, une quinzaine ou une vingtaine de personnes vraiment au courant, garantissait une organisation, mais très souple. Les gens de la rue s'approprièrent le spectacle. Ils distribuaient de petits accessoires, miroirs, flûtes, des choses comme ça, pour que les gens puissent tout de suite participer aux actions, en sachant que la police allait inévitablement intervenir et qu'il fallait une foule compacte, soudée, pour s'opposer et affirmer que la rue est à elle. Des Hell's Angels ont participé à l'action. L'un d'eux est arrivé avec une «Digger» debout sur sa moto criant «Free!». La police arrive et arrête le Hell's Angel, et un autre qui s'interposait, au prétexte qu'il est interdit de transporter quelqu'un debout sur sa moto. En l'espace de quelques minutes émerge l'idée de les libérer: le cercueil contenant de fausses pièces d'argent va circuler pour récupérer de vraies pièces pour payer leur caution. Une des forces des Diggers, c'est d'avoir su mêler toutes les tendances contestataires et révolutionnaires qui se trouvaient dans Haight-Ashbury, que ce soit les hippies, qui parlaient d'expansion psychédélique de l'esprit ou les Hell's Angels, plus portés sur les bécanes, la castagne et les flingues. Ils ont su lier tout le monde en faisant des fêtes.

Je crois que l'une de ces fêtes en particulier a marqué les esprits ?
La mouvance psychédélique du mouvement hippie avait décidé

d'organiser une énorme journée de fête, le Human Be-in, qui serait un grand rassemblement dans un parc de San Francisco, avec une scène musicale, en présence de représentants comme Timothy Leary et Jerry Rubin. Cela attire des milliers de gens et les médias s'intéressent aux hippies pour la première fois. Nous sommes en janvier 1967. Les Diggers vont participer en distribuant de la nourriture gratuite mais l'esprit de cette fête, avec une scène, des stars et un public qui se contente de regarder et d'applaudir, ne leur plaît pas du tout. Pour eux, une fête est un moment où il n'y a pas de différence entre les gens qui font et ceux qui assistent, il s'agit d'un même groupe faisant la fête ensemble. En février, pour exposer leur idée du Be-in, ils organisent, dans une église méthodiste d'un quartier «sensible», ce qu'ils vont appeler le Cirque invisible, qui doit durer soixante-douze heures. Finalement, il s'arrêtera au bout de douze heures, rapidement stoppé par la police. Il n'y a pas eu de reportage médiatique mais c'est resté dans les mémoires. Les Diggers ont pris possession des locaux. Dans chaque pièce, ils ont développé leurs fantaisies, qui tournaient plutôt autour du sexe. Tout a fini en orgie, dans la nef et dans tous les sens, avec du LSD à volonté – sans que les gens le sachent forcément, d'ailleurs.

Les Diggers ont organisé un peu plus tard la mort du hippie...
L'année 1967 est celle où le phénomène hippie explose. San Francisco est envahi, surtout Haight-Ashbury. Les représentants commerciaux de la communauté annoncent un *Summer of Love*, un été de l'Amour avec des concerts, etc. Ils

appellent à se rendre à San Francisco et sont relayés par les médias. Les jeunes arrivent de plus en plus nombreux et cela devient rapidement invivable. Pour répondre à cela, les Diggers décident à la fin de l'année 1967 d'enterrer le hippie et l'image médiatique de l'«enfant-fleur» vivant d'amour, portant des colliers, fumant des joints en écoutant de la musique planante.

Il y a donc une récupération médiatique et commerciale, une perte du sens subversif, mais aussi une paupérisation du quartier, des situations de plus en plus difficiles...

Les nouveaux arrivants sont de plus en plus jeunes et en rupture avec tout. Avec la drogue – joints d'herbe, LSD mais aussi amphétamines, héroïne – s'installe rapidement un climat de violence, avec la criminalité liée à ces trafics. Le temps paraît moins à la fête. Les autorités commencent à être réellement affolées par cette foule et les descentes de police se multiplient pour faire fermer les *crash pads*, appartements communautaires où l'on s'entassait pour dormir, sous le prétexte d'hygiène ou de trafic de drogue. De plus en plus de personnes se retrouvent à la rue et ce n'est plus vraiment drôle de venir à San Francisco, alors que les médias vantent encore le Hippieland, terre d'amour et de jeunesse en fleur. Les Diggers, qui avaient très tôt senti les risques de récupération, s'opposent évidemment et font tout ce qu'ils peuvent avec leurs distributions de repas gratuits, leurs *free stores*. Ils ouvrent même des appartements communautaires. Et puis ils essaient, au moyen de tracts et de pièces de théâtre, de donner une conscience politique à toute cette jeunesse. Mais



ils sont vite dépassés par la masse et dégoûtés par l'arrivée du *Summer of Love*, qui ne veut rien dire. Dès juillet 1967, ils décident d'abandonner le nom de Diggers, qui est de moins en moins anonyme et qui finit par ne plus vouloir dire grand-chose. Les médias mêmes le reprennent pour tout et n'importe quoi. Ils l'abandonnent donc et se font appeler Free City Collective, se constituent en «familles» et décident d'élargir leur action à la ville entière.

Assez rapidement, les Diggers vont quitter San Francisco...

Ils vont quand même continuer jusqu'au printemps 1968. Les bouffes gratuites quotidiennes se transforment en livraisons, en camion, notamment

parce, partager leurs expériences, leurs idées, organiser tout un réseau, notamment autour de livraisons de bouffe gratuite. Il y a aussi la *Communication Company*, une espèce d'organe de presse qui existait déjà dans la communauté hippie de Haight-Ashbury, que les Diggers s'étaient appropriée assez rapidement avec leur grand nombre de tracts de propagande. Cet organe de presse va être repris et développé au sein des communautés. Mais tous ne partiront pas, Emmett Grogan, par exemple, n'est pas très tenté par l'aventure communautaire à la campagne et ira à Los Angeles, puis New York. Il n'est pas le seul, Billy Murcott va repartir à New York. Certains décident de s'installer au Nord de la Californie.

médias, de l'idée de les attirer pour qu'ils propagent les idées. Ils font des actions de provocation, la plus fameuse étant le lancer de billets à l'intérieur de la Bourse de New York: ils avaient prévenu les médias qui ont filmés les traders sautant pour attraper ces billets tombant du ciel. Ce type d'action médiatique ne plaît pas aux Diggers, qui vont s'insurger contre la reprise de leur nom par ce groupe. Cela va donner lieu à une guerre de personnalités entre Grogan et Hoffman et, plus ou moins contraints, les Diggers new-yorkais vont se rebaptiser Yippies et fonder le YIP⁵. Durant la convention démocrate de Chicago de 1968, les Yippies organisent une contre-convention, la Convention de la vie, celle de la



Une chose n'est libre que si elle est gratuite, hors du système de consommation. L'idée est d'apposer free devant n'importe quel mot et de voir ce que cela peut donner.

dans le quartier noir, au cri de «*Free food!*». Puis ils vont mener une dernière action au printemps 1968 en occupant les marches de la mairie de San Francisco, en plein centre-ville. Ils vont y dormir, organiser des repas gratuits, faire des lectures de poésie. Ceci va durer deux ou trois mois jusqu'à une arrestation suite à une déclaration masquée à la presse. À partir de là, ils décident de quitter la ville pour rencontrer les groupes qui se sont installés en communautés. Ils n'en fondent pas mais voyagent en caravanes, rejoignent d'autres groupes. C'est vraiment un exode autour de plusieurs centaines de communautés, particulièrement en Californie. Ils passent de communauté en communauté pour voir ce qui s'y

D'autres, dont Peter Berg, retournent à San Francisco et fondent l'association Planet Drum, initiant le bio-régionalisme. En fait, les graines Diggers vont évoluer assez rapidement vers des idées écologistes.

Après la dissolution des Diggers et leur éclatement, d'autres groupes vont s'en revendiquer...

L'idée de la bouffe gratuite va être pas mal reprise. Et puis il y a un fameux groupe mené par Jerry Rubin et Abby Hoffman, qui, au début, va s'appeler les Diggers de New York et reprendre pour ainsi dire toutes les actions des Diggers, à la différence qu'ils veulent les faire en présence des médias. Hoffman sera un grand défenseur de l'idée de la révolution au travers des

mort étant celle des démocrates. Ils organisent un rassemblement qui va tourner à l'émeute, en direct, devant les médias. Il y aura beaucoup de blessés, puis un procès, celui des huit de Chicago.

Il paraît important de souligner les divergences entre Yippies et Diggers. La spécificité des Diggers est qu'ils sont implantés dans un quartier et qu'ils s'adressent avant tout à la communauté qui les entoure, alors que l'on voit que les Yippies se déplacent beaucoup, sont moins implantés et, surtout, préparent leurs actions pour les médias. On est plus dans le spectacle.

Complètement. La particularité des Diggers était la territorialisation de leurs actions, ils s'adressaient à une communauté, à un lieu, et on le retrouve dans le bio-régionalisme, dont on pourrait résumer l'esprit par: «Penser globalement, agir localement». Beaucoup ont continué dans le théâtre ou dans l'écologie, où ils ont réinvesti toute leur énergie et leurs idées. Pour tous ceux que j'ai rencontrés, la période Diggers a été très importante dans leur vie, c'est une période qui les a vraiment formés et à laquelle ils sont très attachés, mais qui n'a pas représenté un aboutissement. Ils ne sont ni dans la repentance, ni dans la nostalgie: la vie continue. Beaucoup étaient réticents à parler des années 1960 alors qu'il y a tant à faire aujourd'hui...■



5. Youth International Party - Parti de la jeunesse internationale.

Antigone

CAFÉ BIBLIOTHÈQUE

À GRENOBLE, LE CAFÉ-BIBLIOTHÈQUE ANTIGONE EXISTE DEPUIS SEPT ANS. ASSOCIATION D'« AGITATION ARTISTIQUE EN MILIEU POPULAIRE », IL S'INSCRIT DANS UNE DÉMARCHE AUTOGESTIONNAIRE. CE LIEU D'ÉCHANGES CULTUREL ET POLITIQUE RÉUSSIT À ALLIER CONVIVIALITÉ ET RÉSISTANCE.

LE PROJET NAÎT EN 2002. À son origine, deux femmes qui s'interrogent sur le manque de conscience politique environnant et sur la nécessité de lieux alternatifs accueillants et ouverts. La dimension féminine leur est très chère dans un milieu militant et une société dominés par les hommes. Les statuts de base donnent la place à une majorité de femmes et elles choisissent le nom d'Antigone, qui fait référence à une femme révoltée. Passionnées de livres, elles mettent en commun leur bibliothèque avec d'autres ami-e-s et ouvrent un lieu de rencontre, d'échanges d'idées et de lecture dans un quartier populaire de la banlieue grenobloise. Un lieu associatif autogéré, un lieu à la disposition des individu-e-s, des collectifs ou des associations, un lieu de résistance à toutes les oppressions...

Mais après deux ans, le constat est amer :

l'autofinancement du lieu pèse, l'échec est réel dans les tentatives de créer des contacts avec la population et de s'ancrer dans la réalité sociale du quartier. L'aventure collective doit rebondir sur de nouvelles bases.

Un des adhérents propose alors d'acheter un local. Pour permettre la continuité et la pérennisation des activités, Antigone s'expatrie à Grenoble dans une ancienne usine rachetée à la ville sur les bases de son projet. 2005 marque le début de gros travaux dans le lieu, les bras et savoir-faire des militant-e-s ou des sympathisant-e-s sont mis à contribution.

AGIR

Café- bibliothèque Antigone

22, rue des Violettes
38100 Grenoble
antigone@ouvaton.org
www.bibliothequeanti-
gone.org

ANTIGONE RENAÎT PLUS GRANDE ET PLUS FORTE

À l'automne 2006, la bibliothèque, toujours au cœur du projet, rouvre ses portes et s'agrandit grâce aux dons et à la mise en place d'un espace librairie, créé notamment à la demande d'éditeurs indépendants. L'organisation régulière

«Antigone est un lieu qui accueille les plus radicaux sans effrayer les moins radicaux.»

de chantiers collectifs permet au local de continuer à prendre forme. À l'été 2008, une mezzanine voit le jour et accueille depuis diverses expositions, de gros travaux d'insonorisation sont entrepris.

Antigone, c'est maintenant une première grande pièce à l'entrée où l'on trouve des tables de presse et des magazines, un coin salon avec des canapés. Une cuisine attenante sert à la confection des repas pour les soirées, deux autres pièces servent de salles de réunion. La mezzanine accueille des expos. On entre ensuite dans la bibliothèque. La salle est chaleureuse, aménagée avec des petits coins lecture pour adultes et enfants et un petit bar-café où sont essentiellement servis des produits locaux issus de l'agriculture biologique. Elle accueille aussi les spectacles et les conférences. Une dernière pièce abrite la librairie. Antigone ouvre ses portes du mercredi au vendredi en fin d'après-midi. Plusieurs fois par semaine, des événements artistiques ou politiques, des rencontres d'auteur-e-s, des lectures, des ateliers d'écriture, des spectacles, du cinéma, etc., sont proposés. Un programme au format papier sort au début de chaque trimestre pour annoncer les événements à venir. Il est également consultable sur leur site.

L'association fonctionne globalement sans subvention. Ses ressources financières viennent des cotisations des adhérent-e-s, des entrées des soirées (à prix libre) et des ventes du café. Les bénéfices de la vente des livres de la librairie servent prioritairement aux acquisitions de la bibliothèque.

ANTIGONE, UN LIEU POLITIQUE

Antigone compte un peu plus d'une vingtaine de membres actifs et actives, qui tiennent régulièrement des permanences, gèrent le site, les courses, etc. Au sein du conseil d'administration, sept membres s'occupent de la programmation, des stocks et des décisions courantes.





Un éditeur indépendant

En collaboration avec la librairie Quilombo.

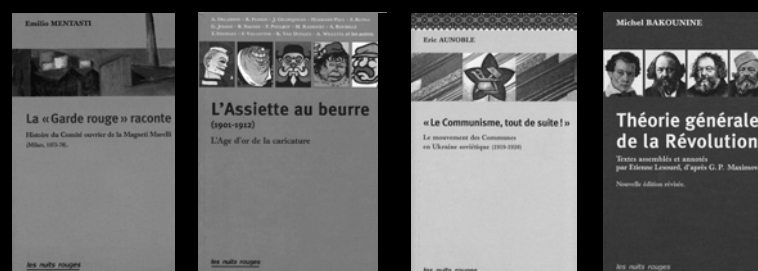
www.librairie-quilombo.org

LES NUITS ROUGES

RÉHABILITER LA PENSÉE REVOLUTIONNAIRE

LES NUITS ROUGES sont nées il y a une dizaine d'années d'une volonté de revisiter des textes essentiels du mouvement révolutionnaire. De fait, les Nuits rouges ne publient quasiment que des textes déjà existants – annotés et rassemblés de manière à créer du sens avec une nouvelle présentation, voire une nouvelle traduction. Une mise au goût du jour, en quelque sorte. De préférence en laissant toute latitude et autonomie à qui s'est vu confier la responsabilité de la publication.

« On essaie d'allier la vigueur de la conviction avec la rigueur de "l'édition scientifique". Ces textes sont présentés, actualisés, par des spécialistes, connus ou moins connus, et qui, politiquement, appartiennent à divers secteurs de l'extrême gauche, ou simplement à la gauche ». Le « comité



éditorial» des Nuits rouges ne se réserve le droit d'intervenir que sur la quatrième de couverture. La palette des thèmes évoqués est large : anarchisme, communisme de conseil, opéraïsme, anticolonialisme, féminisme... mais tous participent d'une volonté de réhabilitation historique de la pensée révolutionnaire. Par exemple, afin de ne pas perdre la mémoire des horreurs de nos aïeux, à été exhumé récemment le Code de l'indigénat, version «républicaine» du Code noir de Louis XIV, dans **Comment la France «civilise» ses colonies. Suivi par {Code de l'indigénat, code d'esclavage}**. Textes du PCF et de la CGT-U (1932 et 1928).

On trouve aussi chez les Nuits rouges des anthologies du Père peinaré ou de **La Guerre sociale**, journaux qui non seulement documentent sur la réalité sociale de l'époque mais qui offrent surtout une langue acerbe, virulente, critique et volontiers caricaturale – ce que nos journalistes d'aujourd'hui semblent avoir répudié, préférant l'allégeance au pouvoir. Caricatures encore, avec **L'Assiette au beurre (1901-1912)**, recueil de quelque trois cents dessins sans concessions. Parmi les textes «classiques», Bakounine, Boukharine, Marx et Conan Doyle ; parmi les plus récents, **Histoire du naxalisme. Jacques et guérillas de l'Inde (1967-2003)** ou **La Fiat aux mains des ouvriers. L'automne chaud de 1969 à Turin**. Déjà plus de trente titres à son actif et des tirages moyens de 1000 à 1500 exemplaires... Les bonnes surprises, c'est par exemple le succès des textes féministes libertaires d'Alexandra David-Néel, ou de **La Gloire des athées**, anthologie de l'athéisme en sept cents pages. Critique de la religion d'ailleurs bien cohérente avec l'organisation interne... «**Les Nuits rouges fonctionnent sous le régime de l'association. Le bénévolat, oui ! L'apostolat, non ! Les livres doivent se financer tout seuls, sans subventions mais sans que les sociétaires aient à mettre la main à la poche.**»

DERNIÈRES PARUTIONS : Emilio Mentasti, **La «Garde rouge» raconte. Histoire du Comité ouvrier de la Magneti Marelli (Milan, 1975-78)**, traduction d'Yves Coleman et Antoine Hasard, 2009, 240 p.

LES NUITS ROUGES 21 bis rue du Simplon 75018 Paris | 01 42 26 09 45
rougeinsomnie@free.fr | <http://les.nuits.rouges.free.fr>

L'assemblée générale est ouverte, tout membre peut assister aux réunions du conseil d'administration et représenter Antigone.

Si elle ne s'affiche pas libertaire, elle tend à développer dans son fonctionnement des pratiques autogestionnaires et non hiérarchiques. Elle s'inscrit dans un courant de pensée de gauche radicale, féministe et anticapitaliste. Le local est utilisé par un certain nombre d'associations et de groupes divers. Mais Antigone reste volontairement indépendante et refuse tout contact avec les partis. Elle peut cependant s'affirmer comme entité politique et co-signer des tracts. Elle se déplace souvent «hors les murs» pour tenir des stands lors de diverses manifestations. La bibliothèque offre un panel de quatre mille ouvrages sur la pensée libertaire, les luttes et les résistances, l'écologie, la sociologie, la psychologie, les féminismes, la poésie, le théâtre, l'art, les polars et les livres pour enfants. Antigone souhaite s'ouvrir sur son quartier. Les projets

Antigone s'inscrit dans l'histoire militante de Grenoble.

n'ont pas encore abouti mais les contacts sont pris. Toutefois, la programmation variée et volontairement ouverte permet à toutes et tous de se côtoyer et de s'y investir. On y croise des personnes de tous les milieux, de tous les univers, et cela donne au lieu une dimension intergénérationnelle.

Antigone s'inscrit dans l'histoire militante de Grenoble, le réseau libertaire radical y est bien représenté, les associations et les groupes politiques très présents et actifs. Une bonne dose de formalisme et des techniques de discussion tendant à limiter la domination, héritées du travail des groupes militants grenoblois, permettent de produire des débats de qualité où chacun-e peut s'exprimer sans les transformer en débats d'experts.

«Antigone est un lieu qui accueille les plus radicaux sans effrayer les moins radicaux», nous dit un des militants. Grâce à cette démarche d'ouverture, à l'ancrage important dans le milieu politique et militant local et aux liens créés, Antigone est devenu un lieu alternatif incontournable sur Grenoble. Un lieu accueillant et convivial, trait d'union entre la culture et le politique, engagé sans être sectaire, qui, en proposant à toutes et tous les moyens de s'informer, de parfaire sa réflexion et d'échanger, donne l'envie de s'investir, de créer et de résister. **Colyne et Rafito**

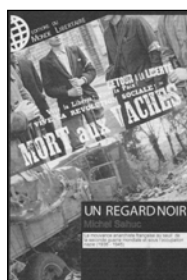
NOUVEAUTÉS



Pascal Canfin & Wilfrid Séjeau
Les Petits matins,
2008, 266 p.

C'EST POLLUÉ PRÈS DE CHEZ VOUS LES SCANDALES ÉCOLOGIQUES EN FRANCE

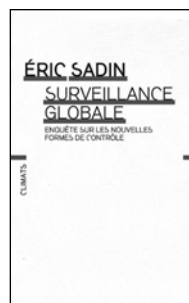
À UNE ÉPOQUE où le greenwashing envahit la publicité, la communication des multinationales et le discours des gouvernants, il faut revenir aux faits grâce à cette enquête journalistique qui évoque quelques-uns des désordres écologiques majeurs que compte la France. De la pollution du Rhône au PCB aux pesticides, des grands travaux en cours ou en projet (autoroute de contournement de Grenoble, nouvel aéroport de Nantes, incinérateur de Marseille), aux questions comme le nucléaire ou les OGM, ce tour d'horizon inquiétant établit un diagnostic réaliste, pose les rapports de force en présence et contribue à une prise de conscience des enjeux au-delà du discours fallacieux sur le « développement durable ».



Michel Sahuc
éditions du Monde
libertaire, 2008.

UN REGARD NOIR LA MOUVANCE ANARCHISTE AU SEUIL DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET SOUS L'OCCUPATION NAZIE (1936-1945)

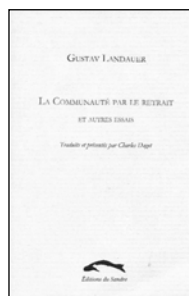
MALGRÉ L'OMNIPRÉSENCE de cette période dans notre rapport au passé, il n'existait pas jusqu'ici d'ouvrage général sur la mouvance anarchiste. Ce petit livre vient combler une lacune en reprenant études et témoignages épars, ainsi que les informations du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français. Il sera utile aux nouvelles générations soucieuses d'éclairer ces événements à l'encontre des polémiques et des falsifications habituelles et insiste à juste titre sur la participation des anarchistes à la lutte contre Vichy et le nazisme, largement sous-estimée car elle ne rentrait pas dans les représentations dominantes après-guerre, du gaullisme au PCF. On regrettera toutefois qu'il n'évoque pas le débat sur la nature de la guerre ou les tentatives internationalistes (cf. Louis Mercier Vega, La Chevauchée anonyme).



Éric Sadin
Climats, 240 p.

SURVEILLANCE GLOBALE

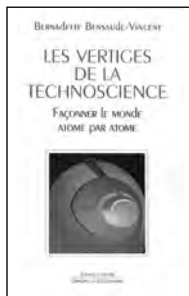
AU-DELÀ de la vidéosurveillance et des nouvelles formes de contrôle social permises par les réseaux informatiques et les banques de données, ce livre a le mérite de fournir des informations et des analyses pointues sur de nouvelles formes de surveillance encore peu connues en tant que telles, comme la géolocalisation ou les logiciels d'analyse comportementale. Sadin diagnostique en elles, et dans le consentement des populations à leur installation (voire leur participation volontaire) une véritable rupture civilisationnelle. Face à un tel constat, on ne peut que regretter la faiblesse de ses propositions finales, insistant sur la nécessité de prendre des mesures légales pour limiter ces nouveaux dispositifs – une solution dont toute son analyse a précisément montré l'inanité...



Gustav Landauer
traduits et présentés
par Charles Daget,
Editions du Sandre,
2008, 286 p.

LA COMMUNAUTÉ PAR LE RETRAIT ET AUTRES ESSAIS

GUSTAV LANDAUER (1870-1919) fut une figure majeure du mouvement anarchiste allemand. Pourtant, en France, si son nom est évoqué à propos de la répression des révolutions allemandes de 1918-1919, son œuvre restait jusqu'ici inconnue dans la mesure où un seul de ses livres était disponible (*La Révolution*, Sulliver, 2006). Ce recueil d'articles permet d'attirer l'attention sur « la cohérence des idées de cet intellectuel libertaire ». Considérant la social-démocratie comme un appendice de l'État prussien et le marxisme orthodoxe comme « la malédiction du mouvement ouvrier », Landauer vient à l'anarchisme pour rester socialiste. Pour lui, c'est le chemin, non le but, qui importe ainsi que l'importance des communautés et des coopératives organisées pour refaire une société le plus loin possible de l'État.



Bernadette Bensaude-Vincent
La Découverte,
2008, 224 p.

LES VERTIGES DE LA TECHNOSCIENCE FAÇONNER LE MONDE ATOME PAR ATOME

DANS CET ESSAI de (re)définition du terme technoscience, Bernadette Bensaude-Vincent (philosophe et spécialiste de l'histoire de la chimie) nous fait découvrir l'archéologie du terme de technoscience et les multiples retournements constitutifs de son histoire. On perçoit alors les racines industrielles et scientifiques du projet de maîtrise et de reconstruction technologique du monde contemporain. Si l'on pourrait déplorer les prises de positions fort timorées en comparaison des analyses élaborées, c'est surtout la construction de l'ouvrage qui révèle in fine la volonté de ne pas trancher cette épineuse question du contemporain, puisque aucun fil directeur n'est réellement tissé au cours de cette longue histoire, si ce n'est celui du terme même étudié.

REVUE



LES PÉRIPHÉRIQUES VOUS PARLENT

LE PLAISIR, le goût, l'enivrement. La dernière livraison des périifs – comme on dit – en abordant le vin part sur des sentiers que l'engagement politique explore peu. Et pourtant. Les repas entre potes, la fête, les plaisirs de la bouche sont des moments de vie qui n'échappent pas aux évolutions sociales. En parlant des vins naturels ou vivants – qui ne « profitent » pas d'ajouts chimiques,

ils partent à la rencontre de viticulteurs riches d'un savoir-faire fragile, incertain, indécis; se refusant les techniques chimiques qui dénaturent le vin pour le rendre identique à l'infini... Deux articles closent la revue refusant de séparer « le goût du vin de ses effets ». Les auteurs montrent à merveille comme le plaisir s'oppose à l'abus (alcoolisme, drogue, biture...), ou plus exactement distingue « le plaisir de l'abus et l'abus du plaisir ». Tout un programme!

N° 27, 2009, BP 62, 75462 Paris Cedex 10

INCONTOURNABLE



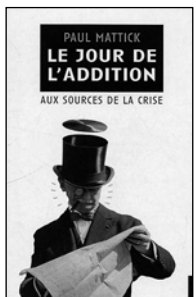
Coco Fusco
Les prairies ordinaires collection
«Penser/Croiser»,
2008

PETIT MANUEL DE TORTURE À L'USAGE DES FEMMES-SOLDATS

QUAND on a vu les images de la prison d'Abou Graib où l'on voyait des femmes-soldats américaines humilier et torturer gaïement des prisonniers irakiens, on peut s'interroger sur ce que disait Virginia Woolf cinquante ans auparavant, c'est-à-dire que la nature féminine était contraire à la logique de la guerre. C'est ce que fait Coco Fusco dans son texte « Extension du domaine de la femme » et à travers ses performances. Ce texte est notamment basé sur la consultation d'archives militaires et sur sa participation à un stage sur les techniques d'interrogatoires ! C'est à la fois une réflexion-critique sur le rôle des femmes dans l'armée, l'usage de la torture par les États-Unis dans la « guerre contre le terrorisme » et sur le lien entre pouvoir, sexualité et libre disposition de son corps. L'auteure a aussi réalisé un manuel – intégré au livre – illustrant les tactiques sexuelles auxquelles ont eu recours les femmes-soldats.

LE JOUR DE L'ADDITION AUX SOURCES DE LA CRISE

APRÈS LA CROISSANCE NÉGATIVE, voici le ralentissement de l'effondrement ? ! La propagande a son style, le but étant de rassurer : « Dormez tranquilles, on s'en occupe ! ». Le capitalisme se réforme pour se perpétuer. Pour envisager notre émancipation, il serait utile de le voir comme un système de rapports d'exploitation par nature déséquilibré, ce qui interdit toute régulation ou organisation de la production sociale. Les tentatives pour y aboutir perdent de l'efficacité au fur et à mesure qu'elles s'appliquent. C'est l'histoire du keynésianisme ainsi que de son enfant légitime, le néolibéralisme. Le désastre social, humain et écologique sont inhérents au capitalisme. Dans un texte incisif et clair, Paul Mattick revient sur les causes de l'effondrement actuel, mettant les limites de la production de profit au centre de l'analyse. La crise, moment de vérité, révèle que la plus forte menace pour le système sont ses propres valeurs. Elle peut aussi affaiblir les attitudes fétichistes envers le système, éveillant des attitudes subversives. C'est le souhait de l'auteur et des éditeurs. Si vous en avez assez des élucubrations sur la crise, lisez ce petit livre. Vous serez mieux armé pour aborder la critique du monde.



Paul Mattick
Insomniaque,
2009, 62 p



SEXE, RACE ET CLASSE

Angela Davis • Éditions Des femmes • 1983 • 344 p.

CET OUVRAGE FONDAMENTAL lie avec brio et clarté les systèmes patriarcal, raciste et classiste, en traçant l'histoire des femmes, des noir-e-s et de leurs luttes aux États-Unis du XIX^e siècle aux années 1970. Si c'est dans l'alliance entre femmes noires et blanches qu'ont été remportées les premières victoires contre le système esclavagiste et le patriarcat, à l'inverse quand le racisme s'installa dans le mouvement pour le vote des femmes, instaurant l'idée que les femmes (blanches) devaient passer avant les noirs (hommes... les femmes noires étant alors « oubliées »), la puissance de ces premières luttes se perdit. L'auteure pose le problème de l'instrumentalisation persistante du viol à des fins racistes : les violeurs vilipendés sont toujours noirs, les victimes blanches... et les femmes noires violées ignorées. Elle montre enfin que les femmes blanches et noires n'étaient pas du tout dans les mêmes situations par rapport à la maternité (cas de stérilisation forcées, etc.), ce qui explique le « peu » de femmes noires impliquées dans la lutte pour l'avortement.

LITTÉRATURE

L'ENNEMI DU PEUPLE

Georges Darien, L'Âge d'Homme, 190 p.

AUTEUR du célèbre roman *Le Voleur*, collaborateur du journal *L'Ennemi du peuple* (dont ce livre recueille un certain nombre d'articles), Darien était aussi l'une des plumes les plus féroces de la Belle Époque, un styliste et polémiste virtuose, fulminant d'insultes contre le militarisme, les politiciens, l'État et le Capital – et surtout celui qui permet leur existence à tous : le Peuple soumis. Mais au-delà du Darien enragé, aux penchants nihilistes (lorsqu'il fait par l'exemple l'apologie de la haine ou du meurtre), cette anthologie nous donne aussi à lire un Darien méconnu, partisan d'un socialisme agraire, mettant « la question de la Terre », de sa propriété et de son usage, au centre du projet révolutionnaire. Une perspective résolument à contre-courant de l'industrialisme de son temps – et du nôtre.

CHÉRI BIBI 1 LES CAGES FLOTTANTES

Gaston Leroux, illustrations de Tômr Sickart, Libertalia, 2009

SUPERBE RÉÉDITION de la première partie des aventures de Chéri-Bibi publiées à la base en 1913 en 120 feuillets quotidiens dans le journal *Le Matin*. La réédition du second volet est prévu en ce moi de septembre. Personnage avec une aura impressionnante issue de la classe des opprimé-e-s et qui fut touché par la fatalité, « Fatalitas ! ». Il se retrouve accusé de meurtres qu'il dit n'avoir pas commis. Du fait de sa position sociale et de celle des « victimes » il se retrouve envoyé au Bagne, « Fatalitas ! ». L'action de ce récit prenant se déroule sur le Bayard et l'on partage l'horrible quotidien des futur-e-s bagnard-e-s. Mais une lueur d'espoir demeure chez les forçats et elle a pour nom : Chéri-Bibi...

BANDE DESSINÉE

L'ÉTERNAUTE (TOME 1)

Hector Oesterheld, Solano Lopez, Vertige Graphic, 2008, 128 p.

CETTE BANDE DESSINÉE culte en Argentine – on y peint des fresques de son personnage principal – est parue dans les années 1950 en feuilleton dans un hebdomadaire. Si elle est à ranger dans le rayon science-fiction, elle est bien plus que cela. Alors qu'un soir des amis jouent aux cartes, il sont interrompus par une neige phosphorescente tombée du ciel. En pleine guerre froide, référence à une attaque nucléaire ? Peu à peu, la résistance s'organise. Elle évoque, à l'avance, la lutte contre les régimes militaires qui secoueront bientôt l'Amérique du sud. Science-fiction certes, mais aussi anticipation des années à venir... Hector Oesterheld sera d'ailleurs tué par la junte militaire argentine en 1978. À noter que l'éditeur a parcouru le monde pour réunir les planches originales, ce qu'il a réussi partiellement. Les planches de mauvaise qualité rajoutent une fragilité touchante à l'œuvre. Le 2^e tome vient de paraître en attendant le dernier...



DANS LEUR PREMIER ALBUM, **GRANDIR À L'ENVERS DE RIEN**, ON DÉCOUVRIT LE LYRISME ENRAGÉ DE LOLA LAFON SUR LES AIRS AUX NUANCES ROCK FOLK ÉLECTRO DE LEVA. D'UNE VOIX DOUCE ET ENJÔLEUSE, LOLA CRÈVE L'ABCÈS QUI RONGE UNE GÉNÉRATION « JEUNE, JEUNE », PORTÉE PAR UNE MUSIQUE QUI BRISE LES FRONTIÈRES DES GENRES. UN NOUVEL ALBUM SORT CET AUTOMNE. RENCONTRE AVEC LOLA...

LOLA LAFON ET LEVA

UNE HISTOIRE COLLECTIVE AU-DELÀ DU GROUPE... Leva s'est construit autour de Lola, de son univers et ses envies, mais c'est aussi aujourd'hui l'expérience personnelle de chacun des musiciens qui s'inscrit dans le groupe. C'est une aventure collective et politique. Leva, c'est Julien (basse), Olivier (guitare/samples), Ivica (accordéon) et Jérôme (cuivres/batterie). Elle et ils partagent beaucoup de lectures, de musiques, de discussions et de tranches de vie. Leurs univers convergent et on découvre leur complicité sur scène. « On s'est créés ensemble, mutuellement, on apprécie ce que font les autres.

Même si je suis auteure-compositrice de la plupart des morceaux, on fait tous les arrangements ensemble. Toutes les décisions sont prises en commun, musicales ou autres... »

Une écriture poétique où s'inscrivent en filigrane des malaises, des doutes et une rage...

Lola joue les équilibristes entre romans, nouvelles et chansons, des histoires de mots pour exprimer les dérives d'une génération désabusée. Une nouvelle sera insérée dans la jaquette du prochain album. « Écrire et chanter exprime ma "position" dans la société. J'y crois comme "moyen". C'est délicat, parce que je ne suis pas attirée vers des formes de chanson purement militantes, trop frontales. J'aime la poésie, je crois profondément que certaines formes poétiques sont plus subversives qu'un discours militant. Je crois qu'il n'y a pas que le sens des mots mais la forme qu'on leur donne, qu'être politisé c'est aussi ne pas se ranger dans un moule, même pas militant... »

Des choix assumés, une indépendance à conquérir et un message à partager...

Lola Lafon et Leva sont produits par Mon Slip, un label indépendant distribué par une major. Cela ne les empêche pas de garder les pieds sur terre. Elle et ils sont conscient-e-s des enjeux d'un tel choix mais ne se laissent pas pour autant ama-

douer et gardent le contrôle de leurs choix artistiques.

« Autant je trouve fondamental d'aller chanter, quand on nous le demande, en soutien à la libération des prisonniers d'Action directe, aux inculpé-e-s de Tarnac et d'ailleurs, aux sans-papiers, à Marina Petrella, autant l'idée d'un enfermement "entre soi" me semble flippant et presque un contresens politique. Je ne souhaite pas chanter que pour des gens qui sont d'accord avec tout ce que je dis. Je crois qu'il faut faire attention aux clans, même politiquement corrects. Je me méfie de la notion de "pureté" politique. Il ne faudrait pas que ce que l'on nomme parfois "radical" devienne une image de ce que l'on combat : plein de lois sur ce qu'il faut faire ou ne pas faire. J'ai du mal avec les religions et les familles... »

Être une fille dans ce monde-là...

« Être une fille dans un monde musical extrêmement masculin (en tournée, dans les salles, je ne croise aucune fille à la technique, les seules que je vois sont en cuisine!!), le fait d'être un peu celle qui dirige ce projet, c'est une place parfois pas commode, je le ressens souvent. »

Le féminisme n'est pas un credo ni une affiliation, c'est une lutte au quotidien. « Être féministe, pour moi, c'est essayer de sauter les barrières, défoncer les murs. De rester imprévisible et non domesticable. » Colyne



VICES ET RÂLEMENTS DÉVIANTS DU HIP-HOP TRANSPÉDÉGOUINE FÉMINISTE

À L'OCCASION DU festival transpédégouine à Lyon à l'automne 2008, Vices et râlements déviants est sorti du placard pour cracher sa rage et ses convictions. Elle et il sont dans la place et ça va faire du bruit : « Vices et râlements déviants c'est Translopette et BitchyButch : un trans et une gouine fières, l'envie de gueuler nos colères, des potes solidaires, un peu de culot et deux micros. Notre style n'est ni viril, ni tranquille. C'est du hip-hop de flotte c'est du hip-hop pour les potes. C'est du hip-hop pas juste pour rire, c'est du hip-hop de queers. C'est du hip-hop féministe, c'est du hip-hop à mettre dans ta *play list*. On tient juste à te prévenir, les hétéroflucs sont dans notre ligne de mire ». Tou-te-s les deux sont bien plus mili-

"tantes" que rapeuses. Il et elle ont choisi le hip-hop comme un moyen d'expression de leurs colères car c'est la voix des sans-voix. « Parce qu'on veut du hip-hop rose et noir à paillettes, qu'on veut visibiliser les identités et les luttes transpédégouines-féministes dans notre milieu (squat, libertaire, anticapitaliste, etc.) et ailleurs. » Elle et il ont sorti une première démo DIY – *Do It Yourself*, démarche consistant à tout *faire soi-même* (autoproduction, autogestion, etc.) – avec huit titres enrégés (*Insurrection*, *Identité volée*, etc.), engagés (*Queerage*, *Nos grands-mères*, etc.) et parfois décontractés (*Masturbation*). Pour trouver la démo, chercher sur quelques excellentes tables de presse ou les contacter à vrd@riseup.net



RETOUR SUR...

LE BAUHAUS

Le centre pluridisciplinaire d'enseignement, de recherche et de création fondé en 1919 en Allemagne par l'architecte Walter Gropius connut quatorze années d'activité. Il est né d'un questionnement sur le lien entre arts plastiques et artisanat. Le manifeste fondateur du Bauhaus affirme : « Le but final de toute activité plastique est la construction ! (...) Nous devons tous revenir au travail artisanal, parce qu'il n'y a pas d'art professionnel ». Des artistes de tous horizons y enseignent et y vivent (Klee, Kandinsky, Moholy-Nagy...) ; ils sont, pour beaucoup, communistes ou socialistes, en tous les cas défenseurs d'un modernisme progressiste. Les « apprentis » travaillent la poterie, le métal, la menuiserie, le textile, le verre, la peinture, la sculpture, également les arts de la scène. Plus tard, l'architecture occupera une place centrale. En 1923, Gropius proclame l'unité de l'art et de la technique. L'art créatif et expérimental laisse place à la rationalisation industrielle. Les recherches autour du théâtre et de la danse sont plus critiques. Les spectacles de Lothar Schreyer dénoncent la fascination pour la modernité technique. Oskar Schlemmer explore les formes, les couleurs, le mouvement, l'espace et met en scène la mécanisation de la vie, la « folie du machinisme » et la figure de l'apprenti sorcier. Sous la direction de Hans Meyer, de tendance communiste, l'école défend une ligne plus sociale. Ludwig Mies van der Rohe qui lui succède interdit, lui, toute activité politique dans l'école. La montée des nazis chasse le Bauhaus de Weimar où il est né, puis de Dessau. À Berlin, il doit fermer définitivement ses portes en 1933. Pour le parti hitlérien, le Bauhaus est un repaire de bolcheviks, d'anarchistes et de Juifs, et ses productions un parfait exemple de « l'art dégénéré ». La plupart des maîtres et des élèves du Bauhaus trouvèrent refuge aux États-Unis. Le Bauhaus a marqué à plus d'un titre l'art moderne et le design industriel et reste une tentative d'unifier théorie et pratique, art et vie quotidienne. Leila

À LIRE

Art et industrie. **Philosophie du Bauhaus**, de Pierre-Damien Huyghe, éd. Circé, (1999)



LA LIBÉRATION SEXUELLE À L'ÉCRAN

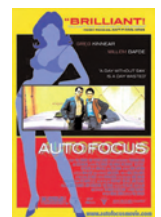
À L'ÉMANCIPATION SEXUELLE souhaitée par les mouvements féministes, lesbiens et gays, semble s'être aujourd'hui substituée une libéralisation sexuelle parfaitement intégrée au système capitaliste. L'émancipation des femmes, leur conquête du plaisir, leurs luttes pour le droit à l'avortement et à la contraception, leur réappropriation du corps féminin, débarrassé des carcans de la famille et de la société bourgeoise, semblent avoir laissé place à un nouvel ordre sexuel, celui de la consommation des corps, du rendement pornographique et du management affectif et sexuel. Si les acquis féministes des années 1960 et 1970 sont indéniables, que reste-t-il cependant de la révolution sexuelle ? Le refus des limites et l'injonction au plaisir, la technicisation des rapports sexuels et l'explosion du marché du sexe ont été exposés au cinéma dès le début des années 1970. À la fois critiques de la société rigide des années 1950 et de l'après 68, ces films se révèlent salutaires en ces temps où la moindre critique de la sexualité « moderne » vaut d'être taxé-e de puritain-e et de réactionnaire par les tenant-e-s du post-modernisme et du libéralisme social. Et nous rappellent qu'émancipation ne rime pas toujours avec transgression. **Anne Quadri**



NUMÉRO DEUX

Film français de **Jean-Luc Godard**
1975, 88 min

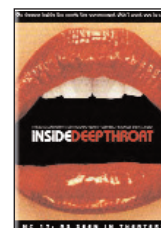
Autopsie d'une famille française des années 1970 dont le quotidien est filmé à travers des écrans vidéo. Au rythme déshumanisant du travail salarié et de la ville-usine, Godard montre le corps-machine, prétendument libéré par la révolution des mœurs, mais aliéné par la nouvelle consommation sexuelle. Il pointe ainsi les limites de la libération sexuelle, en soulignant que la volonté de transcender les tabous a fabriqué de nouvelles dominations : la confusion entre l'intime et le collectif, la disparition de l'érotisme au profit de la pornographie, et les liens entre technologie et libéralisme sexuel qu'il y dénonce restent d'une actualité brûlante.



AUTOFOCUS

Film américains de **Paul Schrader**
2003, 106 min

Inspiré du parcours de Bob Crane, comédien vedette de la série **Papa Schultz**, ce film prolonge la réflexion sur la sexualité et la pornographie entamée avec **Hardcore** (1979). En faisant de son héros un personnage pathétique, tiraillé entre ses racines familiales moralistes et ses addictions au sexe et à la drogue, Schrader renvoie dos à dos puritanisme et pornographie, et met à jour l'ultralibéralisme sexuel qui rongé l'Amérique des années Reagan, transformant l'émancipation des mœurs en consumérisme des corps.



INSIDE DEEP THROAT

Documentaire américain de **Fenton Bailey et Randy Barbato**
2005, 92 min

Présenté comme un reportage sur les coulisses du film **Gorge profonde**, qui participa de la déferlante pornographique des années 1970 et 1980, ce documentaire nous dévoile l'envers idéologique de la libération sexuelle en montrant sa transformation en nouveau marché économique. Les prises de position des féministes américaines et leurs critiques de l'industrie pornographique permettent de casser le prétendu basculement d'une pornographie « libérée » et artistique à une industrie aliénante, en analysant le système pornographique lui-même.



LA RÉVOLUTION DU DÉSIR

Documentaire français d'**Alessandro Avellis et Gabriele Ferluga**
2006, 80 min

Sous-titré **1970 : la révolution homosexuelle**, ce documentaire diffusé dans de nombreux festivals militants retrace, à travers la création du FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire), les luttes pour l'émancipation sexuelle et contre les normes sociales portées par les activistes féministes et LGBT. Replongeant dans le parcours intellectuel et militant de Guy Hocquenghem, il s'interroge également sur le basculement des gays dans la société de consommation et sur les acquis de la révolution sexuelle.

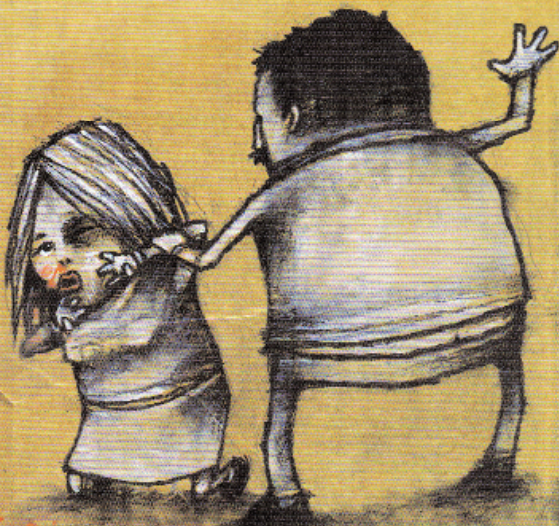
FERNANDO DI LEO

CINÉASTE ITALIEN populaire dans les années 1970 et 1980, auteur de séries B réputées musclées, Fernando Di Leo a également réalisé une série de films plus intimistes sur l'évolution des mœurs dans les années 1960. La question du plaisir féminin, des carcans bourgeois et du patriarcat sont au cœur de ses débuts derrière la caméra. **Brucia Ragazzo Brucia** (1968) traite d'un sujet

relativement inédit au cinéma à l'époque : le plaisir féminin. Le film se concentre sur une femme mariée qui n'a jamais connu d'orgasme avec son mari et va peu à peu se réapproprier son corps en entamant une liaison. La question de l'émancipation sexuelle se retrouve dans plusieurs autres films comme **Amarsi Male**, **Uno Di Quelli** (sur l'homosexualité masculine) et **Avere Vent'anni**, sorte de bilan

du mouvement hippie et de la vie en communauté : les deux héroïnes du film n'auront de cesse de se heurter au machisme des hommes qui les entourent. En montrant l'envers du décor de la révolution sexuelle, **Di Leo** participe ainsi d'un cinéma véritablement engagé, dont la richesse idéologique parvient en partie à combler les faibles moyens financiers.

FRAGILE



Made in France

je t'aime!

